

Aujourd'hui: Averses dispersées
vents modérés de l'ouest
de 30-50 km/h en après-midi
Minimum 0° Maximum 13°
Demain: Nuageux avec éclaircies
venteux

DETAILS PAGE A2

Aujourd'hui

S3 CARDS 3 TWINS 1

Par sa vitesse et son coup de bâton, Vince Coleman remet les Cards sur pied. Les Twins dominent toujours la Série mondiale, 2-1.

B1 NPD

Le député NPD Robert Toupin accuse la direction québécoise du parti de refuser de reconnaître le caractère distinct du Québec.

B8 SALAIRE DES DÉPUTÉS

Le comité Lavole propose que le salaire des députés de l'Assemblée nationale soit haussé graduellement de 45 p. cent.

E7 JOUETS

Grâce à sa parution dans la revue Protégés-vous, le Guide annuel des jouets publié par l'ACO atteint une famille québécoise sur quatre.

E17 NICARAGUA

Selon le vice-président du Nicaragua, le Canada pourrait jouer un rôle clé dans le rétablissement de la paix en Amérique centrale.

Sommaire

Annonces classées.....	C5, D1 à D10, G1 à G6
Arts et spectacles Informations.....	E12 à E15
horaires.....	E18
Bandes dessinées.....	D5
Carrières et pro.....	B4 à B7
Décès, etc.....	C8
Économie.....	cahier C
Êtes-vous observateur? ...	D1
Feuilleton.....	D3
Horoscope.....	D2
Le monde.....	E16, E17
Mots croisés.....	G5
«Mot mystère».....	D8
Quoi faire aujourd'hui.....	E18
Télévision.....	E12, E15
Vivre aujourd'hui	
Alim./Consomm.....	E1 à E7
TABLOID SPORTS	
Mots croisés.....	14
Réjean Tremblay.....	5

L'AMÉRIQUE SUR LE TROTTOIR DE WALL STREET



Les Bourses canadiennes s'affaissent

PAUL DUBIVAGE

Les Bourses canadiennes ont poursuivi leur chute vertigineuse au cours d'une autre journée mouvementée, hier. Aussitôt le marché ouvert, les cours des actions se sont affaiblis, tant à Toronto qu'à Montréal, sans égard à l'accalmie qui semblait vouloir s'installer à Wall Street.

Considérant l'ampleur des pertes enregistrées, près de 7 p. cent hier et 10 p. cent la veille, la Bourse de Toronto a d'ailleurs sommé ses membres de faire la preuve qu'ils ont toute la capitalisation nécessaire pour faire face à la musique. Un vice-président, M. Keith Boast, a expliqué que

la Bourse avait déjà identifié «un certain nombre de situations problématiques». Il s'est cependant refusé à préciser le sérieux de ces problèmes.

Les 45 courtiers en valeurs mobilières inscrits à la plus importante place boursière canadienne supportent d'importants inventaires d'actions dont la valeur s'est effritée avec le marché. Ils ont également avancé des sommes colossales à leurs clients jouant sur marge, certains représentant aujourd'hui de hauts risques.

On s'attend dans l'industrie à ce qu'un certain nombre d'entre eux soient forcés de recourir à leurs actionnaires pour obtenir un financement additionnel s'ils ne

veulent pas perdre leur siège. Les courtiers, comme les banquiers, sont tenus de maintenir certaines réserves afin de faire face à toute perte pouvant résulter de leurs opérations courantes.

Rencontré à la passerelle d'observation de la Bourse de Montréal, M. Paul Guy, président de la Commission des valeurs mobilières du Québec, a exprimé son inquiétude pour les petits investisseurs devant ce désastre boursier. Il devait toutefois rappeler son incapacité d'intervenir dans le cours des événements: «Il faut laisser le marché aller. Ce qui devait arriver est arrivé. On a toujours dit qu'un jour, les cours allaient tomber», a-t-il raconté.

Au terme de la séance d'hier, l'indice des 300 principaux titres de la Bourse de Toronto affiche une chute de 214 points ou 6,7 p. cent et s'établit à 2977,3. Pour sa part, l'indice canadien du marché mesuré par la Bourse de Montréal marque 1494,9 points, une chute de 99 points, ou 6,2 p. cent.

«Il y avait du rattrapage à faire», a expliqué l'analyste Murray Grossnerb de la maison de courtage Richardson Green-shields, soulignant la tendance contraire

VOIR BOURSES EN A 2

SUITE DES INFORMATIONS EN A 10, A 11 et A 14

● La chronique d'Alain Dubuc, page C 1

Le Dow Jones clôture en hausse de 102 points

RICHARD DUPAUL

Après la panique, une folle course dans les montagnes russes... L'indice Dow Jones, le «pouls» de la Bourse de New York, a oscillé toute la journée d'hier entre un gain de 200 points et une perte de 26 points, terminant finalement en hausse de 102 points. Cette progression atténuée ainsi l'effondrement désastreux de 508 points survenu la veille, journée dorénavant connue comme le «lundi noir».

D'après les analystes, l'évolution en dents de scie des cours boursiers démontre que le marché cherche activement à «trouver son équilibre» après le choc des derniers jours. Toutefois, personne ne se risque à affirmer que le creux est atteint ou que la hausse reprend de façon définitive. En deux mots, l'incertitude persiste...

L'indice Dow Jones a clôturé à 1841,01 points, une hausse de 5,9 p. cent par rapport à son niveau précédent. Dans la journée de lundi, l'indice le plus célèbre au monde avait chuté de 22,6 p. cent.

Hier, l'activité sur le parquet a été très intense, bien que moins forte que la veille. De nouveau, les ordinateurs ont pris plusieurs heures de retard et il est possible que l'indice subisse de légères modifications, une fois le décompte des transactions terminé.

En y regardant de près, on s'aperçoit que la hausse d'hier touche essentiellement les actions des très grandes compagnies, communément appelées «blue chips», qui composent l'indice Dow Jones des industrielles. En effet, l'ensemble des titres des compagnies de moindre taille ont subi des baisses importantes sur le marché.

Même là, la popularité des «blue chips» semble artificielle si l'on considère que bon nombre des multinationales inscrites à la cote ont décidé de racheter leurs propres actions. Parmi elles, Allegis

VOIR DOW JONES EN A 2

Les titres RÉA y goûtent

MIVILLE TREMBLAY

Le feu et le fer ont criblé les portefeuilles des petits investisseurs RÉA. Partis à la conquête de la Bourse, ils reviennent assez secoués, si ce n'est en pleurant, de leur première bataille au front.

«Les petits investisseurs, qui connaissent mal la Bourse et qui ont placé entre \$2000 et \$10000, réagissent plutôt mal. Jusqu'à maintenant, ils recevaient la manne du ciel mais aujourd'hui, c'est un peu comme si on les trompait. Ils voient leurs économies fondre et vendent sans regarder», observe Mme Danielle Robitaille, vice-présidente chez Geoffrion Leclerc.

«La plupart vendent tout leur portefeuille. Les petits investisseurs paniquent et je crois qu'ils sont dans l'erreur», soutient M. John Reider, analyste des titres RÉA chez Lévesque, Beaubien.

Rien de bien surprenant. La vaste majorité des gens font leurs premières armes en Bourse et n'ont jamais vécu de correction brutale.

Mis à part un repli au cours du deuxième semestre de 1986, les titres RÉA ont généralement bien performé. L'indice RÉA compilé par Geoffrion Leclerc a grimpé de 150 p. cent du début de 1985 jusqu'à avril 1987. Il faut dire que depuis lors, les titres perdaient du terrain.

Mais dans la seule journée de lundi, l'indice RÉA-Geoffrion Leclerc a dégringolé de 12,6 p. cent. Hier, il perdait encore 8 p. cent. Ces mêmes jours, l'indice général du marché canadien XXM reculait de 7 p. cent et de 9,5 p. cent.

Les titres RÉA ont souffert plus durement que l'ensemble du mar-

ché. Depuis une semaine, l'indice RÉA a perdu 24 p. cent et le XXM 20 p. cent. Si on remonte au début de l'année, le marché canadien a perdu 3 p. cent, mais le RÉA 22 p. cent.

Soulignons qu'il est normal que les titres de petites sociétés en croissance augmentent plus rapidement que les «blue chips» en période de hausse générale, mais aussi qu'ils chutent plus rapidement lorsque le marché recule.

Toutefois, les conseils que donnent les spécialistes sont quasi unanimes: il ne faut pas paniquer et il est sage d'attendre que le calme soit revenu avant de prendre des décisions importantes. De toute manière, il est maintenant trop tard pour éviter les désagréments de la déroute boursière.

Ces jours-ci, il faut éviter de donner des ordres de vente ou d'achat «au prix du marché» car au moment où l'ordre est exécuté, le prix peut avoir grandement changé par rapport à celui que vous a fourni votre courtier. Les ordres doivent être «conditionnels»: ils doivent préciser un prix ou un écart de prix entre lesquels vous acceptez de vendre ou d'acheter.

À tout le moins, ne vendez aucune action en bas de sa valeur aux livres ou à un prix qui soit égal ou inférieur à cinq ou six fois les bénéfices annuels, recommande M. Reider.

«Ne vendez pas votre chemise», renchérit Mme Robitaille. «Soyez patients et conservez vos titres de qualité», ajoute Lise Dionne, analyste responsable des titres RÉA chez Geoffrion Leclerc.

Jusqu'à présent, les titres RÉA ont été globalement une bonne

VOIR RÉA EN A 2



Dans le sillage du krach de Wall Street lundi, les valeurs ont été gravement éprouvées à la Bourse de Montréal, pour la deuxième journée consécutive, hier. Les spécialistes et négociants n'ont eu que peu de répit alors que l'on enregistre un nouveau record d'activité.

Un chasseur à réaction s'écrase sur un hôtel: neuf morts

d'après UPI et AP
INDIANAPOLIS

Neuf personnes ont perdu la vie hier et une demi-douzaine d'autres ont été blessées, dont une très gravement, lorsqu'un monoréacteur subsonique de type Corsair A-7 tombé en panne de moteur s'est écrasé sur un hôtel situé près de l'aéroport international d'Indianapolis.

Le pilote avait eu le temps de s'éjecter de l'appareil avant l'accident.

L'avion, qui n'était pas armé, a explosé en percutant le premier étage de l'hôtel, un Ramada Inn, juste au-dessus de l'entrée et du hall d'entrée, qui a été dévasté.

L'accident a provoqué un incendie dans l'immeuble de béton, dont les occupants ont pu toutefois s'échapper en brisant les fenêtres ou en dévalant les escaliers de secours. Le feu a été maîtrisé deux heures après le drame.

Quelque 170 clients se trouvaient dans l'hôtel lors de l'accident, qui a provoqué des scènes de panique.

VOIR CHASSEUR EN A 2



Le chasseur à réaction a rebondi sur le toit d'une banque et arraché plusieurs feux de circulation avant de s'écraser sur l'hôtel et de provoquer un incendie.

PHOTOLASER AP

AVEC VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES

Nouvelles Frontières

FLORIDE 199\$

VOL ALLER-RETOUR TOUS LES MERCREDIS ET SAMEDIS À COMPTER DU 16 DÉC. TAXE EN SU

800, est de Monrovia (angle St-Hubert) (metro Berni) Permis du Québec

288-4800

SUITE DE LA UNE

CHASSEUR

Un chasseur à réaction s'écrase sur un hôtel: neuf morts

Selon un communiqué publié par l'Aviation américaine quelques heures après l'accident, l'avion, piloté par le major Bruce Teagarden, 35 ans, de Las Vegas, était parti de Pittsburgh et se dirigeait vers la base aérienne de Tinker, dans l'Oklahoma, lorsque, à 9 h 12 du matin, son moteur tomba brusquement en panne.

La tour de contrôle d'Indianapolis suggéra au pilote de tenter de parvenir jusqu'à Terre Haute, distant de 70 km, ou de virer sur la gauche en s'orientant vers la piste no 4 de l'aéroport international d'Indianapolis, un vol de 25 km.

Teagarden, qui volait à 31 000 pieds, opta pour Indianapolis. Mais après qu'il eut traversé la couche de nuages, les contrôleurs constatèrent qu'il était trop haut et l'avisèrent d'obliquer vers la droite, afin d'atterrir sur une piste située à angle droit avec la première.

C'est durant ce virage que la vitesse de l'appareil serait brusquement tombée, faisant perdre au pilote la maîtrise de son avion. Teagarden avorta la tour qu'il devait sauter et qu'il cherchait un terrain vacant. Il ne devait s'effondrer que des blessures légères en arrivant au sol.

Poursuivant son vol plané sans pilote, le Corsair rebondit quelques instants plus tard sur le toit d'une banque, arracha plusieurs feux de circulation et s'écrasa enfin sur l'hôtel, provoquant un incendie qui détruisit 45 des 220 chambres de l'établissement.

Selon le maire de la ville, William Hudnut, il s'agit du pire désastre qui soit survenu à Indianapolis depuis l'explosion de gaz propane qui avait fait 68 morts et 400 blessés sur les terrains de l'exposition en 1963.

Le Corsair A-7 est un chasseur à réaction qui est encore utilisé par la Garde nationale aérienne dans une dizaine d'États et, dans de rares cas, par l'Aviation fédérale. Ce monoréacteur, considéré comme techniquement dépassé, peut être armé à la fois de missiles et de bombes.

Commentant cet accident, des pilotes de la Garde nationale aérienne de l'Iowa qui utilisent le



Tandis que les pompiers s'affairent à maîtriser l'incendie, les clients du Ramada Inn blessés par l'écrasement du Corsair A-7 sont transportés en lieu sûr par les secouristes.

même appareil ont souligné que dans un cas d'urgence de ce genre, la plupart des pilotes chercheraient à s'éloigner le plus possible d'un centre urbain.

Le major John Lucas, de la 124^e escadrille de chasse tactique de l'Iowa, précise qu'aucun règlement spécifique ne régit ce genre de situation, mais qu'il va de soi qu'un pilote doit chercher à s'écarter d'une région peuplée avant de s'éjecter.

«Les pilotes, a-t-il dit, savent exactement où se trouvent ces secteurs et s'efforcent toujours de

les éviter, parfois même au prix de leur vie. Mais il est évident, a-t-il ajouté, que des situations peuvent survenir où ce choix n'est pas possible.»

Pour sa part, le Pentagone a chargé une commission militaire d'ouvrir une enquête.

BOURSES

Les Bourses canadiennes s'affaiblissent

du marché américain. Lundi, le Dow Jones avait essuyé un revers deux fois plus important qu'à Montréal.

Les titres aurifères, qui comptent pour beaucoup dans le calcul des indices canadiens, ont d'autre part subi une véritable racclée, hier. Ils ont perdu en moyenne 21 p. cent de leur valeur alors que le lingot se dépréciait de \$17,75 US à New York. Placer Dome, le plus important producteur d'or au Canada, a en outre perdu \$3 pour s'établir à \$17 1/2.

Selon l'analyste Ben Kizemchuk, de Midland Doherty, les investisseurs frappés de panique ont perdu confiance même dans les titres aurifères, pourtant un refuge traditionnel contre l'inflation. Le mouvement était d'ailleurs déjà enclenché lundi alors que les titres aurifères succombaient malgré la hausse de prix du métal précieux.

Les entreprises industrielles, pour être déjà très basses, ont été parmi les moins touchées, hier. Le sous-indice affiche une baisse néanmoins appréciable de 4,5 p. cent. Le marché n'avait rien à faire de bonnes nouvelles. Alcan a baissé de \$4 1/4 à \$31 1/4 au même moment où elle annonçait qu'elle venait de doubler ses bénéfices trimestriels.

Les titres bancaires dont la débâcle se poursuit depuis l'arrêt de paiement du Brésil, au printemps dernier, ont de même profité d'une certaine accalmie. Ces titres n'ont baissé que de 1 p. cent en moyenne hier alors que les pressions à la baisse exercées sur les taux d'intérêt rendent d'autant plus alléchant leur dividende élevé.

Mais les entreprises de services publics ont profité plus encore que ce nouvel engouement pour les titres à rendement. Celles-ci affichent même des gains notables. Les actions des Entreprises Bell Canada, entre autres, rebondissent de \$1 1/2 à \$35 1/2.

L'activité sur les parquets de Toronto comme de Montréal était plus grande encore que lundi. Au total, 92,8 millions d'actions ont changé de mains, soit 20 p. cent de plus que la veille. Le traditionnel «ticker» prit jusqu'à

une heure et demie de retard. Même que le système de transactions assisté par ordinateur de la Bourse de Toronto a déclaré forfait en fin de séance, hier.

Le système baptisé CATS compte pour près de 28 p. cent de toutes les transactions effectuées sur le parquet de Toronto. Plus de 700 titres, en général des titres à liquidité restreinte, reposent sur ce système. Selon des spécialistes montréalais, la réparation devait être réalisée sans peine la nuit dernière. Autrement, la Bourse aura de graves problèmes à l'ouverture ce matin.

DOW JONES

Le Dow Jones clôture en hausse de 102 points

Corp, Citicorp, Exxon, Honeywell et Ford ont cru bon de profiter des prix à rabais de leurs titres.

«Il y a des aubaines sur le marché américain aujourd'hui... plus d'ailleurs qu'il y en a sur le marché canadien actuellement», affirme M. Bill Moriarty, directeur de la recherche de la firme canadienne Dominion Securities.

Selon les analystes, la forte volatilité des cours à New York démontre clairement que la crainte persiste chez les investisseurs, petits ou institutionnels.

«C'est certain que tout mouvement à la hausse n'est pas près de durer... il pourrait y avoir encore beaucoup de ventes de feu devant nous», explique M. Monte Gordon, directeur de la recherche de la maison de courtage Dreyfus.

L'insécurité et l'incertitude entourant l'avenir de la Bourse étaient évidentes, hier. Elles se sont manifestées à plusieurs niveaux:

■ après un bond spectaculaire de 201 points tôt en matinée, l'indice Dow Jones est tombé subitement «dans le rouge», affichant une perte de 26 points à l'heure du lunch, avant de remonter dans l'après-midi;

■ les transactions sur plusieurs «blue chips» ont été arrêtées pendant de longs moments parce que les acheteurs et les vendeurs n'arrivaient pas à s'entendre sur un prix commun. On a remarqué pour certains titres des écarts de plusieurs dollars entre l'offre et la demande («Ask» et «Bid» dans le jargon boursier). À un moment donné, l'arrêt des transactions touchait 60 titres;

■ le New York Stock Exchange a demandé aux firmes de courtage de suspendre leurs programmes informatiques de vente et d'achat d'actions, jugés partielle-

ment responsables de l'effondrement de lundi. Le NYSE n'a cependant pas rendu obligatoire la suspension de ces programmes, qui se déclenchent automatiquement dès qu'une action atteint un certain cours;

■ le New York Stock Exchange s'est même senti obligé de tenir une conférence de presse en fin de journée, pour rassurer les citoyens américains sur la solidité financière de leurs courtiers. Des rumeurs avaient circulé durant la journée à l'effet que E. F. Hutton était sur le point de déclarer faillite en raisons des pertes subies sur son propre portefeuille.

Par ailleurs, le président de la Réserve Fédérale, M. Allan Greenspan, a déclaré qu'il était prêt à «fournir des liquidités pour soutenir l'économie et le système financier», ceci dans l'espoir de ranimer la confiance des investisseurs partout dans le monde.

Presque au même moment, deux grandes banques américaines réduisaient leur taux de base d'un demi-point, de 9,75 à 9,25 p. cent. Soulignons aussi que le dollar américain s'est raffermi considérablement par rapport aux devises étrangères.

Cette baisse des taux, combinée aux pertes énormes subies par les investisseurs — on parle de \$1 billion (mille milliards) en deux jours à New York — met un frein sur les anticipations inflationnistes, soutiennent les analystes.

«Toutefois, il faut ajouter un facteur négatif», explique M. Moriarty. «Les événements tragiques des derniers jours portent un coup dur à la confiance des consommateurs. Il faudra un certain temps pour mesurer leur impact.»

Au nombre des gagnants de la journée à New York, mentionnons IBM, un bond de 11 1/4 à \$115 US; General Motors, en hausse de \$8 1/4 à \$58 1/4 US; et Procter & Gamble qui a clôturé à \$74 1/2 US, en hausse de \$13 1/2.

RÉA

Les titres RÉA y goûtent

Leclerc indique encore un gain net de 55 p. cent depuis deux ans et demi.

Malgré les ordres de vente qui affluent sur le parquet de la Bourse de Montréal, le système des spécialistes tient le coup, affirme Mme Francine Beauchemin, vice-présidente à la réglementation des marchés.

Il y a des délais, mais les ordres sont exécutés. Les suspensions de transactions se sont curieusement

limitées aux titres des grandes compagnies.

Les écarts entre les prix d'achat et les prix de vente sont toutefois de tout ordre et parfois extrêmement élevés. M. Pierre Lussier, directeur de la recherche chez Tasé, soupçonne que certains mainteneurs de marché ont peur de s'étirer le coup dans un marché aussi désordonné.

Pour consoler les malheureux, rappelons que les Allemands ont l'habitude de dire que la seule façon de faire une petite fortune en Bourse, c'est d'en investir une grosse...

Un sixième CF-18 s'écrase

Presse Canadienne LONDRES

■ Un appareil CF-18 des Forces armées canadiennes s'est écrasé, hier, en tentant de décoller de l'une des pistes d'une base américaine en Grande-Bretagne. Le pilote a réussi à s'éjecter juste avant l'écrasement, a fait savoir un porte-parole de l'aviation militaire canadienne en Europe.

Le capitaine Dean Anthony Friedt, âgé de 23 ans, de Calgary, a été toutefois conduit à l'hôpital où il est sous observation. Les autorités ont indiqué qu'il souffre d'un choc nerveux.

«Le pilote s'est éjecté juste avant que le chasseur-bombardier ne s'abîme dans un champ au bout de la piste», a indiqué l'offi-

cier Barrie Frener, responsable de l'information pour les Forces armées canadiennes en Europe.

Personne au sol n'a subi de blessures.

L'écrasement est survenu à la base militaire américaine d'Alconbury, sise à 25 kilomètres au nord de Cambridge; cette base est utilisée par le 10^e Escadron tactique de l'Armée de l'air américaine.

Le pilote participait à une mission routinière d'entraînement commandée par sa base canadienne de Baden-Soellingen, en Allemagne de l'Ouest.

Il s'agissait du sixième écrasement d'un appareil CF-18 depuis que le Canada a fait l'acquisition de ce type de chasseur-bombardier, il n'y a que quelques années.

EN BREF

VIVANT...DE PEU

■ On ne craignait pas pour le vie d'un chauffeur de taxi, blessé d'un coup de feu à la tête lundi soir dans sa voiture, dans une tentative de vol à main armée. M. Yvan Lécuyer, 31 ans, avait été atteint près du menton par une balle de calibre .32, qui lui a traversé le visage avant de ressortir sous son oeil droit. L'incident est survenu vers 20 h 45 lundi, face au 2115, rue Wolfe, dans le centre-sud de Montréal. M. Lécuyer a été blessé par un passager, un homme blanc d'environ 30 ans qu'il avait fait monter à l'angle des rues Saint-Hubert et Ontario. Selon la police de la CUM, on ne craint aucunement pour la vie du chauffeur de la compagnie Hochelaga.

EXPLOSION SUR LE TOIT D'UNE BANQUE

■ Le toit d'un édifice abritant une succursale de la Banque Toronto Dominion a subi des dommages évalués à \$25 000, dans la nuit d'hier, à la suite d'une explosion qui s'est produite sur le toit. L'incident est survenu vers 1 h 40 au 7920 est, rue Sherbrooke, dans l'Est de la métropole, au Centre commercial Champlain. La bombe, de composition indéterminée, avait été placée sur le toit donnant accès à la succursale de la banque; l'explosion a fait un trou de plus d'un mètre de diamètre juste au dessus de la cuisinette des employés de la banque. Une brasserie voisine a subi des dégâts mineurs.

LA MÉTÉO

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-4	2	Aver. neige
Outaouais	-1	13	Aver. disp.
Laurentides	-1	6	Neige ou pl.
Cantons de l'Est	0	13	Aver. disp.
Mauricie	0	13	Aver. disp.
Québec	1	13	Neige, aver.
Lac-Saint-Jean	0	8	Neige ou pl.
Rimouski	2	10	Pluie pass.
Gaspésie	2	10	Pluie pass.
Bas-Caraïbe	2	8	Pluie brune
Sept-Îles	2	8	Pluie brune

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	-4	18	
Edmonton	-4	4	
Regina	-3	1	
Winnipeg	-2	5	
Toronto	9	15	
Fredericton	-1	15	
Halifax	4	14	
Charlottetown	7	14	
Saint-Jean	7	14	

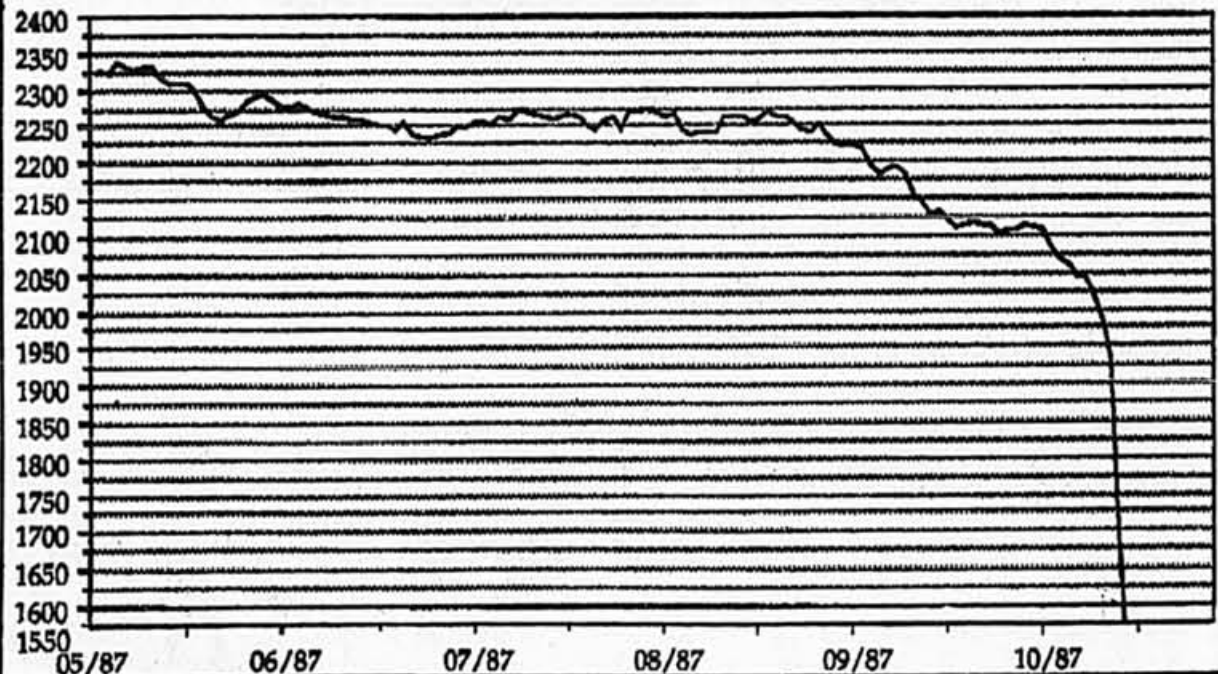
États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	9	19	N.-Orléans	14	28
Buffalo	8	18	Pittsburgh	9	20
Chicago	3	14	S. Francisco	12	19
Miami	22	30	Washington	11	22
New York	11	19	Dallas	11	23

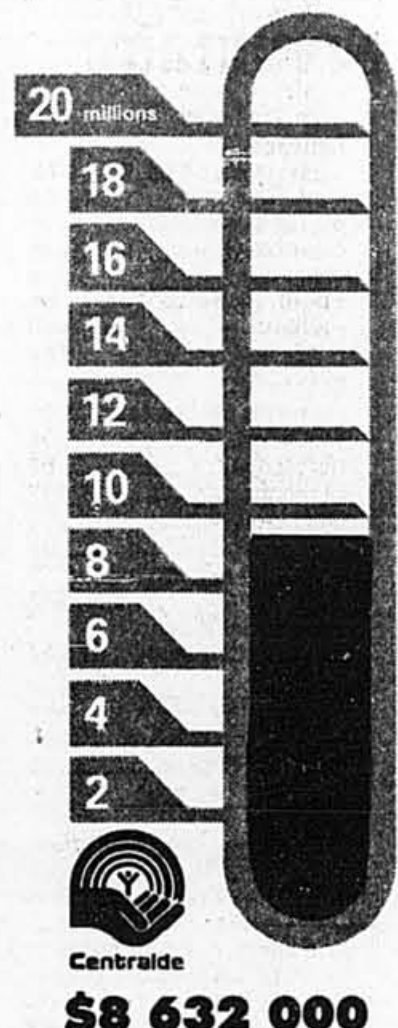
les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	8	13	Madrid	9	17
Athènes	14	23	Moscou	-1	0
Acapulco	-	33	Mexico	10	25
Berlin	4	12	Oslo	8	10
Bruxelles	8	16	Paris	12	17
Buenos Aires	9	24	Rome	10	24
Copenhague	10	11	Séoul	4	11
Genève	8	13	Stockholm	7	13
Hong Kong	24	26	Tokyo	16	22
Le Caire	17	27	Trinidad	26	33
Lisbonne	16	19	Vienne	11	14
Londres	13	16			

INDICE RÉA GEOFFRION LECLERC



Depuis leur sommet en avril dernier, les titres RÉA sont en recul constant. Ils ont perdu 37 p. cent de leur valeur, mais 70 p. cent de la chute s'est produite depuis le début d'octobre.



Où donner son sang

■ La Croix-Rouge lance un appel d'urgence afin d'obtenir des dons de sang du groupe RH négatif, dont il y a pénurie. Entre-temps, La Presse et la Croix-Rouge rappellent que seulement 5 p. cent des Québécois donnent régulièrement de leur sang. Cet automne, joignez les rangs de ceux qui sauvent une vie, car les besoins de sang demeurent les mêmes, quel que soit le moment de l'année. Aujourd'hui, la Croix-Rouge a des cliniques aux endroits suivants:

■ à Montréal, Centre Permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 10 h à 18 h;

■ Anjou, Les conférences de la Société Saint-Vincent-de-Paul d'Anjou, église Saint-Conrad, 6956, rue Desormeaux, de 14 h 30 à 20 h 30;

■ Saint-Lambert, cégep Champlain, 900, chemin Riverside, de 10 h à 16 h 30;

■ Boisbriand, Club Aramis, 592, Grande Côte, de 15 h à 20 h 30.

La Quotidienne Tirage d'hier

à trois chiffres 354

à quatre chiffres 9321

43-3-01

Mercredi 21 octobre 1987

Plaintes du père d'un accusé de meurtre

JEAN-PAUL
CHARBONNEAU
SAINT-JÉRÔME

«Je vais être obligé de revenir ici demain, une autre journée de salaire de perdue. J'espère qu'il y aura des jours meilleurs», s'est exclamé le père de Jean-Claude Pelletier à sa sortie de la cour hier.

L'enquête préliminaire de son fils s'instruisait hier, au Palais de Justice de Saint-Jérôme, mais son frère Adrien a refusé de témoigner, forçant tout le monde à se représenter aujourd'hui. Jean-Claude Pelletier est accusé de complicité après le fait dans l'enlèvement et le meurtre d'Hélène Pelletier, dont le corps a été retrouvé à Saint-Jérôme, le 19 août, et pour lequel Adrien a été envoyé à son procès.

À chaque fois que Jean-Claude est amené au Palais de justice, son père, Raymond Pelletier, accompagné de sa femme, et parfois de ses filles, se fait un devoir d'être présent. Même chose lorsque son frère comparait.

Fortement ébranlée par les événements qu'elle vit, Mme Pelletier est toujours près de son mari. Contrairement à lui, elle ne dit pas un mot. Ses yeux parlent pour elle lorsqu'elle vous regarde.

Accusé du meurtre au premier degré de son ex-femme, Adrien Pelletier, entravé aux pieds et menottes aux poignets, a fait un retour remarqué hier au Palais de justice. Dans une salle remplie de curieux, il a en premier lieu refusé de prêter serment comme on le lui demandait. Il a par la suite lancé: «Je ne témoigne pas! Je n'ai rien à dire!» Il était plutôt agressif dans ses propos. Puis, il a souligné qu'il refusait de parler sans avoir discuté auparavant avec son avocat, Me Robert Flahiff.

En réponse au juge Jacques Coderre, Pelletier, qui est incarcéré à l'Institut Archambault, a expliqué qu'il avait appris seulement le matin même qu'il devait témoigner. Il a ajouté qu'il avait tenté de joindre son avocat à son bureau.

À un certain moment, l'avocat de Jean-Claude Pelletier, Me Daniel Lafleur, a mentionné qu'il se pourrait que Me Flahiff n'ait pas été avisé du témoignage de son client à cette enquête préliminaire.

Le représentant de la Couronne, Me François Brière, a alors précisé que Me Flahiff avait été informé, lors de l'enquête préliminaire d'Adrien (mercredi dernier), que son client serait appelé à témoigner quand Jean-Claude Pelletier subirait sa propre enquête préliminaire.

Le juge Coderre a finalement demandé qu'on ramène Adrien Pelletier en cellule et qu'on mette un appareil téléphonique à sa disposition pour qu'il puisse appeler son avocat.

Vers midi, il est revenu devant le magistrat pour faire part de son incapacité de joindre son avocat. Adrien Pelletier était beaucoup plus détendu.

N'ayant d'autre choix puisque Adrien Pelletier est le témoin principal cité par la Couronne, le juge Coderre a donc ajourné l'enquête préliminaire de Jean-Claude à 9 h 30 ce matin, en espérant que son oncle puisse d'ici là joindre Me Flahiff.

Durant toute l'audience, Jean-Claude Pelletier, 23 ans, n'a pratiquement pas bougé dans le box des accusés. Son père et sa mère ainsi que ses sœurs avaient constamment les yeux braqués dans sa direction.

Cadavre identifié

La Sûreté du Québec a dévoilé, hier, l'identité de l'homme dont le cadavre a été découvert dimanche dans une carrière de la réserve amérindienne de Kahnawake, au sud de la métropole.

Il s'agit de Douglas Brown, 45 ans, de Montréal. Selon la Sûreté du Québec, qui poursuit son enquête, Brown était en liberté surveillée depuis 1983.

L'ex-président des policiers de la SQ est blanchi

Richard sort indemne des accusations portées par des rivaux syndicaux et songe à se représenter

GILLES ST-JEAN

Blanchi de tout soupçon par une enquête de la Sûreté du Québec, l'ex-président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPO), M. Raymond Richard, entend redevenir président du syndicat des policiers de la SQ.

À la demande de certains membres du nouvel exécutif de l'APPO, la SQ avait entrepris une enquête l'an dernier sur les comptes de dépenses de son ex-président, défait aux élections de l'automne 1985.

L'enquête «a démontré l'inexistence de quelque crime que ce soit dans les faits ou allégations soulevés au départ», a écrit le directeur général de la SQ, M. Jacques Beaudoin, à l'avocat de M. Richard, Me Jacques Bellemare.



Raymond Richard songe à reprendre la tête du syndicat des policiers de la SQ

«Cette lettre a été écrite en juin et j'en ai eu connaissance; mais ce n'est que tout récemment que mon avocat m'a confirmé que tout était définitivement rentré dans l'ordre», a expliqué M. Richard, hier soir, au cours d'un entretien téléphonique.

«Normalement, une organisation syndicale devrait être fière de dire qu'un ex-président a été blanchi de tout soupçon; ça n'a pas été le cas ici. C'est pourquoi j'ai décidé de diffuser les documents relatifs à l'affaire moi-même», a-t-il ajouté.

Battu

Les allégations, lancées pendant la dernière campagne électorale par l'équipe adverse, selon M. Richard, portaient sur ses comptes de dépenses et l'encaissement d'un chèque de \$25 000.

«J'ai perdu la dernière campagne, à l'au-

tomne 85, à cause de ces allégations. J'ai eu beau me démener et établir un bon programme électoral, la confiance des membres avait été ébranlée. Quand je me suis vu attaqué, j'ai demandé à une firme comptable indépendante de vérifier tous les livres, tous les comptes; cette vérification et l'enquête policière instaurée à la demande du nouvel exécutif ne laissent aucun doute quant à ce que j'ai toujours dit: je n'ai rien à me reprocher», a déclaré M. Richard.

Celui-ci a été président de l'APPO de 1976 à 1985; pendant les sept années précédentes, il avait été secrétaire général du syndicat de policiers.

M. Richard n'écarter pas l'éventualité de poursuites contre ses détracteurs.

Les prochaines élections pour la direction de l'APPO doivent avoir lieu à l'automne 1988.

L'Halloween, manière UNICEF: objectif de \$ 90 000

GEORGES LAMON

«Quarante mille enfants meurent chaque jour, ça n'a pas de sens. L'an passé, on a parlé de l'UNICEF, on a sauvé un million de vies. Cette année on veut en sauver davantage encore.»

Ce message, c'est le petit Guillaume Lemay-Thivierge, jeune ambassadeur de l'UNICEF, qui est venu le livrer hier en conférence de presse, en même temps qu'il a lancé une invitation aux Québécois à participer au «Rallye de la survie» de l'UNICEF. Un message qui n'avait pas la même portée dans la bouche de la jeune vedette du «Matou».

Avec presque l'aisance et l'éloquence d'un habitué, allié à l'innocence de ses 11 ans, «Monsieur Émile» n'a pas caché sa «chance d'avoir une famille qui l'aime et qu'il aime», tandis que certains enfants du monde — du tiers monde surtout — n'ont pas cette chance.

De son côté, M. André Harel, président du conseil d'administration d'UNICEF Québec, a rappelé que l'organisme mondial a pour objectif d'immuniser tous les enfants contre certaines maladies d'ici 1990. Un enfant sur trois — dans le tiers monde surtout — n'atteint pas l'âge de cinq ans, dit-il.

Notre jeune Guillaume était d'ailleurs entouré d'autres ambassadeurs de cet organisme mondial dont, entre autres: MM. Michel Hamelin, président du comité exécutif de la CUM; Roland Bourget, directeur de la police de la CUM; François Richard, directeur général de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec.

bec; ainsi que Mme Michèle Jean, sous-ministre adjointe au ministère de la Main-d'œuvre et du Revenu du Québec.

Avec le retour de l'Halloween le 31 octobre, c'est aussi celui de la campagne de levée de fonds d'UNICEF Québec qui, avec son «Rallye de la survie», du 30 octobre au 15 novembre, espère recueillir \$90 000 (\$85 000, l'an dernier) pour sauver des enfants.

Contribution de tous

En fait, tout le monde ou presque a été mis à contribution, d'une manière ou d'une autre, pour recueillir cette somme: des policiers aux écoliers, en passant par les banques, les compagnies d'assurance, les organismes publics, etc.

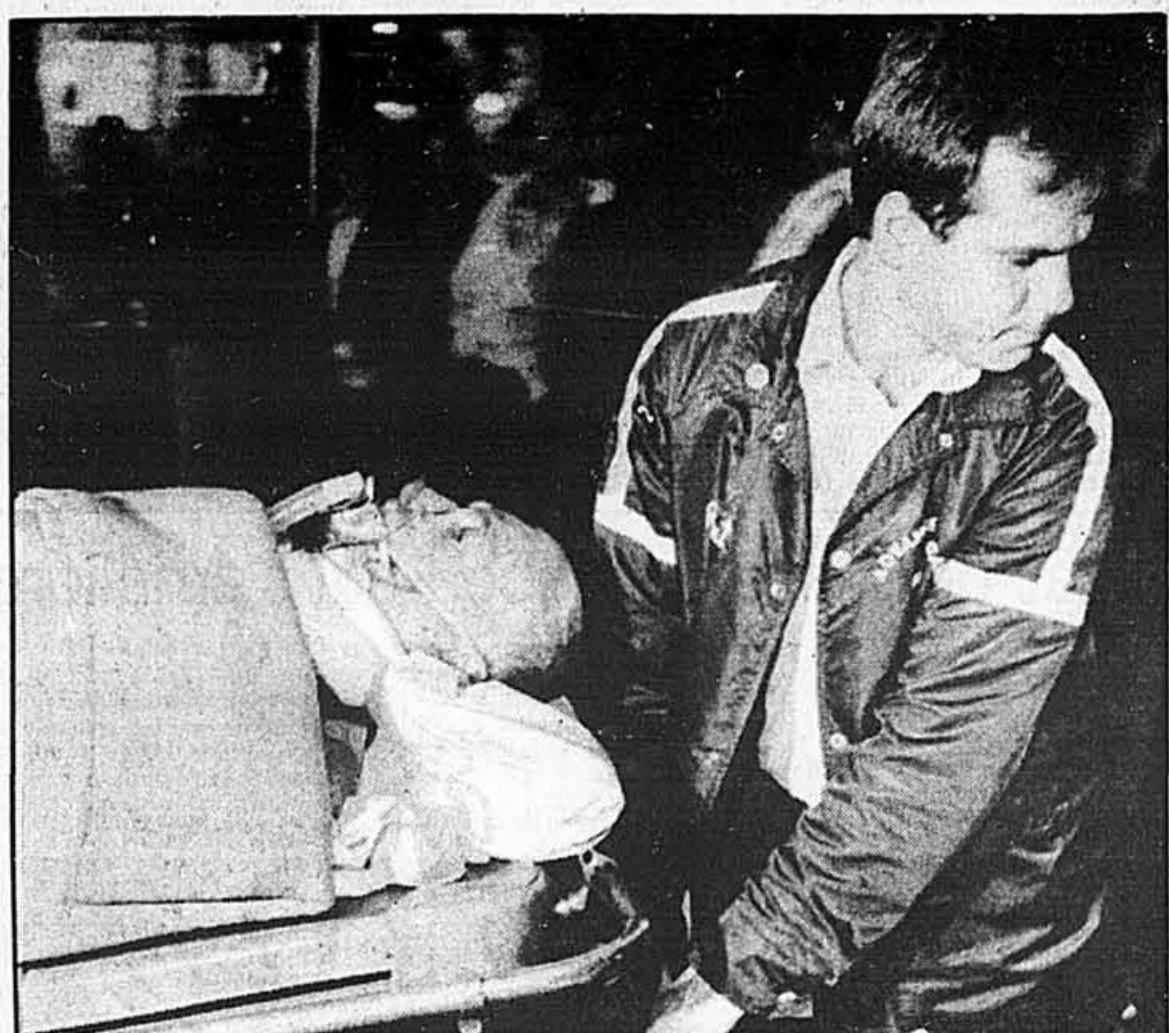
On sollicitera des fonds de diverses manières. Par exemple: à la première du film «Le sourd dans la ville», \$4 des \$10 du billet d'entrée, seront versés à l'UNICEF. Le film sera projeté le vendredi 30 octobre — et non pas le 23 — au Complexe Desjardins.

Enfin, pour que cette soirée d'Halloween, où sorcières, fantômes et fées se donneront rendez-vous, puisse se dérouler en toute sécurité, le service de la police de la CUM a invité les enfants à la prudence, notamment en évitant le port de masques, et en arborant plutôt des bandes qui réfléchissent la lumière.

Les parents sont également priés d'accompagner les enfants dans leur quête nocturne. Une quête nocturne au cours de laquelle les policiers de la CUM seront aux aguets. «C'est notre participation à une œuvre humanitaire», a rappelé M. Roland Bourget.



Le jeune Guillaume s'en promet en cette soirée d'Halloween pour l'UNICEF. Et la police veillera à sa sécurité.



Le marchand blessé par balle est transporté à l'hôpital.

Un marchand et sa cliente blessés lors d'un hold-up

GILLES ST-JEAN

Un marchand âgé d'au moins 60 ans ainsi qu'une de ses clientes dans la trentaine ont été blessés, tard hier après-midi, lors d'un hold-up survenu dans un petit magasin de la rue Saint-Antoine, dans le quartier des affaires.

L'homme a été touché d'une balle de calibre .22 à la tête. Le projectile, resté fiché dans la blessure, a dû être extrait par les médecins de l'hôpital où il a été transporté.

Pour sa part, la cliente a été frappée au visage à l'aide d'un objet contondant, peut-être la crosse de l'arme du voleur.

L'affaire est survenue peu avant 17h45 au Centre des comptes, situé au 275A, rue Saint-Antoine.

Deux coups de feu au moins ont été tirés, si l'on en juge par les douilles retrouvées sur la planche du magasin; on voyait également des taches de sang, près du comptoir qui tourne le dos à la rue Saint-Antoine, ainsi que sur le tiroir-caisse brisé.

Selon la police, le voleur est un homme de race blanche âgé de 35 à 40 ans et qui mesure environ 1m60. L'homme parlait anglais. Il était armé d'une carabine tronçonnée.

Il semble que le bandit se soit emparé du contenu du tiroir-caisse du magasin, qui écoule à bon marché des articles divers provenant parfois de surplus de manufacturiers.

Réfugiés dans une librairie

Les blessés ont trouvé refuge dans le magasin voisin, la Librairie Russell, au 275, Saint-

Antoine, où M. John Russell, un employé encore sous le choc, a raconté peu de temps après ce qui s'était passé.

«L'homme est entré ici le premier, saignant au visage; j'ai demandé ce qui s'était passé, mais ce n'est qu'en regardant plus attentivement que j'ai constaté qu'il semblait avoir été blessé d'un coup de feu. J'ai appelé la police», a-t-il noté.

Il semble que la femme blessée, que M. Russell connaît parce qu'elle fréquente la librairie chaque semaine, soit entrée ensuite dans son magasin.

Le blessé serait le propriétaire du magasin. En soirée, ni sa vie ni celle de sa cliente ne semblaient en danger.

L'enquête a été confiée aux sergents-détectives Jean-Guy Desrochers et Richard Simard, du district 33 (centre-ville est).

De la peinture lancée sur le siège social de la Société Saint-Jean-Baptiste

CONRAD BERNIER

Les porte-parole de la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal ne veulent pas dramatiser, mais ils ne veulent pas non plus minimiser l'importance de l'acte de vandalisme dont la Maison Duvernay, le siège social de la Société, a été l'objet dans la nuit de lundi.

Ce n'est pas que les dégâts soient considérables. Un litre de peinture rouge sur une façade et une affiche, ce n'est pas le *plus ultra* du vandalisme ou du terrorisme, et ce n'est pas non plus irréparable. Ce qui inquiète, c'est qu'il y a là une preuve additionnelle de l'énorme mépris que nourrit, à l'égard du fait français au Québec, certains groupes de Montréalais.

«Il aura fallu une toute petite victoire, disent les porte-parole de la SSJBM — la réintégration, avec l'appui de la SSJBM, d'un ouvrier de 36 ans congédié pour avoir exigé une note de service en français dans une usine anglaise

— pour que la riposte soit immédiate. Encore une fois, un litre de peinture rouge sur l'affiche géante accrochée sur la façade de la Maison Duvernay et qui proclame: Je vis en français et je l'affiche, ce n'est pas matériellement une catastrophe.

«Nous avons pourtant eu le triomphe modeste: un petit communiqué de presse annonçant l'heureux dénouement, dit le président de la SSJBM, Mme Nicole Boudreau. Cet acte de vandalisme est toutefois regrettable. D'autant plus regrettable que la SSJBM s'évertue depuis la relance du débat linguistique à adopter une attitude calme et sereine bien que ferme et résolue. L'époque des confrontations stériles est dépassée. Le moment est venu de développer des moyens de promouvoir massivement l'identité française du Québec et de tous les parlants français d'Amérique. Cet acte de vandalisme inquiète et, dans les circonstances, on peut raisonnablement se demander ce que sera le climat social lorsque

tout sera mis en œuvre pour assurer une fois pour toutes la place, toute la place, que doit avoir la langue française à tous les niveaux de la vie québécoise.»



Un litre de peinture rouge, ce n'est pas grand chose, mais c'est un signe que le climat social peut se dégrader.



UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER

dans **La Presse**

le samedi 24 octobre 1987

Les ouvriers de Miron à la Ville: et nous dans tout ça?

Une trentaine de travailleurs syndiqués bloquent l'accès des carrières à plusieurs dizaines de camions, rue Jarry

PIERRE GINGRAS

Mis à pied vendredi dernier à la suite de l'injonction obtenue par la ville de Montréal, une trentaine de travailleurs de la compagnie Miron ont manifesté leur

mécontentement hier en bloquant l'accès du dépot, rue Jarry, à plusieurs dizaines de camions transportant des ordures.

Ces employés, membres de l'Union des opérateurs de machinerie lourde (FTQ), font partie

des 358 ouvriers qui ont perdu leur emploi depuis la fin progressive des opérations de la carrière, de la cimenterie et des usines de béton ou de blocs de ciment. Seules une trentaine de syndiqués chargés de l'exploitation du dépot restent encore sur les lieux,

du moins jusqu'au 31 décembre, au moment où la ville entreprendra elle-même les opérations.

Selon le porte-parole syndical, François Guertin, les employés veulent que la ville permette à Miron de poursuivre ses activités jusqu'au printemps afin que les syndiqués puissent être réintégrés dans les autres installations de la compagnie sans devoir supporter une période de chômage. Selon M. Guertin, une centaine d'employés pourraient notamment être affectés dans une usine en cours de construction dans le port de Montréal.

Le représentant syndical blâme la ville d'avoir mis un terme aux activités de Miron sans penser aux travailleurs touchés par cette fermeture. Selon lui, les usines de béton pourraient fonctionner jusqu'au printemps sans nuire à personne puisque déjà, plusieurs centaines de camions circulent dans le secteur à tous les jours pour se débarrasser de leur cargaison dans le dépot.

Au bureau du président du Comité exécutif de Montréal, on s'étonne de la réaction des travailleurs en affirmant que la compagnie Miron doit assumer ses propres responsabilités. On se rappelle que la carrière a été vendue à la ville en juin 1984 pour plus de \$45 millions. La situation actuelle était donc prévisible depuis longtemps, affirme-t-on.

Le contrat de vente stipulait qu'à l'exception du dépot, Miron devait quitter les lieux de la carrière le 1er octobre 1986. Mais la compagnie y a continué ses activités commerciales jusqu'au moment où la ville obtenait une injonction interlocutoire, vendredi dernier.



PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

Une trentaine de travailleurs de la compagnie Miron, mis à pied vendredi dernier, ont manifesté hier en bloquant l'accès du dépot à plusieurs camions d'ordures ménagères.

Pour des bus et un métro propres: 332 employés et \$11 millions

Un mot d'ordre aux usagers: propreté et civisme

CONRAD BERNIER

En lançant elle-même, hier, une vaste campagne de propreté et de civisme dans les installations et à bord des véhicules de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal (STCUM), la présidente-directrice générale, Mme Louise Roy, a d'abord déclaré que cette campagne visait trois objectifs précis: valoriser les employés, réduire les coûts, améliorer la qualité de vie de la clientèle.

L'entretien sanitaire quotidien des installations de la STCUM mobilise 332 employés permanents. Coûts annuels: \$11 millions. Des économies substantielles — elles pourraient dépasser les \$100 000 par année — sont possibles si le

public, et plus particulièrement le public jeune, développe, face aux installations de la STCUM et aux services qu'elles offrent «un sentiment de propriété et d'appartenance».

Ainsi, à compter d'aujourd'hui, et chaque jour de la semaine dans une station différente, les employés d'entretien de la STCUM sensibiliseront le public voyageur à l'importance de garder le métro propre. À partir d'un kiosque mobile d'information, ils remettront aux clients des dizaines de milliers de dépliants dans lesquels ils se présentent eux-mêmes, décrivent leurs fonctions et les principales difficultés qu'ils rencontrent, fournissent des statistiques, expliquent aux usagers comment ils peuvent collaborer. Une affiche représentant un employé d'entretien deman-

dant la collaboration d'une cliente est déjà déployée dans chaque station ainsi que dans chacune des voitures du métro.

Durant toute la durée de la campagne, des équipes de la STCUM comprenant des agents de surveillance, des chauffeurs d'autobus et des agents de relations avec la clientèle se présenteront dans les écoles secondaires du territoire de la CUM pour sensibiliser les adolescents aux méfaits du vandalisme dont les coûts annuels atteignent le million de dollars. Un vidéo-clip de quatre minutes leur sera présenté. Ce document audio-visuel met en vedette un groupe rock qui se veut le porte-parole des jeunes qui rejettent l'environnement désagréable dans lequel certains les forcent à vivre.

L'état de santé de bébé Paul s'améliore

Agence France-Presse
LOMA LINDA, Californie

L'état de santé de bébé Paul, qui a subi vendredi dernier la première transplantation cardia-

que jamais pratiquée sur un nouveau-né, s'améliore de façon satisfaisante, a indiqué hier un porte-parole de l'hôpital de l'université de Loma Linda, en Californie.

Son état est passé de critique à

sérieux mais stable, a-t-il précisé.

Paul Holc, qui a été mis au monde par césarienne, la semaine dernière, dès qu'un organe a pu être disponible, «a des fonctions cardiaques excellentes depuis son opération», selon la même source.

AVIS À TOUS LES ÉTUDIANTS-ES INSCRITS-ES À L'UQAM CHOIX DE COURS SESSION D'HIVER 1988

En raison des inconvénients occasionnés par la grève des postes, les étudiants-es de l'UQAM sont priés-es de venir chercher en personne, auprès du secrétariat de leur programme, la documentation pour leur choix de cours à la session d'hiver 1988. Aucune documentation ne sera envoyée par la poste.

Période de choix de cours : Du 19 au 23 octobre 1987.

*Les étudiants-es des centres d'études universitaires (Laval, Saint-Jean, Saint-Jérôme) devront se présenter à leur centre d'études respectif.

Université du Québec à Montréal

supporo laine

Aujourd'hui
Beau et
Chaud!

RABAIS JUSQU'À
30%



Passez la dure saison en douceur. Enfilez un des produits Thermolaine et Thermocure de la gamme Supporo, conçus au Québec pour assurer chaleur et confort tout au long de l'hiver.



SOUS-VÊTEMENTS CHALEUR thermolaine

- Support confortable et doux
- Chaud mélange de laine
- Idéales pour la pratique de sports intérieurs, extérieurs
- Conçus pour soulager les douleurs musculaires et rhumatismales
- Invisibles sous les vêtements
- 90% laine et 10% nylon
- Lavables à la machine

- Camisoles manches courtes rég.: 19,99\$
- Camisoles manches longues rég.: 23,99\$
- Caleçons longs rég.: 25,99\$

VOTRE
CHOIX
POUR HOMME
ET FEMME

17⁹⁹
ch.



GANTS ET CHAUSSONS THERMAL

VOTRE
CHOIX
REF.: 740-741-742-750

7⁹⁹
ch.

À QUALITÉ ÉGALE...
POURQUOI PAYER PLUS??
ACHETEZ CANADIEN

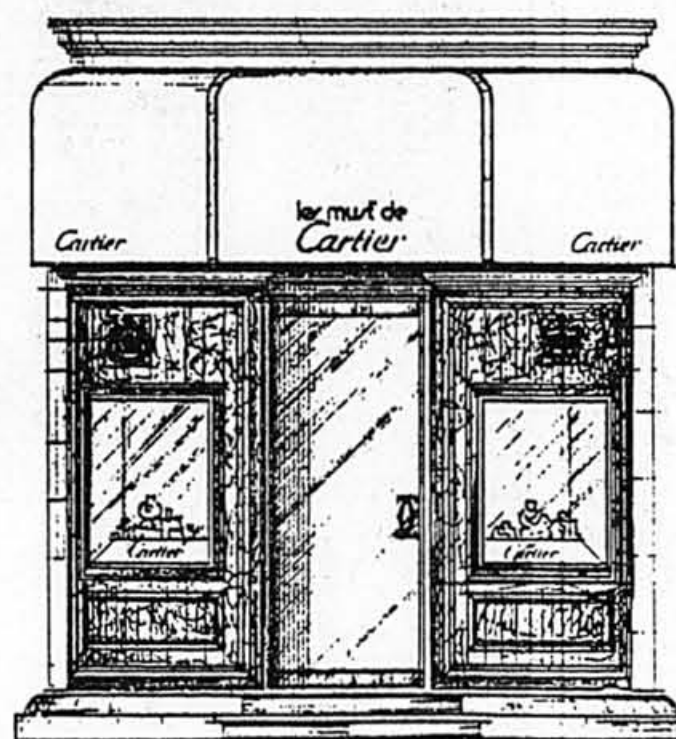


JEAN COUTU

VALIDE JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1987

boutique les must de Cartier

Paris



Cartier à Montréal

Cartier, le joaillier international, présent à travers ses boutiques dans les endroits les plus célèbres du monde, a ouvert sa première boutique à Montréal, au 1498 ouest, rue Sherbrooke.

Vous y trouverez toutes les fameuses créations Cartier. Son exclusive collection de joaillerie, de précieux accessoires pour le soir et la sélection complète des Must de Cartier: montres, horloges, briquets, stylos, foulards, lunettes de soleil, parfums et maroquinerie.

Nous vous invitons à nous rendre visite et à explorer le monde de Cartier.

1498 ouest, rue Sherbrooke
Montréal
(514) 939-0000



En rendant les normes plus sévères, Québec ferait disparaître le quart des garderies

Les établissements non subventionnés gérés par des femmes seraient décimés

HUGUETTE ROBERGE

■ En rendant encore plus sévères les normes de qualité dans les services de garde, le gouvernement du Québec éliminerait le quart du réseau actuel des garderies, soit les quelque 150 garderies privées non subventionnées, à 98 p. cent gérées par des femmes, qui fournissent actuellement 1 100 emplois et 10 000 places-enfant.

C'est ce qu'affirmait hier à Montréal l'Association des propriétaires de garderies privées non subventionnées du Québec qui voit dans l'application des recommandations du comité consultatif sur la situation des garderies une « menace directe pour la survie des garderies privées non subventionnées ».

L'Association regroupe des corporations à but lucratif, mais également de nombreuses femmes propriétaires opérant sous une raison

sociale et aussi des corporations sans but lucratif dont le conseil d'administration n'est pas majoritairement constitué de parents d'enfants fréquentant ces garderies.

Deux poids, deux mesures

Son porte-parole, M. Jean-Carol Boucher, parle volontiers de « discrimination manifeste contre l'entreprise privée et l'entrepreneuriat féminin » et s'élève vigoureusement contre le double discours gouvernemental: « Il y a deux ans, dit-il, Québec s'est enervé devant le dossier Péromont parce que 300 emplois étaient menacés. Il a aussi accordé une généreuse subvention de plus de \$300 millions à Hyundai, compagnie dont le président a admis qu'elle serait venue au Québec de toute façon, même sans subvention. Que je sache, il s'agissait bien là d'entreprises à but lucratif! Mais quand il s'agit de sauver 1 100 emplois dans 150 petites entreprises de femmes, pour

quoi refuse-t-on de subventionner, en prétextant le profit des propriétaires, soit en moyenne \$25 000 à \$30 000 par année pour des semaines de travail de 60 à 70 heures? »

« L'application des recommandations contenues dans le rapport soumis à la ministre entraînerait une augmentation de 40 p. cent des frais d'exploitation de ces garderies, puisqu'il faudrait réduire le ratio personnel-enfants, augmenter le ratio espace-enfants et les qualifications professionnelles des employés » a poursuivi M. Boucher.

Le rapport propose également au gouvernement de ne plus émettre de nouveaux permis aux garderies privées non subventionnées (à but lucratif), et de ne plus accorder de subventions aux parents qui décideront de placer leurs enfants dans les garderies de ce type qui existent déjà. L'Association voit dans cette dernière recommandation une entrave au droit des parents de choisir libre-

ment le mode de garde qu'ils préfèrent.

« Dans les faits, toutes les recommandations du rapport se traduisent par des subventions encore plus importantes aux garderies privées subventionnées, et par l'impossibilité des autres d'assumer les frais de fonctionnement. »

Une vraie aubaine!

L'argument-massue de l'Association: « Si les 150 garderies non subventionnées disparaissent, il en coûtera \$236 millions au gouvernement pour subventionner les nouvelles garderies qui les remplaceront au cours des dix prochaines années. Par ailleurs, donner la part juste et équitable réclamée par les garderies privées non subventionnées, soit 10 p. cent du budget de \$91 millions de l'Office des services de garde ou \$9 millions, représente une véritable aubaine. »

En conséquence, le groupe des propriétaires de garderies privées non subventionnées, a sommé Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre d'État à la condition féminine, responsable de l'Office des services de garde, de se prononcer enfin sur le dossier-problème des garderies non subventionnées.



Gérald LeBlanc

L'odeur de l'argent

■ I fait bon se lever en sachant exactement ce qu'on fera de sa journée. Hier, par exemple, Sol, le clochard le plus célèbre au monde, lançait la campagne de souscription de la maison Tangente, un centre d'hébergement pour jeunes errants. Le Chaïnon, le refuge pour femmes parvenues par Yvon Deschamps, venait de terminer la sienne. Contraire était en pleine campagne de levée de fonds. Bref, le temps était venu de parler du nouveau réseau de bénévoles qui prend la relève de l'État Providence, pour soulager ceux qui deviennent plus pauvres à mesure que nous devenons plus riches.

Toutefois ceux qui s'enrichissent avaient tellement de problèmes hier que j'ai dû remettre à vendredi la chronique des pauvres. Comment rester indifférent devant la manchette de mon propre journal, cueilli à la porte avant même la rituelle première tasse de café, « Krach à Wall Street! ». Pour une fois, j'ai tout lu ce que mes collègues de l'économie avaient à dire, avant de passer au cahier des sports. Avec comme, musique d'ambiance, la radio qui n'en avait elle aussi que pour le krach.

Oui, « krach », ce sinistre mot allemand qui signifie craquement. L'édifice financier venait donc de craquer. J'allais revivre le sombre jour du 28 octobre 1929, dont on reparle, depuis 58 ans, chaque fois que la boussole du marché boursier semble perdre le nord. Puisque j'allais en parler jusqu'à la fin de mes jours, valait mieux me trouver le plus près possible du théâtre où se jouait ce terrifiant événement historique.

Partie de Tokyo, la tornade avait passé par Londres, New York et Toronto avant de secouer d'un petit coup de queue le quatrième étage de la tour du square Victoria, qui fait le pont entre l'ancien et le nouveau quartier montréalais des affaires.

Une tour à bureaux comme beaucoup d'autres, devant laquelle on vient d'aménager un drôle de square, en tentant l'impossible mariage des arbustes et du béton. Une amusante plaque commémorative nous indique que le premier service religieux de l'Armée du Salut y fut célébré en 1884. Ce qui nous ramène aux pauvres, qui doivent attendre la chronique de vendredi.

À l'intérieur de la Tour de la Bourse, le quatrième étage était plutôt nerveux. La directrice des communications de l'établissement a commencé par me dire que le mot d'ordre était de ne faire aucun commentaire. Les choses devaient se détendre à mesure que le Dow Jones de Wall Street reprenait du poil de la bête.

Sur le parquet, les négociateurs semblaient en effet plus intéressés de savoir ce qui se passait à Tokyo et New York qu'à Montréal. Le village global de McLuhan était devenu réalité. D'abord nerveux et inquiets, les marchands du temple financier se sont calmés lorsque le Dow Jones de Wall Street a repris 200 points. La déprime est vite revenue lorsqu'il perdait ensuite 225 points. Et un certain calme était de retour avec la fermeture à une centaine de points au-dessus de la cote de départ.

Ne comprenant rien à ce jeu de bascule, où même les grands (Alcan, Power, Bombardier, Seagram, IBM...) glissaient allègrement vers le bas, je buvais les bribes de confidences, lancées au passage par les spécialistes venus griller une cigarette, hors de l'enceinte qui ne tolère plus les fumeurs. « C'est pas possible. C'est le temps d'acheter. » « Il va falloir des mois pour comprendre ce qui s'est passé et en mesurer les conséquences. »

Un jeune analyste mesurait déjà, lui, les conséquences du krach. « Il fait terriblement chaud ici, mais j'ai la chair de poule depuis deux jours. Je commence dans ce métier et il va probablement falloir cinq ans pour retrouver la position où se trouvait ma carrière la semaine passée. » Les courtiers et leurs agents sur le plancher de la Bourse ont sans doute empoché de bonnes commissions depuis une semaine, mais ils craignent d'avoir perdu des clients à moyen et à long termes.

Dans la galerie des visiteurs, certains visages portaient douloureusement les marques du krach. Un récent converti à la joute de l'argent me racontait qu'il cherche maintenant une seule chose, sauver sa maison. « Tout a commencé avec le régime épargne-actions. Puis je me suis aperçu que je gagnais plus avec mes actions, en deux heures de spéculation le soir, qu'avec mon travail de toute la journée. J'y ai pris goût. J'ai joué sur marge, j'ai mis ma maison en collatéral. J'aurais pu retirer plus de \$100 000 de profits en août. Je savais qu'il fallait le faire mais je ne pouvais pas. L'attrait du jeu était plus fort que la raison. »

« C'est tellement sensible l'argent, ajoutait-il, que les gens finissent par perdre la tête. Le bon côté de l'affaire c'est que ça va gonfler la ballonne de la merveilleuse religion économique. Le langage sera sans doute un peu moins triomphaliste et l'infaillibilité de l'entrepreneuriat remis en question. »

Sensible, fébrile, volatil, panique, confiance, religion... Finalement, je trouvais de plus en plus normal de ne rien comprendre aux agissements erratiques et fantaisistes des chiffres et de l'argent. Décidément les chiffres ont autant à faire avec la psychologie qu'avec l'arithmétique et l'argent avait, hier, une forte odeur de fantaisie et d'angoisse.

ENFIN LA FORÊT

■ Quand on transige avec les grandes compagnies canadiennes, quand on s'ajuste sur Tokyo-Londres-New York-Toronto, quelle langue emploie-t-on rue Saint-Jacques à Montréal? L'anglais comme à Bay Street et à Wall Street, à moins de se condamner à l'isolement et à l'impuissance. C'est donc surtout en anglais que la Tour de la Bourse de Montréal traversait, hier, avec les autres, les affres du krach financier. C'est ça le vrai Montréal. Or, depuis deux ans, on semble poser les questions sur la langue à Montréal, comme si l'on se trouvait à Toronto, Vancouver, New York, San Francisco ou la planète Mars. Comme si les lois linguistiques au Québec étaient issues d'un pur désir de domination d'une toute puissante majorité qui veut écraser sadiquement une pauvre minorité en voie d'extinction. À force de pointer du doigt tel ou tel arbre mal en point, on en était venu à oublier la forêt. Il aura fallu près de deux ans pour que Robert Bourassa situe enfin le problème dans son vrai contexte global. Toujours fragile en Amérique du Nord, le français restera en sérieux danger aussi longtemps que les immigrants (bientôt une personne sur deux dans la métropole) continueront de joindre massivement la minorité anglophone (la majorité nationale et continentale). C'est dans cette rude réalité montréalaise d'aujourd'hui, et non dans une sorte de vide angélique, qu'il faut situer la responsabilité gouvernementale. Il faut se réjouir de voir M. Bourassa s'en souvenir et le dire publiquement, comme il vient de le faire.

LPS® ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, ALLEMAND, PORTUGAIS.

- Méthode ultra-rapide
- Prix très raisonnables
- Garantie écrite

Montréal
C.P. 713
Place Bonaventure
H5A 1C8

® 878-2821

Best Business Award 1986/7
Prix du Commerce

... IL DIT: QUE LA QUALITÉ SOIT ...

et RENOVATION L'ACADIE fut!

9725, boul. L'ACADIE, Montréal

CUISINES

45% DE MOINS que notre liste de prix suggérée sur nos cuisines en mélamine.

AUSSE DISPONIBLES

- salles de bains
- salles de jeux
- rajouts
- TOUT GENRE DE RENOVATION

MODELES 88

PRET BANCAIRE DISPONIBLE POUR RENOVATION

HEURES D'OUVERTURE
Samedi et dimanche, de 10 h à 17 h. Du lundi à mercredi, de 9 h à 18 h. Jeudi et vendredi, de 9 h à 20 h.

ESTIMATION À DOMICILE

337-0702

BIENTÔT OUVERTURE: BOUL. TASCHEREAU GREENFIELD PARK

PRÊTS

commerciaux seulement sans nantissement.

Rapid Finance Co. Ltd.

342-4488

Venez voir la toute nouvelle

TOPAZ 1988

Transmission automatique • Radio AM / FM électronique-cassette • Instruments sport • Essuie-glace à balayage intermittent

*Transport et préparation en sus

258\$* par mois

Location tapis rouge 48 mois

11885, boul. Laurentien (au nord de Henri-Bourassa)

331-4020

CHATEAU AUTOMOBILE

LA FORCE DE LA QUALITÉ

FAIRE DE VÉRITABLES VINS

une réalité!

PUR VIN

un moût (jus) de raisin européen, uniquement réfrigéré, indispensable à l'élaboration d'un vin de qualité.



FACILE:

Il suffit de laisser fermenter dans un endroit à la température ambiante.



ÉCONOMIQUE:

Le prix de revient de votre vin, 1 50 \$ la bouteille.



SUCCÈS ASSURÉ:

La qualité des vins obtenus avec PUR VIN, se compare aisément avec des vins importés, vendus entre 8 00 \$ et 15 00 \$ la bouteille.



PAUL BOURGET INC.
1265, boul. O'Brien, St-Laurent, Montréal.
(514) 747-3533

Négociant et importateur de moûts et d'équipements en vinification.

Vente au détail et en gros.

Les moûts PUR VIN disponibles:

Montréal
Drummondville
Québec
Baie-Comeau

L'Annonciation
Rosemère
Delson
Montmagny

Sherbrooke
St-Bruno
St-Jérôme
Ste-Croix

St-Thérèse
St-Hubert
St-Nicolas
St-Julie

St-Hyacinthe
Ste-Agathe
Ste-Rosalie

HONDA 1988

ACHAT OU LOCATION ON A LE PRIX!

5 ANS

VENEZ VOIR LA TOUTE NOUVELLE ACCORD Édition limitée 1988



HONDA ACCORD LX

16 ANNÉES DE PROFESSIONNALISME LE SEUL CONCESSIONNAIRE HONDA AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL

Honda de Sigi 1124, BLEURY MONTRÉAL **879-1550**

A.K.S. Honda 266, BOUL. LABELLE STE-ROSE, LAVAL **625-1953**

La sexualité au 11e rang dans les intérêts des jeunes Québécois

LIA LEVESQUE
de la Presse Canadienne

■ Au plan sexuel, l'adolescent d'aujourd'hui est autant ou même plus conservateur que ses parents.

Face à l'homosexualité et aux relations sexuelles prémaritales l'adolescent d'aujourd'hui est plus conservateur que celui des années 1960 et 1970.

Telles sont les constatations qu'a exposées hier M. Joseph Lévy, de l'Université du Québec à Montréal, au cours d'un colloque sur la sexualité des adolescents qui se déroule jusqu'à ce soir à Laval.

L'adolescence, selon lui, n'est plus autant qu'avant une période de protestation contre les adultes, une phase de révolte contre l'autorité établie. L'adolescent du milieu des années 1980 veut d'abord se conformer au monde

adulte, être intégré dans la société, se trouver un emploi. Plusieurs veulent simplement «se marier, avoir des enfants et une maison», indique M. Lévy. La promiscuité sexuelle, ce ne sont pas les adolescents d'aujourd'hui qui la prônent.

Leurs préoccupations

Une étude réalisée en 1985 sur les préoccupations des adolescents québécois a révélé que la sexualité vient seulement au 11e rang, n'inquiétant que 29 pour cent des jeunes interrogés.

Les questions qui préoccupent le plus les adolescents québécois sont en premier lieu «ce que je vais faire lorsque j'aurai fini l'école», à 70 pour cent; suivi de l'argent, qui inquiète 53 pour cent des adolescents. Suivent dans l'ordre: la façon dont je suis perçu (52 p.c.); la finalité de la vie (52 p.c.); le temps (51 p.c.);

l'école (47 p.c.); l'ennui (43 p.c.); la solitude (40 p.c.); la taille et le poids (38 p.c.); le fait de se sentir moins bon que les autres (29 p.c.); puis le sexe (29 p.c.); et le mariage des parents (21 p.c.).

M. Lévy explique cette si faible préoccupation de la sexualité par le fait que les jeunes peuvent aujourd'hui mieux exprimer ce qu'ils pensent à ce sujet. Quand on peut en parler ouvertement, on s'en inquiète moins. «Quand on est millionnaire, on est moins préoccupé par l'argent que quand on est pauvre.»

Il parle même de «détabouisation» de la sexualité pour l'adolescent en 1987. Ce sont les parents, croit-il, qui se sentent plus coupables face à leur vie sexuelle. «Ce sont les parents qui ont de la difficulté à en parler, pas leurs enfants.»

Dans son allocution, M. Lévy a insisté sur la difficulté aujourd'hui de définir ce qu'est l'adolescent. Dans les années 1960-1970, cette catégorie d'âge était homogène. Elle protestait contre les valeurs établies, contre la guerre, prônait la liberté, la paix, l'amour.

Dans les années 1980, on ne sait plus où rejoindre les jeunes. Même les études qui portent sur les adolescents au secondaire sont faussées: 30 pour cent d'entre eux ne terminent même pas leur cours secondaire, selon le ministère de l'Éducation.

Aujourd'hui, il y a les punks, les preppies, les yuppies, les disco, les straight, les rockers, les écolos, les granolas, les buddies. On ne peut plus définir l'adolescent. On ne sait plus comment le rejoindre. On ne peut plus déterminer avec précision les valeurs auxquelles il croit.

L'adolescent ne sait plus à quoi s'accrocher

Presse Canadienne

■ Un des grands problèmes de l'adolescent d'aujourd'hui est l'absence d'appartenance à qui que ce soit, à quoi que ce soit.

Selon le Dr Jean Wilkins, du Département de médecine de l'adolescence de l'hôpital Sainte-Justine, à Montréal, l'adolescent des années 1980 éprouve un problème d'identité.

Plusieurs d'entre eux ne peuvent plus s'accrocher à rien. Beaucoup pratiquent une sexualité vide de sens, n'appartiennent à aucun groupe qui leur ressemble et voient leur avenir bouché.

C'est dans ce problème de non-appartenance, croit le Dr Wilkins, qu'il faut chercher la cause de bien des suicides d'adolescents.

Le Dr Wilkins exposait le résultat de son expérience clinique de 15 ans auprès des jeunes Québécois lors du colloque sur la sexualité des adolescents, qui se tient à Laval. Le Dr Wilkins a été l'un des premiers médecins québécois à se consacrer à plein temps au phénomène de l'adolescence.

Un groupe hétérogène

Lui aussi croit que l'adolescent d'aujourd'hui est plus difficile à cerner, à identifier qu'avant. Ils sont punks, preppies, buddies, rockers, yuppies, straight, granolas, écolos. Ils ne répondent pas à un grand courant d'idées, comme dans les années 1960 et 1970. Comment les aider quand on ne connaît pas leurs valeurs, leurs idéaux, leurs goûts?

Dans les années 1960, résumait-il, les adolescents étaient homogènes. Ils consommaient de la drogue pour acquérir un autre seuil de sensibilité, pour tenter de nouvelles expériences. L'heure était aux mouvements de masse: Woodstock, mai 68, les manifs contre la guerre du Vietnam. On prônait l'amour, la paix.

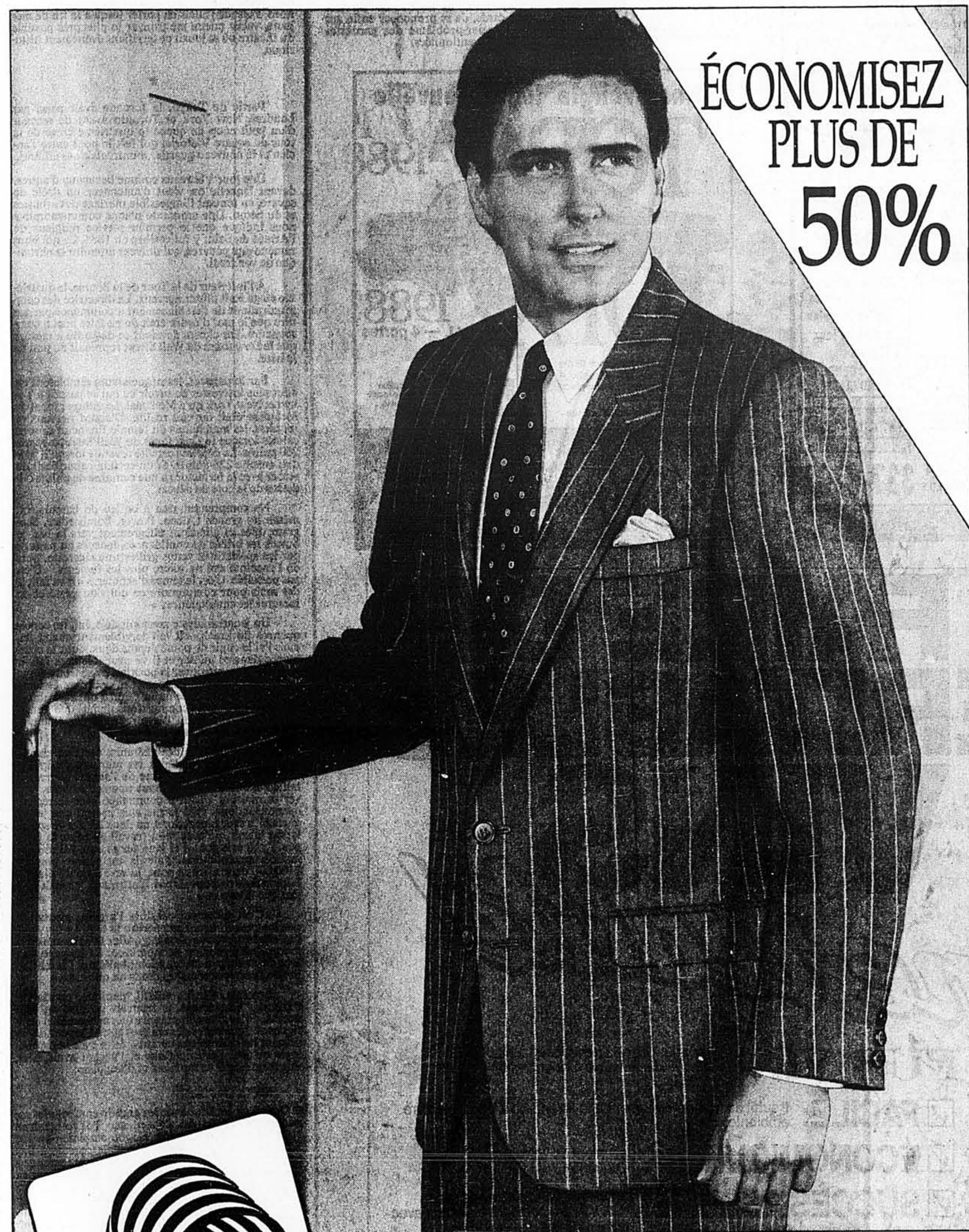
Dans les années 1970, on découvre «la nouvelle sexualité adolescente». Dans la société, les adolescents n'ont jamais été aussi nombreux. L'idéologie est au plaisir, à l'instantanéité, à l'immédiat. C'est l'éclatement de la famille.

Dans les années 1980, l'adolescent vit la violence. L'heure est à l'élitisme, à la performance, la compétition. Les modèles sont l'excellence dans les sports, l'excellence dans les études, le jeune cadre d'entreprise de 24 ans. La technologie, l'informatique remplacent des relations humaines. La catégorie adolescent se divise en sous-groupes, qu'on ne peut plus cerner.

L'adolescent lui-même, d'ailleurs, éprouve plus de difficulté à s'identifier, à trouver à quoi, à qui il appartient.

Plus jamais, selon le Dr Wilkins, l'adolescent d'aujourd'hui au moins un ami qui s'est suicidé, un ami qui est mort ou est resté gravement handicapé dans un accident d'auto.

COMPLETS EN PURE LAINE



ÉCONOMISEZ PLUS DE 50%

Seul Tip Top offre ces complets en pure laine, à un tel bas prix. Notre collection comprend des tissus en laine peignée et en sergé, disponibles dans une variété de couleurs et de motifs. Une offre exceptionnelle à ne pas manquer! Magasinez tôt, avant l'épuisement des stocks.

MAINTENANT

119⁹⁹ PRIX COUR. 130,00

TIP TOP

Notre tradition est synonyme de qualité et de bons prix.



PURE LAINE VIERGE

Le maire Jean Doré pilote une mission d'hommes d'affaires montréalais à Paris

MARIANE FAUREAU

Le maire Jean Doré servira de « locomotive » à une délégation d'hommes d'affaires de la région montréalaise, qui participera à un colloque organisé, lundi prochain, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

« On a parfois l'impression, à l'étranger, que Montréal connaît

encore des problèmes auxquels on l'a identifiée dans les années 70, de dire le maire Jean Doré. Il faut donc replacer les choses, contrer la publicité qui a fait mettre une croix sur la métropole par les investisseurs. »

Cette mission organisée par l'Office d'expansion économique de la CUM vise à démontrer aux investisseurs français que « Montréal est bien placée pour faire des

affaires, qu'elle est une porte d'entrée incomparable dans le continent américain. Et qu'ils peuvent compter sur le dynamisme des gens d'affaires de Montréal. Le thème du séminaire de Paris est d'ailleurs « Montréal : l'Amérique par la grande porte ».

De même, croit le maire, Paris peut s'avérer un tremplin intéressant pour les investisseurs d'ici dans la perspective de l'élargissement des échanges commerciaux des pays européens.

Le maire Doré prononcera le mot d'ouverture du séminaire et le soir, il sera conférencier au dîner-gala de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Il aura également des entretiens avec des représentants de sociétés françaises ayant des projets d'investissements en Amérique du Nord.

L'ex-maire de Montréal, Jean Drapeau, maintenant ambassadeur du Canada près l'Unesco, est au nombre des invités au dîner-gala. « On peut toujours compter sur M. Drapeau pour vendre sa ville dans les divers milieux qu'il fréquente », de dire le maire Doré, interrogé sur la possibilité d'utiliser les services de M. Drapeau comme une sorte d'ambassadeur de Montréal à Paris.

La conseillère municipale Ginette L'Heureux, responsable des

relations internationales, accompagne le maire (qui rentrera à Montréal le 27 octobre). La mission économique comprend également MM. Stephen Bigsby et Al Sybertz, de l'Office d'expansion économique de la CUM, Claude Garcia et Luc Lacharité de la Chambre de Commerce de Montréal, John Pepper et Alex Harper, du Bureau de Commerce, et quelques directeurs d'entreprises (Lavalin, Les Plastiques modernes, La Langagerie, etc.).

Les présidents des deux chambres de commerce jugent important de faire savoir au monde des affaires européen que « l'économie de Montréal est en plein essor et que les entrepreneurs du Québec attendent avec impatience les défis et les occasions que leur procurera l'accord de libre-échange avec les États-Unis ».

Après Paris, la mission montréalaise se rendra à Lyon du 28 au 30 octobre, où des rencontres sont prévues avec l'Association pour le développement économique de la région lyonnaise et la Chambre de Commerce de Lyon. Entre-temps, quelques délégués feront un saut à Londres où le nouveau délégué général du Québec, M. Reed Scowen, leur mènera une rencontre avec des industriels britanniques.

Ile de Montréal

Nouveau contrat pour les cols bleus de LaSalle



FLORIAN BERNARD

Les cols bleus de LaSalle profiteront de hausses de salaire de 6 p. cent l'an prochain, de 5 p. cent en 1989 et de 4 p. cent en 1990, soit une moyenne de 5 p. cent pour les trois prochaines années de leur nouveau contrat de travail. L'entente que vient de ratifier l'administration du maire Michel Leduc prévoit en outre la possibilité de prendre sa retraite à 60 ans, une plus grande flexibilité au niveau du travail, des équipes de soir rémunérées à temps régulier et une étude sur le coût de revient des services assumés par les cols bleus. Les négociations se sont déroulées dans un climat de bonne harmonie et d'entente. Fait inusité, le nouveau contrat a été signé trois mois avant la fin du contrat en cours.

et du boulevard Sainte-Croix. À la suite d'un rapport déposé par le conseiller Bernard Paquet, le conseil municipal a donné son accord à ce projet qui sera réalisé par un comité tripartite comprenant la Ville, le Foyer Saint-Laurent et le Centre hospitalier. Le terrain réservé par la ville servira à la construction d'un centre d'accueil et d'hébergement, ainsi que de logements pour les personnes âgées. L'administration du maire Marcel Laurin poursuit ses démarches pour intégrer, éventuellement, le C.L.S.C. à ce complexe.

VOTE PAR ANTICIPATION LE 25 OCTOBRE

Les personnes incapables de voter le 1^{er} novembre prochain pourront exercer ce droit le dimanche, 25 octobre, entre 14 h et 22 h, pourvu que les raisons invoquées soient conformes à la loi. Le vote par anticipation est accordé aux personnes handicapées, ainsi qu'à celles qui ont des motifs sérieux de croire qu'elles seront absentes de leur municipalité le jour du scrutin. Une déclaration doit être signée par la personne qui désire voter par anticipation. Elle doit en outre prêter serment avant de recevoir le bulletin. Dans les municipalités ayant une population de plus de 20 000 habitants, le vote par anticipation sera également possible le lundi, 26 octobre, aux mêmes heures que le jour précédent.

ENSEIGNER LES BONNES MANIÈRES AUX ENFANTS

Sous le vocable des *samedis matins* au Ritz, le Carver Image Institute se propose d'enseigner l'étiquette et l'art des belles manières aux jeunes Montréalais de 5 à 9 ans. Dans le décor huppé du Ritz-Carlton, les enfants apprendront la façon de commander au restaurant, de se servir d'une nappe de table, de tenir leur verre... de soda, de converser avec leurs parents ou avec d'autres adultes et même de dresser la table des invités! Ces matinées pour enfants bourgeoises s'accompagneront d'un dîner dans un décor prestigieux où, selon le prospectus adressé aux parents, les bonnes manières s'imposeront.

CONCOURS DE PHOTOS SUR LES FÊTES ET ÉVÉNEMENTS À MONTRÉAL

Les photographes amateurs sont invités à participer au concours « Fêtes et événements montréalais en 1987 » organisé par l'Association montréalaise du loisir photographique, en collaboration avec le service des loisirs de la ville. Des bourses d'une valeur totale de \$525 seront distribuées aux gagnants des diverses catégories. Les photos doivent illustrer des événements qui se sont déroulés à Montréal en 1987. Renseignements additionnels au 872-4253.

SEMAINE COMMUNAUTAIRE À ANJOU

Du 28 octobre au 2 novembre prochains, les citoyens d'Anjou pourront découvrir tous les organismes communautaires leur offrant divers services. Plus d'une trentaine d'organismes et d'associations à but non lucratif profiteront de cette semaine communautaire pour faire connaître leurs champs de rayonnement. Ces organismes intéressent autant les enfants que les personnes âgées. Des kiosques d'information seront aménagés à l'école Cardinal-Léger, au 6951 des Ormeaux. Des renseignements additionnels sont disponibles en téléphonant au 354-4299.

HALLOWEEN ET FLEURS AU JARDIN BOTANIQUE

Des chrysanthèmes aux tons variés et aux formes nombreuses, des asters, des choux décoratifs, des petits fruits gorgés de sucre, des citrouilles géantes, des sorcières, des lanternes, voilà quelques-uns des éléments qui servent de toile de fond à l'exposition d'automne du Jardin botanique de Montréal. Cette année, l'exposition a emprunté le thème de l'Halloween. Elle débute demain dans la grande serre. Mais on peut également en profiter pour se promener dans les sentiers colorés des jardins extérieurs et admirer le coloris spectaculaire des feuillages dans la section des arbres. Petits et grands y trouveront leur profit.

SERVICES REGROUPÉS À SAINT-LAURENT

Tous les services de santé de Saint-Laurent seront regroupés dans un même quadrilatère, à l'intersection de la Côte Vertu

LE COMPLEXE D'APPARTEMENTS POUR RETRAITÉS LE MIEUX PENSÉ AU CANADA



LES MARRONNIERS de Laval fait partie d'un réseau de complexes d'appartements pour personnes âgées très bien implanté au Québec. Nous procédons le 1^{er} juillet 1988 à l'ouverture de notre quatrième complexe à Ville de Laval (voisin de l'hôpital Cité de la Santé).

Sécurité, qualité de vie, soins médicaux 24 heures, activités culturelles et sportives, autonomie

LAVAL (MTL) LES MARRONNIERS, 1500, montée Monette, Vimont, Laval H7M 3V5 (514) 668-9632

TROIS-RIVIÈRES

LES MARRONNIERS - LES JARDINS L'AVANT 1350, rue Arthur-Rousseau (voisin du centre commercial Les Rivières) Trois-Rivières G8Y 6A8 (819) 379-1064

SAINT-FOY

LES MARRONNIERS - LES JARDINS L'AVANT 825, rue Arthur-Rousseau (voisin de l'hôpital Laval) Saint-Foy G1V 4S6 (418) 651-4807

LÉVIS

LES MARRONNIERS - LES JARDINS L'AVANT 22, rue Charles-Lévesque (voisin de l'hôtel Dieu Lévis) Lévis G6V 8E9 (418) 835-3765

(grands appartements avec cuisine complète, porte-patio et balcon) font des MARRONNIERS le meilleur endroit pour demeurer et s'épanouir pleinement.

LE GROUPE PARÉ

Venez nous visiter ou téléphonez-nous. À partir de 548\$/mois*



LES MARRONNIERS LA BELLE VIE POUR LE BEL ÂGE

Nouvelles demandes des citoyens d'Overdale

L'Association des locataires d'Overdale a demandé à la Ville de Montréal hier d'intervenir pour que les logements des maisons de l'îlot Overdale qui seront conservées, ne soient pas converties en condominiums mais continuent de servir à la population actuelle.

Par ailleurs, les locataires se plaignent de ce que les promoteurs de la Galleria Dorchester aient entrepris certains tra-

voux. Il s'agirait toutefois de travaux reliés à la sécurité des maisons à conserver, et les locataires ont reçu à cet effet un avis du propriétaire. Mais les locataires craignent que les travaux et inconvénients ne se multiplient et ne deviennent du harcèlement. Ils appellent qu'on leur ait fait la promesse qu'ils pourraient continuer d'habiter en paix là où ils sont, tant que les maisons de l'Underdale ne seront pas prêtes.

POUR CONNAÎTRE LES VOYAGES "DERNIÈRE MINUTE" À PRIX RÉDUITS

CLUB VOYAGES

écouter Télé-Voyage au réseau Vidéo-tron tous les matins de 06h00 à 09h00 à Montréal au canal 28 et à Québec au canal 20

Destination	Hôtel	Départ	Durée	Prix rég.	Prix
Sosua	Playa Chiquita	1 nov.	2 semaines	999\$	499\$
Sosua	Playa Chiquita	1 nov.	1 semaine	769\$	399\$
Guadeloupe	Créole Beach	31 oct.	2 semaines	1219\$	899\$
Venezuela	Villa Del Mar	4 déc.	2 semaines	849\$	599\$
Guadeloupe	Marines St-François	31 oct.	1 semaine	719\$	559\$
Acapulco	Majestic	31 oct.	1 semaine	419\$	299\$
Punta Cana	Playa Bavaro	1 nov.	1 semaine	779\$	699\$
Puerto Plata	Village Caraïbe	31 oct.	1 semaine	579\$	499\$
Santo Domingo	Los Coquitos	1 nov.	1 semaine	569\$	499\$
Puerto Plata	Los Almendros	1 nov.	1 semaine	499\$	429\$

Le Conseiller

CLUB VOYAGES

CLUB VOYAGES vous communique ses spéciaux "DERNIÈRE MINUTE"

- Aucune carte de membre requise.
- Nombre de sièges limité.

Destination	Hôtel	Départ	Durée	Prix rég.	Prix
Sosua	Playa Chiquita	1 nov.	2 semaines	999\$	499\$
Sosua	Playa Chiquita	1 nov.	1 semaine	769\$	399\$
Guadeloupe	Créole Beach	31 oct.	2 semaines	1219\$	899\$
Venezuela	Villa Del Mar	4 déc.	2 semaines	849\$	599\$
Guadeloupe	Marines St-François	31 oct.	1 semaine	719\$	559\$
Acapulco	Majestic	31 oct.	1 semaine	419\$	299\$
Punta Cana	Playa Bavaro	1 nov.	1 semaine	779\$	699\$
Puerto Plata	Village Caraïbe	31 oct.	1 semaine	579\$	499\$
Santo Domingo	Los Coquitos	1 nov.	1 semaine	569\$	499\$
Puerto Plata	Los Almendros	1 nov.	1 semaine	499\$	429\$

AMHUSIC
CLUB VOYAGES
LAJEUNESSE
9257, rue Lajeunesse
Montréal H2M 1S3
(514) 381-5565

CENTRE-EST ROSEMONT
CLUB VOYAGES
ROSEMONT
2314, rue Beaubien est
Montréal H2G 1N2
(514) 376-5910

CENTRE-VILLE
CLUB VOYAGES
PARISOLEIL
1429, rue Crescent
Montréal H3G 2B2
(514) 949-7521

LAVAL
CLUB VOYAGES
LAVAL
1717, boul. St-Martin ouest
suite 234, Laval H7S 1N2
(514) 687-5900

COTE-DES-NEIGES
CLUB VOYAGES
COTE-DES-NEIGES
5450, chemin de la
Côte-des-Neiges, suite 320
Montréal H3T 1Y6
(514) 341-4420

POINTE-AUX-TREMBLES
CLUB VOYAGES
POINTE-AUX-TREMBLES
12675, est. rue Sherbrooke
Montréal H1A 3W7
(514) 642-3440

BROSSARD ST-LAMBERT
CLUB VOYAGES
RIVE-SUD
214, rue Victoria
Greenfield Park J4V 1M1
(514) 465-1105

CENTRE-VILLE
CLUB VOYAGES
METRO-BERRI
1600, rue Berri, bureau 03
Montréal H2L 4E4
(514) 288-8686

COTE-DES-NEIGES
CLUB VOYAGES
COTE-DES-NEIGES
5450, chemin de la
Côte-des-Neiges, suite 320
Montréal H3T 1Y6
(514) 341-4420

POINTE-AUX-TREMBLES
CLUB VOYAGES
POINTE-AUX-TREMBLES
12675, est. rue Sherbrooke
Montréal H1A 3W7
(514) 642-3440

Ensemble de grand luxe

- Bain VAHIKIKI en acrylique
- Toilette WINDSOR régulière monopiece, silencieuse, en porcelaine vitrifiée
- Bidet VALENCIA en porcelaine vitrifiée
- Lavabo DONEGAL en fonte émaillée

Prix spécial dans les coloris

Rose, Bleu acier **1 935,95 \$** l'ensemble

Rubis **2 065,95 \$** l'ensemble

Ensemble de luxe

- Bain CANADA en acrylique
- Lavabo sur pied ASHLEY en porcelaine vitrifiée
- Toilette NEW EMBLEM style moderne, 2 pièces, en porcelaine vitrifiée

Prix spécial sur les couleurs

Os et gris **999,95 \$** l'ensemble

Ensemble budget

- Bain en acier émaillé
- Toilette MURRAY isolée, 2 pièces, en porcelaine vitrifiée
- Lavabo SURFSIDE en acier émaillé

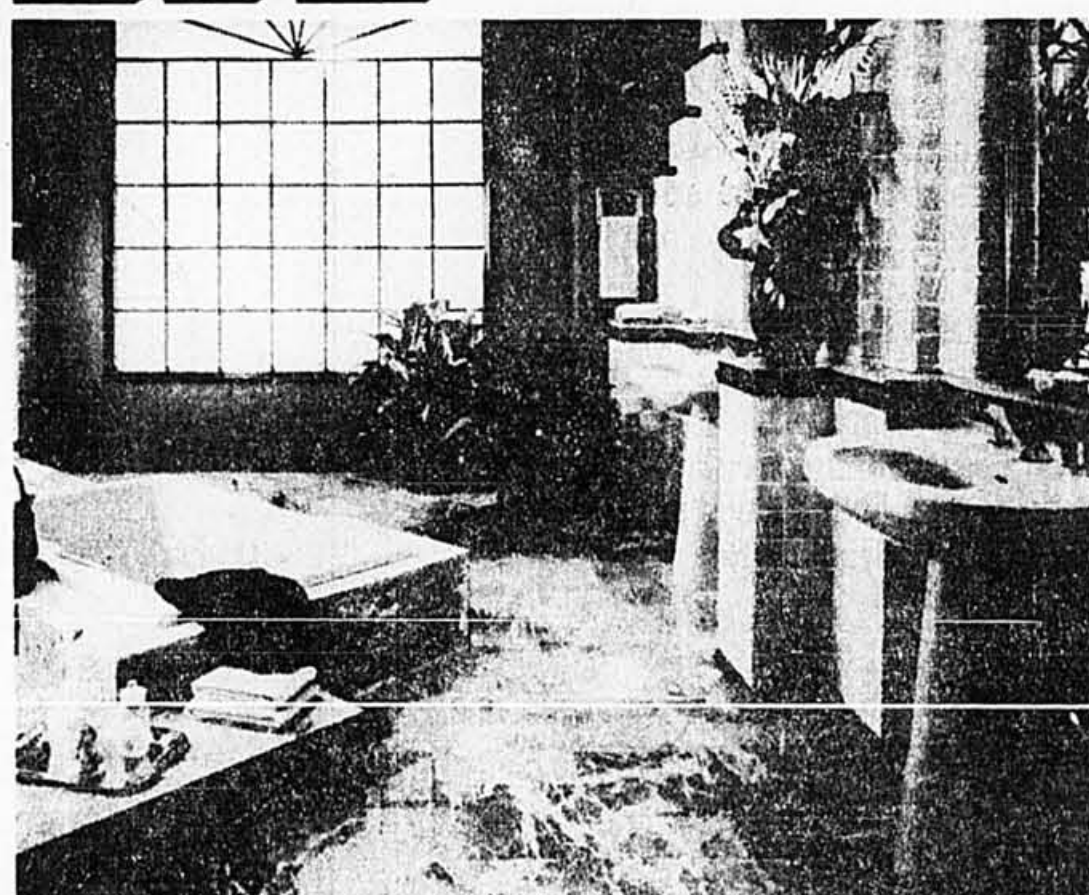
Bianc **336,95 \$** l'ensemble

Os ou gris **398,95 \$** l'ensemble

PRIX VALIDES JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 1987

Filicaut

La nouvelle vague!



ELJER

Montréal (Saint-Léonard)
4465, boul. des Grandes Prairies
(514) 327-6000

Laval
1772, boul. Le Corbusier
(514) 682-2670

Repentigny
782, rue Notre-Dame
(514) 585-5520

CONSEILS D'EXPERTS

ÉDUCATION DES ADULTES LAKESHORE / BALDWIN-CARTIER

MADAME, DÉSIREZ-VOUS RETOURNER AU TRAVAIL? TRANSITION/TRAVAIL S'ADRESSE À VOUS

Ce cours veut aider la femme à effectuer le passage du foyer au marché du travail.

- OBJECTIFS:**
- choisir un métier ou une profession
 - réactiver les habiletés générales
 - explorer la possibilité de travailler dans des secteurs non traditionnels
 - connaître les techniques de recherche d'emploi
 - prendre conscience des conséquences d'un retour au travail

DATE: du 2 novembre 1987 au 4 décembre 1987

HORAIRE: du lundi au vendredi de 9 h à 16 h

LIEU: Centre Beaurepaire
450, rue Church
Beaconsfield
Autobus 200-211

ALLOCATIONS:

Des allocations de formation du Centre d'Emploi et Immigration du Canada seront disponibles.

Inscription sur rendez-vous seulement
au 694-1470

L'appel des Bouchard, père et fils, sera entendu

GERMAIN TARDIF

■ La Cour d'appel a accédé à une requête présentée par Conrad Bouchard, son fils Denis, Louis Henri et Jean-Guy Bourgoïn, tous trouvés coupables et condamnés relativement à l'importation de cocaïne aux fins de trafic.

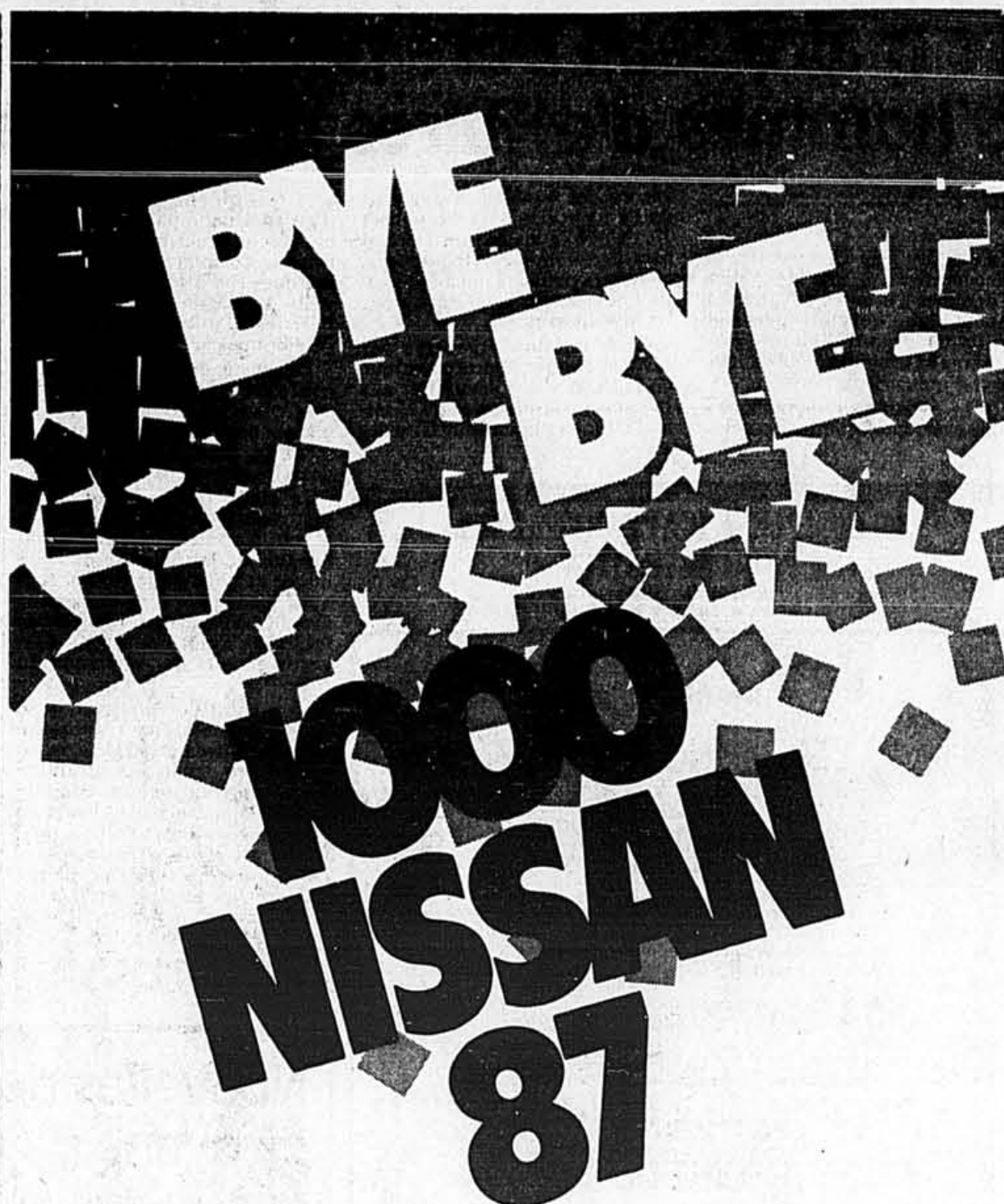
Le procès devant jury s'était instruit sous la présidence du juge Jean-Guy Boilard, en septembre dernier.

La requête de la défense se base sur des questions de fait et de droit, durant le procès lui-même et lors des directives du juge aux jurés avant que ceux-ci ne délibèrent.

L'une d'elles, notamment, a trait à la « probabilité » d'un complot, alors que la Charte des droits demande une preuve hors de tout doute raisonnable plutôt que de se limiter à la probabilité d'un complot.

La défense reproche, en plus, au juge de ne pas avoir informé le jury que les policiers n'ont pas l'autorité pour permettre qu'un crime se commette dans un pays étranger (le Pérou, dans la présente affaire), et qu'il ne peuvent procurer un passeport à un individu (l'agent double Claude Beauchamp), pour que ce dernier aille chercher de la drogue dans un pays ami.

La Cour d'appel a, par ailleurs, rejeté une requête de la poursuite visant à obtenir des peines plus sévères que celles imposées par le juge Boilard à l'issue du procès, dans les cas de Jean-Guy Bourgoïn et Denis Bouchard.



Le nouvel an de l'automobile approche...
et les Pros offrent des

RABAIS- CADEAUX!

JUSQU'À
3 000 \$

Air conditionné
Toit ouvrant
Plaques d'immatriculation
Taux d'intérêt réduit
1 000 \$ de rabais
et bien d'autres choses!

1987 a été une excellente année pour Nissan.
C'est pourquoi nous vous invitons à venir célébrer avec nous.

JUSQU'AU 30 OCTOBRE

Venez profiter de rabais spectaculaires
sur tous nos modèles 87. On négocie et on fête.

Les rabais-cadeaux sont dans les autos!

Rien n'est laissé au hasard!
Il y a un des rabais-cadeaux dans
chaque véhicule, certains valant
jusqu'à 3 000 \$. Il vous sera présenté
avant la signature du contrat.
C'est la façon des Pros de remercier
leurs clients.



NISSAN

LES PROS NISSAN DU GRAND MONTRÉAL

LABELLE NISSAN
BLAINVILLE
818, boul. Labelle 430-4120

ALEXANDER NISSAN
ST-LOUIS DE TERREBONNE
4100, chemin Gascon 477-1444

CHOMÉDEY NISSAN
LAVAL
2465, boul. Labelle 682-4400

BELLEMARE NISSAN LTÉE
MONTRÉAL
10305, avenue Papineau 382-2780

BROADWAY AUTOMOBILE LTÉE
LA SALLE
7550, rue Broadway 366-8931

BRUCY AUTO INC.
VAUDREUIL
900, boul. Harwood, route 342
455-1434

CITÉ NISSAN MONTRÉAL
3500 ouest, rue Jean-Talton 739-3175

CENTRE-VILLE NISSAN
2085 ouest, rue Ste-Catherine 932-6677

BAILLARGEON NISSAN INC.
LONGUEUIL
760 est, rue Saint-Charles 677-8953

GARAGE DUMOULIN LTÉE
Saint-François, L'AVAIL
8115, boul. Levesque 665-7450

FAIRVIEW NISSAN LTÉE
POINTE-CLAIRE
345, boul. Brunswick 697-9141

AUTO GOUVERNEUR INC.
L'AVAIL
1501, boul. des Laurentides 668-1650

MANOIR NISSAN INC.
REPENTIGNY
225, boul. Brien 585-5824

MERCIER NISSAN INC.
MERCIER
55 ouest, St-Jean-Baptiste 691-9541

GARAGE MODELAUTO INC.
POINTE-AUX-TREMBLAIS
12230 est, rue Sherbrooke 645-4546

ST-EUSTACHE NISSAN LTÉE
SAINT-EUSTACHE
801, boul. Souve 472-8666

ST-LÉONARD NISSAN INC.
SAINT-LÉONARD
7770, rue Colbert 374-4421

METRO NISSAN INC.
LACHINE
2125, rue Notre-Dame 634-7211

BROSSARD NISSAN INC.
BROSSARD
9005 boul. Taschereau 445-9811

MISES EN CANDIDATURE:

30, 31 OCTOBRE ET 1^{er} NOVEMBRE

*Passifs, indifférents,
insouciantes,
s'abstenir!*

Si la bonne marche de l'école publique
ne vous laisse pas indifférent, peut-
être voudrez-vous être candidat!

Les 30 et 31 octobre et le 1^{er} novembre, se font les
mises en candidature en vue de l'élection des com-
missaires d'écoles.

Si vous êtes élu, vous aurez une influence sur
notre vie à tous par les multiples responsabilités
que vous devrez assumer : veiller à la gestion de
fonds publics de plusieurs millions de dollars; voir à
la qualité de l'enseignement des matières de base;
mettre sur pied divers programmes spéciaux,
comme, par exemple, l'éducation à de saines habi-
tudes alimentaires...

Les commissaires jouent un rôle capital. L'école
est la plus solide garantie de l'avenir de notre so-
ciété. C'est à tous et chacun d'y voir!

Pour plus de détails, communiquez avec votre
commission scolaire ou consultez l'avis public qui
paraîtra jeudi 22 octobre dans la Presse et la
Gazette.

AUX ÉLECTIONS SCOLAIRES
dimanche 15 novembre

Vous avez votre mot à dire!

Les présidents d'élections des huit commissions scolaires de l'île de Montréal

Le pathologiste est incapable de déterminer la cause de la mort d'Aflalo

GERMAIN TARDIF

■ Il est impossible de déterminer les causes de la mort de l'homme dont les restes dépecés ont été trouvés, le 24 mars dernier, éparpillés en bordure d'une route, à deux kilomètres de Rawdon.

C'est ce qu'a déclaré, dans son témoignage, hier, le Dr André Lauzon, pathologiste au laboratoire de médecine légale, lors de

son témoignage, au procès de Robert Roy et de Liliane Laurentz-Aflalo, accusés du meurtre de Michel Aflalo, le mari de cette dernière.

Tout ce qu'a pu affirmer le témoin, c'est que l'homme était déjà mort au moment où il a été mis en pièces.

Dans son rapport d'autopsie, il indique qu'une vingtaine de morceaux contenus dans 16 sacs de

déchets en plastique ont été mis ensemble de façon à reconstituer l'être humain, comme dans un «puzzle». Mais il manquait la tête.

Signalons que celle-ci n'a jamais été retrouvée, ce qui complique encore plus l'identification du corps et force la Couronne à recourir à des preuves circonstancielles, telles que cicatrices antérieures ou autres marques, pour

démontrer qu'il s'agit bien du corps de Michel Aflalo.

Selon le Dr Lauzon, le corps a été congelé avant qu'on ne procède au dépeçage à l'aide d'un outil qui pourrait être une scie à chaîne. Sa déduction vient du fait que le tronc a été scié de haut en bas, sans éparpillement des parties intérieures comme les viscères.

Ainsi, la victime aurait été tuée le 18 mars dernier, puis congelée

avant d'être dépecée. Les restes furent trouvés le long d'un chemin de terre, près de Rawdon, par un garde-chasse qui cherchait plutôt des débris de bêtes abattues par des braconniers.

Mme Simy Aflalo, sœur de la présumée victime, a déclaré qu'à l'âge de quatre ans, son frère né en 1946, à Casablanca, au Maroc, avait été accidentellement brûlé à la poitrine par un pansement à la

graine de lin, que lui avait fait sa mère alors qu'il était malade. La cicatrice est toujours restée et, les dernières fois qu'elle l'a vue, c'est avant qu'il ne quitte le Maroc pour Israël, alors qu'il était au début de la vingtaine, puis en 1985, au Canada.

Elle a, par la suite, identifié la même cicatrice dans des photos qu'on lui a montrées à la morgue, après l'événement de mars dernier.

LES MYTHES ET LES JEUX
DE LA VENTE
LES STRATÉGIES DE MISE
EN MARCHÉ
LES AGENCEMENTS ET
ÉTALAGES
LA PUBLICITÉ
LE LEADERSHIP,
LA MOTIVATION
LES TECHNIQUES MARCHANDES
LA GESTION DES STOCKS
LA GESTION FINANCIÈRE
LA THÉORIE DU SUCCÈS

Dès le samedi
31 octobre

dans

La Presse

suivez

COMMERCE
DE
DÉTAIL

un cours du

collège marie-victorin

Consommateurs,
vendeurs, gérants,
propriétaires de
commerces de détail

ce cours publié en 12 leçons,
du 31 octobre au 11 novembre,
saura répondre à vos questions.

En plus, le Collège Marie-Victorin nous propose, en collaboration avec le Conseil québécois du Commerce de détail

3 conférences

- Qui sont vos clients? (mardi 10 novembre)
- Un commerce idéal (mardi 17 novembre)
- Une équipe de vente idéale (mardi 24 novembre)

Coût: 10\$ pour une des 3 conférences
25\$ pour les 3 conférences

Pour renseignements et inscriptions

(514) 325-0150, poste 2382

Samedi 24 et dimanche 25 octobre

les maisons bonneville

plus près de vous sur la RIVE-NORD

vous invite à son

Super Spécial d'Ouverture

- Achetez directement
- Système de livraison dans tout le Québec
- Financement bancaire sur place
- Membre de l'A.P.C.H.Q.

SERVICE CLÉ EN MAIN

les maisons bonneville

avec plus de 25 ans d'expérience!

1775, du Lilas, La Plaine

(514) 478-6119

(secteur Rive-Nord et Laurentides)

SURPRISE POUR LES 20 PREMIERS ACHETEURS

ÉPARGNEZ JUSQU'À 20⁰⁰

SOLDE DE BLOUSONS DOUBLÉS

Le blouson à l'assure sport, doublé pour plus de confort, en tissu laine/nylon. Plusieurs styles et choix de couleurs. Tailles 36 à 46. Les motifs peuvent différer des modèles illustrés.

Prix courant jusqu'à 90 \$
En solde à **69⁹⁹**

Aussi: Pantalon sport en corduroy coton/nylon/viscose/lycra extensible et lavable. Avec ou sans pli. Choix de couleurs. 28 à 44.
Prix courant 65 \$
En solde à **49⁹⁹**

SAUVE

TOUT POUR LUI, À DON PRIX

Léger supplément pour retouches sur vêtement en solde. Le solde se termine le 31 octobre.

● Carrefour Laval 681-9213 ● Centre Laval 688-6292 ● Plaza St-Hubert 6554, rue St-Hubert* 273-6392 ●
● Galeries d'Anjou 351-6810 ● Complexe Desjardins 281-1611 ● Carrefour Angrignon 365-1070 ● Place Ville-Marie ●

*Stationnement gratuit, à l'arrière du magasin, rue Châteaubriand, sur preuve d'achat.

LA CRISE BOURSIÈRE

Le dur retour à la réalité

LAURIER CLOUTIER

■ Le krach de lundi a mis un terme à la période de confiance euphorique dans les capacités de l'économie, et ramené consommateurs, financiers et dirigeants d'entreprises sur le plancher des vaches de la réalité.

La saine prudence reviendra. Les investissements des compagnies et les dépenses des consommateurs devront maintenant s'appuyer sur du solide. Entre-temps, les gouvernements devront réévaluer leurs éventuels revenus d'impôts, et tenteront de faire oublier la panique boursière en affichant leur confiance dans l'économie.

Reprise boursière ou pas, après le krach de lundi, la confiance presque aveugle a disparu, du moins temporairement. C'est ce qu'on a déclaré à *La Presse*, ici et là dans le milieu des affaires, en réponses aux questions sur l'impact économique et financier du plus important événement boursier depuis 1929.

Cet impact n'est pas que négatif; il comporte aussi des éléments positifs, pense-t-on.

On affirme, par exemple, que les taux d'intérêt pourraient cesser de monter, et baisseraient même, dans l'avenir immédiat, comme ce fut le cas, hier, à la Chemical Bank, l'une des plus importantes banques des États-Unis.

Cela contrebalancera en partie la baisse de confiance des consommateurs qui, désormais, dépenseront prudemment et épargneront davantage; tel est du moins le pronostic de l'économiste George Saba, du Montréal Trust, et d'un de ses collègues d'une banque à charte. Ces derniers temps, le taux d'épargne avait chuté considérablement, touchant 1,5 p. cent aux USA, contre 9,5 p. cent au Canada et 7,5 p. cent au Québec, alors que le crédit se gonflait un peu trop rapidement. On assistera maintenant à un rééquilibrage.

Soldes et investissements

Ce sont les ventes de voitures, de bijoux et de biens durables, comme les meubles, qui risquent de ralentir, prévoit Martin Kaufman, analyste du commerce de détail, chez Nesbitt Thomson. Les détaillants, inquiets, pourraient tenter de stimuler les ventes par des soldes.

La mise en chantier de projets d'expansion de centres commerciaux pourraient bien être reportée.

Les gains boursiers de ces derniers mois constituaient un stimulant de la consommation, souligne l'économiste Raymond Théoret, de la Banque Nationale. Mais pour ce qui est de l'économie prise globalement, ce sont les investissements des compagnies qui la soutenaient de toute façon depuis un an et demi, et qui continueront de le faire durant environ deux ans et demi, c'est-à-dire d'ici à la fin du cycle.

Moins de REA

Raymond Théoret ajoute cependant, avec le spécialiste Paul Pommier, du courtier Lévesque Beaubien, et Paul Guy, président de la Commission des valeurs mobilières du Québec, qu'à court terme, les compagnies ne pourront pas aussi facilement trouver des capitaux nouveaux par le truchement d'émissions d'actions. Elles devront financer leurs projets d'expansion en contractant des emprunts et en réinvestissant leurs profits. Domtar a déjà retiré une émission d'actions qu'elle venait tout juste de fai-

re; d'autres compagnies devraient agir de la même manière, surtout les petites firmes, souligne l'analyste Pierre Lusier, de Tassé & Associés. Certaines pourraient revoir à la baisse le prix de leurs nouvelles émissions.

Toutefois, après ces rajustements, les projets d'expansion des compagnies devraient se réaliser. D'autant plus que des groupes, comme Power Corporation, par exemple, avaient rassemblé de fortes liquidités, en vue de procéder à des acquisitions à des conditions avantageuses.

L'économiste André Downs, de la Banque Royale, ne voit pas venir de véritable récession, mais, considérant les profits certains et les investissements importants des entreprises, il parle d'un simple ralentissement, en 1988 et 1989. Il sera particulièrement notable dans les secteurs des transactions immobilières et des mises en chantier.

Le président de Placements TAL (ex-Timmings), Jean-Guy Desjardins, estime que les Cinq Grands pays industrialisés devraient se concerter pour ramener la confiance. Lui, personnellement, reste optimiste, du moins pour ce qui est des

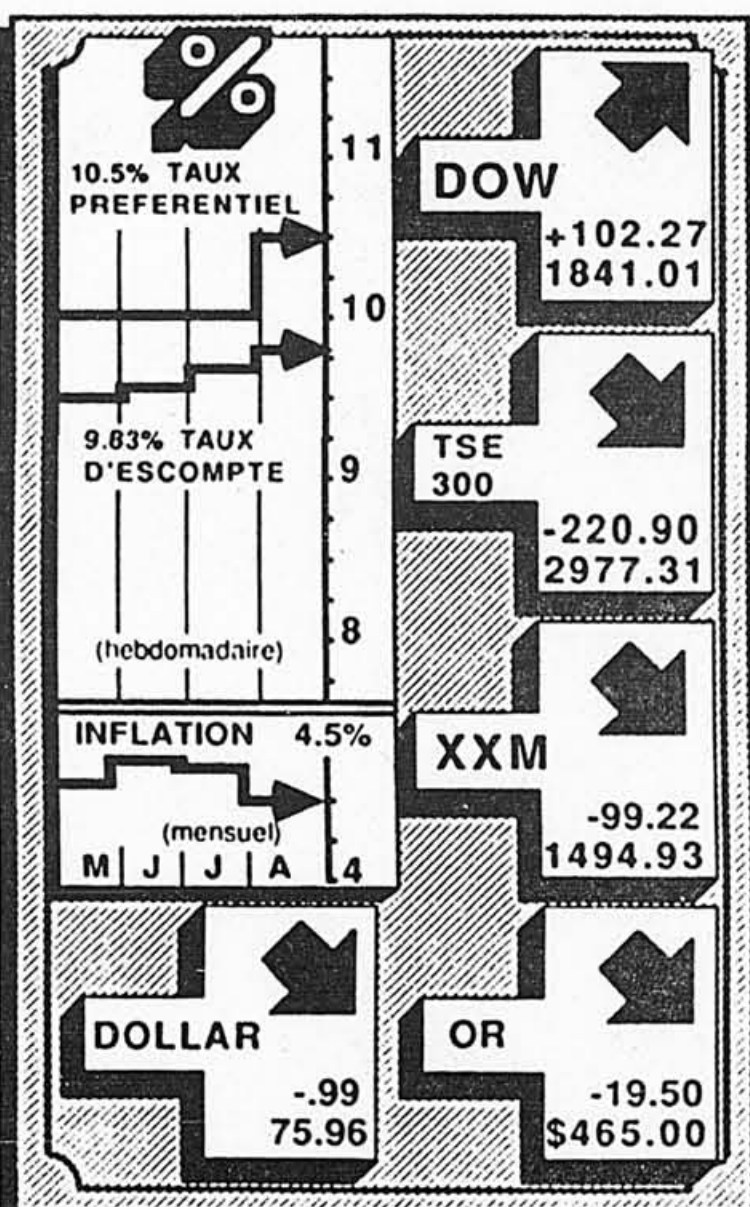
deux ou trois prochaines années. Il pense cependant que le risque qu'une récession se produise dans un an a grandi, malgré tout le potentiel économique. Si on pense placements, il se dit d'avis qu'il faudrait éviter le secteur de la consommation, et lui préférer plutôt les banques, les valeurs industrielles (acier, Northern Telecom, Bombardier), les papeteries et les pétrolières.

Mais de nombreux autres dirigeants d'entreprises garde un optimisme inébranlable. C'est le cas, notamment, de Laurent Beaudoin, de Bombardier, et de Robert Arcand, d'Harricana Métal.

« C'est rien » ce krach, lance Marcel Dutil, de Canam-Manac, qui avait vendu ses placements et payé ses dettes. « Mes troupes ont toutes le sourire aussi », parce que, explique-t-il, les employés détiennent des options plutôt que des actions.

Les gouvernements, de leur côté, travaillent à évaluer les effets, sur leurs revenus en taxes, des éventuelles déductions de plus de \$500 milliards de pertes de capital, et d'autre part de la baisse de la consommation...

TENDANCES DU MARCHÉ



Or et dollar en devise américaine

Comment s'y retrouver

RUDY LE COUR

■ Le Dow Jones, le TSE-300, le XXM: voilà du jargon boursier, à première vue rébarbatif, qu'on peut pourtant facilement consulter sans prétendre toutefois devenir météorologue des humeurs capricieuses de sa majesté la Bourse.

Ce sont trois indices qui donnent une idée, seulement une idée, de ce qui s'est passé au cours des dernières séances des Bourses de New York (Wall Street), de Toronto et de Montréal. À partir de leur évolution, des gens qu'on surnomme experts essaient par extrapolation de prédire l'avenir.

De quoi sont faits ces indices? Essentiellement d'une moyenne de certains titres jugés fort importants dans l'économie.

Ainsi, le plus populaire de tous, le Dow Jones, est constitué d'une moyenne pondérée des cours (valeur) de 30 sociétés industrielles américaines parmi les plus grosses: IBM, Exxon, Eastman Kodak, Du Pont, US Steel, Woolworth, etc. Grosso modo, quand la majorité de ces titres se transigent à la hausse, le Dow Jones

monte; à la baisse, il descend. Mais comme il se transige plus de 2000 titres différents chaque jour à Wall Street, le Dow Jones n'est pas vraiment représentatif de l'activité boursière, estiment les analystes. Voilà pourquoi il existe aussi une foule d'autres indices plus complexes. Tous sont utiles à divers degrés.

Le TSE 300 est le plus important indicateur des marchés canadiens. Il reflète l'humeur de la Bourse de Toronto. Il est composé du cours de 300 sociétés canadiennes regroupées dans tous les secteurs de l'économie: richesses naturelles, produits industriels, immobilier, transports, services publics, communications, commerce, services financiers, gestion. En tout 14 groupes. Le poids relatif du cours de chaque société dans le calcul de l'indice est déterminé par sa taille. Ainsi, Entreprises Bell Canada, le plus grand holding canadien, compte pour 7 p. cent de la valeur de l'indice.

Enfin, le XXM est l'indice de la Bourse de Montréal. Il est composé des 25 titres cotés jugés les plus représentatifs du marché canadien.

Le dollar américain reprend de la vigueur

RICHARD DUPAUL

■ Deux des facteurs essentiellement responsables des déboires de Wall Street au cours des derniers jours ont effectué un retour en force hier, à la suite à l'intervention du gouvernement américain. Le dollar américain s'est apprécié considérablement sur l'ensemble des marchés des changes alors que les taux d'intérêt ont légèrement reculé.

Le billet vert a repris plus de 2 p. cent face à toutes les principa-

les devises, effaçant totalement ses pertes importantes subies la veille. Il a clôturé à 1,807 deutsche marks, ce matin à Londres, en hausse par rapport à 1,777 deutsche marks la veille. Par rapport à la monnaie japonaise, le dollar a fermé à 143,7 yens contre 141,7 yens lundi.

La brusque reprise de la devise américaine a entraîné un retour au calme au sein du système monétaire européen, où les monnaies traditionnellement faibles, comme le franc français ou belge, ont regagné un peu de terrain.

Les marchés ont réagi favorablement à la déclaration du secrétaire américain au trésor, James Baker, qui se dit maintenant prêt « à stabiliser le dollar aux alentours de son niveau actuel ». Selon les analystes, M. Baker a semé l'inquiétude sur les parquets boursiers en déclarant au cours du week-end qu'il était disposé à laisser chuter le dollar pour rétablir le déficit de la balance commerciale américaine.

Taux d'intérêt

Par ailleurs, deux des grandes

banques américaines, la Chemical Bank et la Marine Midland Bank, ont réduit leurs taux de base de 9,75 p. cent à 9,25 p. cent. Cela a eu un effet positif immédiat sur l'ensemble des marchés financiers, notamment à New York, Londres et à Paris où les baisses ont été grandement résorbées.

Cette baisse des taux d'intérêt est venue à la suite de l'engagement pris par la Réserve Fédérale à soutenir l'économie et le système financier durant cette période d'incertitude.

Chute spectaculaire du dollar canadien

■ Le dollar canadien a fait une chute spectaculaire hier, terminant la journée en baisse de 99 centimes, c'est-à-dire près d'un cent US, à 75,96 cents US.

En début de journée, la monnaie canadienne avait perdu plus d'un cent, tombant de 1,13 à un certain moment au cours d'une journée mouvementée sur les marchés des changes.

Selon les cambistes, la baisse du billet vert canadien est due non pas à la chute boursière sur les marchés canadiens, mais à un important transfert de fonds de la part de détenteurs de dollars canadiens. Ceux-ci ont converti leurs devises en dollars américains, à mesure que celui-ci se raffermissait.

La Banque du Canada est inter-

venue sur le marché pour empêcher une trop forte chute du dollar canadien, ce qui risquerait de relancer l'inflation au pays.

La semaine dernière, la monnaie canadienne avait connu une forte poussée à la hausse, dépassant les 77 cents US pour la première fois depuis près de trois ans.

Selon Rok Fowler, le directeur du marché des devises chez Wood Gundy, le marché était trop porté sur le dollar canadien, de sorte que nous assistons aujourd'hui à une saine correction. M. Fowler a précisé que la Banque du Canada semblait soutenir notre monnaie à des niveaux inférieurs à 76 cents US.

Aucune bourse n'échappe à la tempête

RICHARD DUPAUL

■ La panique s'est emparée des Bourses asiatiques, hier matin heure de Montréal, lorsque les investisseurs ont réagi à la chute record des cours à New York quelques heures plus tôt. Après une séance en dents de scie, les Bourses européennes ont limité les baisses, à l'exception de celle de Londres dont la chute est encore plus importante que celle de lundi.

La tempête qui secoue l'ensemble des places boursières se poursuivait de plus belle hier sur les marchés asiatiques. La Bourse de Tokyo et la Bourse de Sydney enregistraient des chutes vertigineuses, tandis que la Bourse de Hong Kong annonçait des suspensions des cotations jusqu'à lundi prochain.

La Bourse de Tokyo, le plus grand marché du monde, croulait sous les ordres de ventes. L'indice Nikkei des 225 titres les plus importants a reculé de 15 p. cent à 21 910 à la fermeture. Cependant, dès ce matin, apprenait-on au moment de mettre sous presse hier, Tokyo enregistrait une reprise spectaculaire, l'indice Nikkei terminant la séance de la matinée sur une hausse sans précédent de 1.376,86 yen à 23.286,96 yen, contre 21.910,08 la veille en clôture. Quant à l'indice général de la Tokyo Stock Exchange (TSE), il gagnait 116,59 points à 1910,49. Il s'est échangé 250 millions de titres contre 500 millions, pour toute la journée de mardi.



Sur le parquet de la Bourse de Londres, hier, quelques vigages inquiets.

« C'est une vraie panique à cause de ce qui s'est passé sur Wall Street », déclarait hier un courtier nippon. « Personne n'a le temps de faire autre chose que de répondre aux coups de téléphone des clients qui hurlent leurs or-

dres ». Pourtant, une modeste éclaircie à Wall Street hier semble avoir renversé la vapeur à Tokyo ce matin.

À Sydney, les cours étaient en chute libre, le recul atteignant 20 p. cent pendant les 45 minutes

suivant l'ouverture. Au terme de la journée, la perte s'élève à 24,9 p. cent. Les analystes australiens estiment que la perte accumulée dans la journée dépasse 55 milliards de dollars australiens.

Europe

À Londres, la capitalisation des actions boursières a chuté de plus de 55 milliards de livres dès la première heure de transactions mardi au Stock Exchange, dans le sillage de Wall Street et des Bourses d'Extrême-Orient. À la fermeture, l'indice « Footsie », qui regroupe les vedettes de ce marché, avait chuté de 12,2 p. cent.

Plus que la veille, on parlait de panique dans la capitale anglaise. Le président de la Bourse de Londres, Sir Nicholas Goodison, a effectué une sortie devant les caméras en demandant aux investisseurs de « rester calmes ».

Selon M. Goodison, cette crise boursière a démarré parce qu'il y a « un manque de confiance aux États-Unis ». Il a cependant affirmé qu'il ne voyait « aucun signe fondamental de récession » dans son pays.

À Francfort, les dégâts ont été limités pour les valeurs ouest-allemandes. L'indice de la Commerzbank, qui donne la moyenne de 60 actions, s'est replié de 4,3 p. cent.

À Paris, l'indice des valeurs affichait une hausse de 0,79 p. cent à vingt minutes avant la fin de la session, les ordinateurs étant tombés en panne. La veille, la baisse avait été de 9 p. cent.

Le système est plus solide qu'en 1929

AFP
NEW YORK

■ Le système bancaire américain d'aujourd'hui est doté de suffisamment de garde-fous pour résister au contrecoup de l'effondrement boursier de lundi, affirmait-on hier dans les milieux spécialisés.

Alors qu'à la suite du krach de 1929 la défaillance généralisée des banques américaines avait largement contribué à précipiter l'économie dans la grande dépression des années 30, le système bancaire est aujourd'hui capable d'absorber l'onde de choc provoquée lundi par la chute de Wall Street, ont estimé une majorité d'économistes.

Le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), organisme fédéral de garantie des dépôts bancaires créé en 1934, est l'un des éléments clés de ce filet de sécurité.

MIVILLE TREMBLAY

■ Il y a de mauvaises, mais aussi de moins mauvaises nouvelles pour les détenteurs de fonds d'investissement. Ceux qui ont beaucoup emprunté pour acheter sont dans l'eau chaude, mais la valeur de leurs parts a possiblement moins chuté que le marché boursier.

Avec la frénésie actuelle des marchés, la compilation de la valeur de ce que l'on nomme à tort « fonds mutuels » est retardée d'un jour.

Mais pour le « lundi noir », l'indice Sogecar, qui donne une vue d'ensemble des fonds vendus au

Québec, enregistre un recul de 10,35 p. cent.

Comme cet indice comprend des fonds constitués d'actions de compagnies canadiennes et étrangères, ainsi que des obligations, il est difficile de le comparer à un seul indice boursier. Rappelons seulement que lundi le TSE a reculé de 9,1 p. cent, le Dow Jones de 22,6 p. cent et à Tokyo, le Nikkei de 2,4 p. cent.

Aux États-Unis, on rapporte que de nombreux actionnaires ont vendu leurs parts et que les fonds ont dû à leur tour réduire leur portefeuille.

Au Canada, les fonds seraient moins affectés. M. Di Gregorio, président de Sogecar, affirme que

seulement 3 p. cent de sa clientèle a vendu, car les fonds sont des véhicules de placement à long terme.

De plus, les fonds ont accumulé ces derniers mois d'importantes liquidités qui permettent des remboursements sans avoir à déléster leur portefeuille d'actions.

Le problème deviendra plus aigu lorsque les banques, qui ont prêté pour acheter des fonds, appelleront de leurs clients pour être remboursées, obligeant ceux-ci à vendre à perte leurs parts.

Pourtant, la Commission des valeurs mobilières du Québec et même le porte-parole de cette industrie qu'est l'Institut des fonds

d'investissement du Canada, ont fait de nombreuses mises en garde contre les dangers de ce type de placement pour les investisseurs qui ne sont pas expérimentés.

Mais selon M. Keith Douglas, président de l'Institut, c'est dans les prochains jours que l'on verra les résultats et certains s'en mordront les doigts.

Il y a quelques semaines encore, on pouvait voir un représentant du Centre national de courtage financier proposer aux passants, dans le corridor d'un petit centre commercial de l'est de Montréal, de s'endetter pour acheter des fonds communs de placement.

LA CRISE BOURSIÈRE

Sam Walton perd à peine \$500 millions

AP
NEW YORK

■ Sam Walton qui, selon le magazine Forbes, est l'homme le plus riche des États-Unis, a perdu un demi-milliard de dollars à Wall Street, lundi.

Cela n'a pas l'air de l'émouvoir outre mesure. « C'est du papier de toutes façons, déclarait-il lundi. C'était du papier quand nous avons commencé et c'est toujours du papier. »

Fondateur et principal actionnaire de Wal-Mart Stores Inc., M. Walton ne s'inquiète pas pour sa fortune personnelle. « Nous nous concentrons essentiellement sur le bien-être de la compagnie et de nos clients », ajoutait-il.

Walton et sa famille détiennent 38,6 pour cent des actions de la chaîne Wal-Mart, soit 218 millions de titres.

Le magazine Forbes avait fondé son estimation des 400 Américains les plus riches sur les prix des actions à Wall Street, le 11 septembre dernier. Ce jour-là, les actions Wal-Mart clôturaient à \$38,75. Le total des actions de Walton dans la compagnie s'élevait ainsi à \$8,45 milliards.

Lors du premier krach à Wall Street, vendredi dernier, le titre Wal-Mart a baissé de \$3,875. La part de la famille Walton s'élevait à \$6,32 milliards.

Lundi, le titre Wal-Mart a chuté à \$2,375 et les Walton ont perdu \$517,8 millions. Le total de leurs titres ne s'élevait plus qu'à \$5,8 milliards.

D'autres milliardaires cités par Forbes ont aussi perdu une bonne partie de leur fortune. Ainsi Mme Leslie Wexner, patronne de Limited Inc., a perdu \$195,7 millions et M. Edgar Bronfman, directeur de Seagram Co. Ltd, a perdu \$126,3 millions.



John Roy et son collègue Louis-Philippe Hémond que l'on aperçoit à droite, de chez Tassé et Associés, ont vécu deux journées éprouvantes.

PHOTO ARMAND TROTIER, LA PRESSE

Le rôle du courtier: expliquer, clarifier, réconforter et rassurer les gens

John Roy raconte ses deux dernières journées

MADELINE BERTHAULT

■ Qu'est-ce qu'on fait? Telle est la vraie question qu'un représentant d'une maison de courtage se pose et pose à ses clients après avoir constaté les dégâts causés par la tempête qui s'est abattue sur les marchés boursiers. Et alors, il faut prendre une décision rapide. Et la décision peut être simple: se mettre à l'abri et regarder l'orage passer.

C'est ce que confiait, hier en début de soirée, M. John Roy, représentant de la maison de courtage Tassé et Associés, après deux journées harassantes à surveiller les cours des actions qui baissaient et à téléphoner à ses clients pour les conseiller. Pour lui ces derniers jours ont été sous le signe de la prudence: « Si j'achète aujourd'hui un immeuble que je paie \$100 000, puis que je change d'idée et décide de le vendre à l'encan demain, où une seule personne se présente et m'offre

\$10 000, je ne suis pas obligé d'accepter un tel marché. C'est la même chose à la bourse. »

Les clients exprimaient de la crainte, de la surprise et de l'incompréhension face à une situation incontrôlable. « Il y a des gens qui voulaient tout vendre à n'importe quel prix », raconte M. Roy. « Mon rôle était d'expliquer, de clarifier, de réconforter, de rassurer les gens », précise-t-il. « Et il fallait éviter aux clients d'encourir des pertes épouvantables qui pourraient être inutiles », car, dans une situation comme celle-là, suivant les cas, « il est facile d'encourager les gens à vendre et à acheter puisque le courtier tire ses revenus du volume d'opérations qui sont faites ».

Et M. Roy d'ajouter que « l'intérêt du client doit cependant passer avant l'intérêt particulier du représentant ». Il explique que « si ça ne va bien que pour moi, un jour j'aurai à payer pour... c'est une question de confiance et de crédibilité ». M. John Roy, qui

n'est âgé que de 31 ans, avoue qu'il est dans cette industrie pour longtemps. Il n'est pas question qu'il se brûle et perde une réputation qu'il bâtit depuis 14 mois qu'il travaille chez Tassé.

Ce qu'il trouve désolant, c'est que dans la même arène il y ait « des agneaux et des lions »: tandis que « des gens sont frappés, il y en a d'autres qui en profitent ». Selon lui, « le marché boursier est l'endroit le plus inhumain qui soit ».

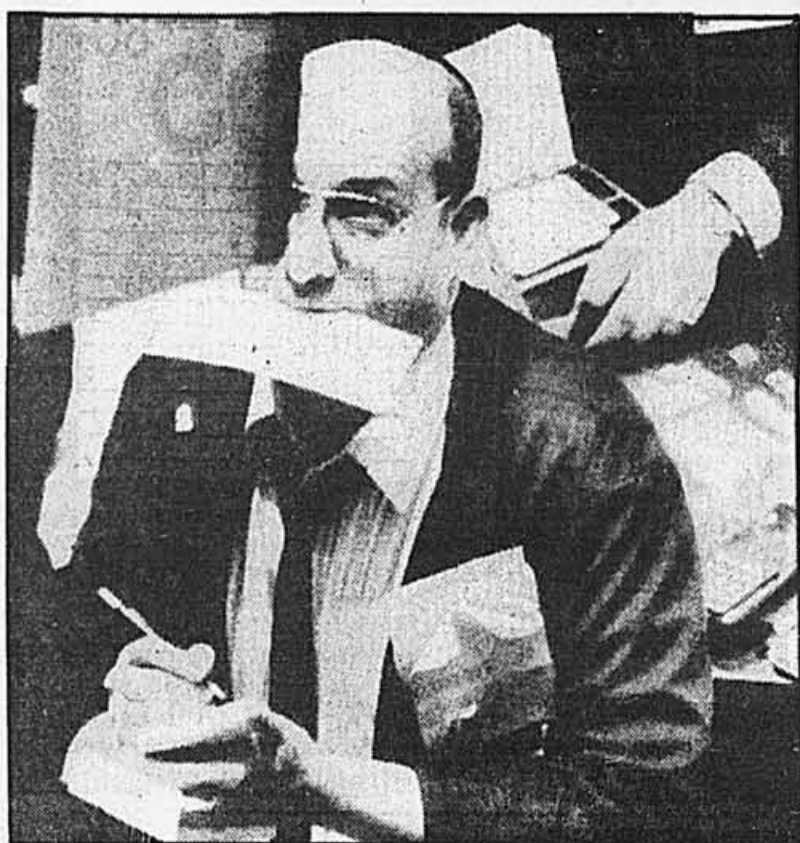
Parmi les clients de M. Roy, petits et grands investisseurs, aucun n'est acculé à la faillite. « Je suis prudent, j'aime les valeurs solides. Les actions des grandes compagnies vont se relever plus vite que celles des plus petites ». À ce propos, M. Roy craint que le marché des régimes d'épargne-actions (REA) ne prennent du temps à se remettre de la tempête, à cause de la confiance perdue. « Pourtant, c'était un extraordinaire levier économique ».

Va-t-il perdre des clients à la

suite de la débâcle boursière? M. Roy avoue que, oui, il risque d'en perdre, particulièrement des débutants dans le marché qui « peuvent avoir l'impression qu'on les trahit ». De leur dire que toutes les bourses du monde ont dramatiquement chuté ne les consolera pas. Ils penseront que leur courtier aurait dû prévoir cela.

Mais il va aussi y avoir de nouveaux clients qui vont voir, et voient déjà, des occasions en or dans cette baisse. M. Roy ajoute qu'il y a « des occasions pour les ténéraires », mais que lui, ne conseille pas d'emprunter pour acquérir des actions actuellement.

Que va-t-il arriver dans les prochains jours? « Les deux prochaines semaines seront épuisantes, exténuantes, et pour les clients et pour nous. On vit quelque chose qui ne s'est pas produit depuis 1929. Et la bourse va subir une crise de confiance ». Et M. Roy de préciser que « la perte de confiance encourage la récession ».



Les yeux rivés sur un écran d'ordinateur, une carte serrée entre les dents, ce courtier de la Bourse de New York note fiévreusement les cours du marché.

PHOTOLASER REUTER

L'or: c'est à y perdre son latin

RICHARD DUPAUL

■ C'est y perdre son latin. L'or, la police d'assurance des investisseurs en temps de crise, a subi un important recul hier en raison d'une vague d'ordres de vente inattendue. L'or a clôturé en baisse de \$17,75 à \$459 US à New York et de \$18,50 à \$463 US à Londres.

Selon les analystes, la vente

d'or sur les marchés s'explique par l'obligation des institutions financières de liquider leur position pour payer les appels de marge dont elles ont été victimes durant la chute des actions en bourse.

Inutile de dire que les titres aurifères ont piqué du nez. Parmi eux, International Corona a perdu \$10% à \$55%, Placer Dome, \$3 à \$17% et Hemlo, \$4 à \$17%.

Une petite firme de courtage doit fermer ses portes

Agence France-Presse
NEW YORK

■ Une petite firme de courtage et sa filiale ne sont pas parvenues, à la différence des plus grandes, à survivre au désastre boursier du « lundi noir » et ont annoncé, hier, apparemment les premières, qu'elles fermaient leurs portes.

Dans un communiqué, H.B. Shaine and Co., Inc., une firme du Michigan créée il y a 30 ans, a indiqué qu'elle avait abandonné ses activités de courtage à la suite de l'effondrement de lundi de l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. La firme a précisé qu'elle était « dans de telles difficultés financières qu'elle ne pouvait plus opérer comme membre » du New York Stock Exchange.

Dans un communiqué publié à Kansas City (Missouri), DST Systems Inc., filiale à 100 p. cent de H.B. Shaine, a indiqué également

qu'elle ferait ses portes et qu'elle devrait être très prochainement liquidée.

Selon des experts, il s'agirait des deux seules firmes de courtage qui ont annoncé leur fermeture. Mais, a-t-on ajouté, d'autres pourraient faire de même dans les prochains jours.

En revanche de très grandes firmes comme E.F. Hutton ou Merrill Lynch ont tenu à rassurer leurs clients et les investisseurs sur leur santé financière.

« Avec plus de \$3 milliards de titres en portefeuille et, en comptant les emprunts à long terme — plus de \$8 milliards en capital — Merrill Lynch est l'une des firmes les plus grandes et les mieux capitalisées », a déclaré son président, William Schreyer. La firme « entame le 4^e trimestre en ayant été relativement préservée de la volatilité du marché », a-t-il poursuivi.

Les investisseurs institutionnels reviennent prudemment sur le marché

PAUL DURIVAGE

■ Après avoir assisté passivement au massacre boursier du 19 octobre, les investisseurs institutionnels montréalais, attirés par les aubaines, reviennent maintenant sur le marché, mais non sans appréhension.

« Nous demeurons prudemment actifs. Le marché recule des occasions extraordinaires mais il arrive néanmoins à bout de souffle. Il faudrait peu de chose pour qu'il ne plonge à nouveau », explique M. Roger Chiniara, responsable du fonds de pension des employés de l'Alcan, qui représente \$1,7 milliard.

Le gestionnaire a confié avoir vendu des actions au cours des derniers jours, mais moins qu'il n'en a acheté. Son objectif: constituer un portefeuille équilibré qui puisse profiter d'une remontée éventuelle de la bourse mais qui tiendra le coup advenant une nouvelle récession.

La société de gestion de fonds communs de placement Bolton Tremblay a pour sa part fait son lit du côté des acheteurs. Pas question de vendre. Durement frappée par le krach (45 p. cent de ses avoirs étaient en actions), elle s'entête, s'affairant à reconstituer ses positions en vue d'une éventuelle reprise boursière. L'opération se fait à coup de millions de dollars.

Le vice-président, M. Jean-Luc Landry, a admis souhaiter ramener de 35 à 40 p. cent le poids relatif des actions dans ses



Pour M. Stephen Jarislowsky de la firme Jarislowsky Fraser, pas question de se lancer à la chasse aux aubaines.

portefeuilles évalués à près de \$4 milliards avant le krach. Les achats portent surtout sur les titres qui survivront à l'inévitable récession, des « blue chips » pour la plupart mais aussi quelques titres du REA. Le gestionnaire souligna par ailleurs la difficulté d'acheter de ces titres

dans le marché désordonné que l'on sait.

La Bourse profitera par ailleurs de la venue d'un nouvel intervenant majeur. Satisfait de la correction des derniers jours, la société de gestion de portefeuille Montrusco, forte d'ac-

tifs de \$2 milliards, se range maintenant du côté des optimistes. Et c'est aujourd'hui, qu'elle jette ses filets.

« Aussi craintif j'étais ces derniers mois, aussi confiant je suis maintenant », a annoncé à La Presse, le vice-président, M. André Marsan. Mais il lui fallait encore prendre le temps de se « reconconditionner à l'achat et laisser retomber la poussière », selon son explication. M. Marsan n'a jamais caché ses craintes face au marché boursier qu'il jugeait surévalué de 50 p. cent.

L'ordinateur de la filiale du Montréal Trust a repéré 25 titres canadiens nettement sous-évalués, des « blue chips » pour la plupart mais aussi quelques compagnies juniors qui, à la moitié de leur valeur, sont considérées comme de véritables aubaines.

Mais il y a toujours des irrédutibles parmi les gestionnaires institutionnels. Pour M. Stephen Jarislowsky de la firme Jarislowsky Fraser (\$8 milliards d'actif sous gestion), pas question de se lancer à la chasse aux aubaines. Pour lui, le marché est toujours aussi « fou » et il vaut mieux se tenir à l'écart.

« Je ne suis pas pressé. Je préfère encore me tromper et payer plus cher plus tard que de m'aventurer dans un pareil marché », explique-t-il. Selon lui, les indices oscilleront, tantôt à la hausse, tantôt à la baisse, tout au cours des prochains mois, mais toujours sur une pente ascendante. Après quoi, ce sera la tourmente de la récession...

New York demande de retenir les transactions programmées

d'après Reuter et Dow Jones

■ Le président de la Bourse de New York John Phelan a déclaré hier qu'il entend continuer de demander aux maisons de courtage membres de la Bourse de ne pas recourir aux transactions pro-

grammées tant que la folle fébrilité actuelle ne se sera apaisée. « La volatilité durera encore un certain temps », a-t-il affirmé hier en conférence de presse.

C'est la seule contrainte qu'il leur a demandée, a-t-il expliqué, puisqu'il les autorise toujours à recourir à tout autre mécanisme pour planifier leurs transactions.

M. Phelan a soutenu que les transactions programmées contribuent à la liquidité du marché mais « rendu à un certain point, ça devient de la volatilité ». Des analyses approfondies du phénomène sont nécessaires, a-t-il ajouté.

M. Phelan, qui a passé une partie de la journée en compagnie de

leaders financiers et de représentants de la Maison-Blanche, a admis que trois ou quatre mainteneurs de marché ont reçu des injections de capitaux de la Bourse. Trois d'entre elles n'auraient plus de problèmes de capitaux, a-t-il ajouté sans donner de chiffres.

Appelé à expliquer le redressement partiel d'hier, M. Phelan a

indiqué que plusieurs sociétés ont entrepris de racheter leurs titres ce qui a favorisé leur raffermissement. Il ajoute que la plongée des cours de lundi n'aurait pas affecté la plupart des compagnies, toujours « en bonne santé ».

M. Phelan s'est par ailleurs refusé à pointer du doigt un bouc émissaire, pas plus qu'à identifier

un événement déclencheur de l'effondrement de lundi.

Quand on lui a demandé en particulier ce qu'il pensait des déclarations du secrétaire au Trésor James Baker, il a affirmé que celui-ci s'était montré « des plus coopératifs et des plus utiles ». M. Baker avait suggéré durant le week-end de laisser baisser encore le dollar.

La corporation Anjou 80 enregistre un déficit de \$6 millions

FLORIAN BERNARD

La corporation municipale d'habitation Anjou 80 a terminé son exercice financier par un déficit d'opération de \$6 millions.

Le déficit accumulé de cette corporation créée il y a sept ans s'élève maintenant à \$9 millions. Cependant, selon le bilan déposé hier, malgré les pertes encourues cette année, les actifs d'Anjou 80 dépassent largement le passif.

Le maire Jean Corbeil, président de la corporation, a déclaré à *La Presse*, hier, que le passif d'Anjou 80 s'élève à \$30,6 millions alors que les actifs totalisent \$49,6 millions. Parmi ces actifs, il y a une offre d'achat de \$16 millions par la Caisse de dépôt du Québec pour des terrains situés dans le secteur des lacs de rétention. Ces terrains sont destinés à un projet domiciliaire dont la valeur pourrait atteindre \$200 millions.

La corporation possède en outre une réserve de terrains de 2

millions de pieds carrés, d'une valeur globale de \$6 millions. Elle possède également un actif d'environ \$8 millions en inventaire et en comptes à recevoir.

Le déficit de \$6 millions enregistré au cours du dernier exercice a été causé principalement par des retards considérables dans la livraison d'une centaine de logements dont la construction avait été confiée à un gérant de projet.

Des propriétaires mécontents et insatisfaits des délais avaient mené, le printemps dernier, une vigoureuse campagne contre la corporation. Il en est résulté une perte d'environ \$4,4 millions. À la suite de ces difficultés, la corporation a congédié le gérant de projet et lui a intenté des procédures devant les tribunaux.

L'un des conseillers de l'opposition, M. Michel Simard, a déclaré, hier, que la situation financière d'Anjou 80 est très mauvaise et que le déficit ne fera que s'accroître au cours des prochaines années. Selon lui, les actifs sont gonflés et ne reflètent pas la réalité de la situation.

Le maire Corbeil a soutenu, au contraire, que les actifs inscrits au bilan sont plutôt conservateurs. «Même en admettant les pires hypothèses et en réduisant

de \$10 millions les actifs, nous pourrions réaliser un profit net de \$10 à \$12 millions en vendant la corporation à l'entreprise privée», a soutenu M. Corbeil. Il a

ajouté que cette corporation municipale a été créée en 1980 «sans un sou venant des contribuables» et qu'aujourd'hui, après seulement 7 ans, elle pourrait rapporter

un minimum de \$10 millions aux Angevins. «Un rendement de plus de \$1 million par année, ce n'est quand même pas si mauvais», a-t-il conclu.



ASSEMBLÉE NATIONALE

AVIS DE CONSULTATION GÉNÉRALE

Étude du projet de politique de santé mentale pour le Québec tel qu'énoncé dans le rapport du comité présidé par le Docteur Gaston Harnois et rendu public le 30 septembre 1987

La Commission des affaires sociales est chargée d'étudier le projet de politique de santé mentale pour le Québec tel qu'énoncé dans le rapport du comité présidé par le Docteur Gaston Harnois et rendu public le 30 septembre 1987.

Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion en regard de ce mandat peut soumettre un mémoire à la Commission des affaires sociales, au plus tard le 23 novembre 1987.

Le mémoire doit être transmis au Secrétariat des commissions en 25 exemplaires de format 8 1/2 pouces sur 11 pouces (21,5 cm sur 28 cm) et être accompagné d'autant d'exemplaires d'un bref résumé de son contenu.

La Commission prendra connaissance des mémoires reçus et tiendra des auditions publiques à compter du 30 novembre 1987. Elle choisira parmi les personnes et les organismes qui lui auront fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra.

Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 35 exemplaires supplémentaires.

Veuillez adresser les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements à:

Me Denise Lamontagne
Secrétaire de la Commission
des affaires sociales
Secrétariat des commissions
Hôtel du Parlement
Bureau RC. 17
Québec (Québec)
G1A 1A3

Tél.: (418) 643-2722
Téléc.: 051-2216
Bélino: 643-0248

Avis publié par le Secrétariat des commissions

NOTRE MEILLEUR RADIAL TOUTES SAISONS

VECTOR

P155/80R13
FLANC NOIR
À PARTIR DE

59⁷⁰

DIMENSION	PRIX DE SOLDE FLANC NOIR	PRIX DE SOLDE FLANC BLANC
P155/80R13	59,70	67,90
P165/80R13	69,90	78,90
P175/80R13	71,70	84,90
P175/70R13	76,80	—
P185/70R13	83,70	—
P185/80R13	—	87,90
P175/75R14	—	88,80
P185/75R14	—	89,70
P185/70R14	92,70	—
P195/75R14	—	93,90
P195/70R14	95,70	—
P205/70R14	98,70	—
P205/75R14	—	98,70
P205/75R15	—	104,90
P215/75R15	—	109,80
P225/75R15	—	114,90
P235/75R15	—	120,90

RADIAL CEINTURE D'ACIER À NERVURES

P155/80R13
À PARTIR DE

49^{80S}

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P175/80R13	61,80
P185/80R13	64,80
P185/75R14	66,90
P195/75R14	69,90
P205/75R14	72,90
P225/75R14	82,80
P205/75R15	75,90
P215/75R15	79,80
P225/75R15	82,80
P235/75R15	88,80

RADIAL D'HIVER HAUTE PERFORMANCE

P185/60R14
À PARTIR DE

127^{80S}

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P205/70R14/LBD	131,70
P205/60R14/LBD	128,70
P215/60R14/LBD	129,90
P215/65R15/LBD	137,70
P255/60R15/LBD	175,80

LE RADIAL D'HIVER PAR EXCELLENCE

F32-S

P155/80R13
À PARTIR DE

55⁸⁰

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P165/80R13	59,70
P175/80R13	64,80
P185/80R13	70,80
P175/75R14	63,90
P175/75R14	71,70
P185/75R14	72,90
P195/75R14	74,70
P205/75R14	79,80
P215/75R14	91,80
P205/75R15	83,70
P215/75R15	84,90
P225/75R15	88,80
P235/75R15	95,70

GOOD YEAR

LE SOLDE SE TERMINE LE 31 OCTOBRE

CENTRES DE SERVICE

MONTRÉAL 9170, RUE SHERBROOKE EST 352-2662 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	MONTRÉAL CENTRE-VILLE 11, BOUL. DE MAISONNEUVE EST 849-8031 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LAVAL-PONT VIAU 368, BOUL. DES LAURENTIDES 667-0210 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 5750, CÔTE DE LIESSE 731-6471 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	AMUITSIC 10220, BOUL. ST. LAURENT 381-2591 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LA SALLE 1870, AV. DOLLARD 363-0633 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 2615, RUE ONTARIO EST 527-8364 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	ST. LÉONARD 9255, BOUL. LACORDAIRE 325-3280 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	VERDUN 4000, AV. VERDUN 761-4568 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 5135, AV. PAPINEAU 527-9854 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LAVAL-CHOMEDEY 1250, BOUL. LABELLE 688-3575 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	CHATEAUGUAY 104, BOUL. D'ANJOU 691-3160 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00

AUTO GOODYEAR

LONGUEUIL 85, BOUL. STE-FOY 679-5250 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	ANJOU 8301, BOUL. MÉTROPOLITAIN 354-7444 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LES PNEUS BERNARD LEE 723 BOUL. LAURIER, ST-HILAIRE 467-3688 De 8 h 00 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 12 h 00
DOLLARD-DES-ORMEAUX 4910, CHEMIN DES SOURCES 684-9532 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	POINTE AUX TREMBLES 1400 BOUL. ST-JEAN BAPTISTE 645-2787 De 7 h 30 à 18 h 00 lundi au merc. De 7 h 30 à 21 h 00 jeudi et vend. De 7 h 30 à 17 h 00 samedi	CENTRE DU PNEU ST-CONSTANT 77 RUE ST-PIERRE, ST-CONSTANT 632-4140 De 8 h 00 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 13 h 00 Jusqu'à 21 h 00 jeudi et vendredi Fermé de 12 h 00 à 13 h 00
ST. MICHEL 3845, RUE JEAN-TALON EST 729-4394 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	W. GORDON INC. 2125 CAVENDISH BOUL. 481-7771 De 7 h 00 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 00 à 15 h 00	
ST. LAURENT 1340, MONTEE DE LIESSE 334-9312 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine	PNEUS DOLLARD INC. 3614 MONTEE ST-JEAN DOLLARD-DES-ORMEAUX 620-2341 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 13 h 00	Goodyear Comptez sur nous.



Goodyear Comptez sur nous.

Saviez-vous
que lorsque
vous magasinez,
vous avez les
mêmes automatismes
que

90% des humains?

Vos yeux effectuent un balayage horizontal de gauche à droite car regarder de bas en haut vous demande trop d'effort.

Pour mieux connaître vos réflexes d'achat, suivez

le cours

COMMERCE



Pour plus de renseignements
voir page A 9.

Venez voir de quel bois on se chauffe...

Au Marché du bois de chauffage du Salon de l'habitation de l'automne, on vous garantit un hiver bien douillet. Non seulement trouverez-vous un choix de belles cordes de bois bien sec et de la meilleure qualité (on pensait déjà à vous au printemps dernier!), mais vous aurez même la chance de l'acheter sur place à un prix très spécial.

À la Clinique du foyer, puisqu'il n'y a pas de fumée sans feu, c'est la ronde des foyers, des poêles à bois, des poêles à combustion lente.



Heures d'ouverture
lundi au vendredi: 11h à 22 heures
samedi: 10h à 22 heures
dimanche: 10h à 21 heures
*jeudi le 5 novembre 11h à 21 heures



Le Salon de l'habitation de l'automne
l'un des 3 grands salons de

LA FOIRE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL
au Stade olympique du 30 octobre au 8 novembre

Coup de théâtre au Salon de l'habitation de l'automne

Sur la scène du Théâtre de l'habitation Habitabec, les comédiens de la troupe du Théâtre à la Carte vous divertiront avec des scénarios basés sur des scènes de la vie quotidienne mettant en relief les divers problèmes-habitation à survenir dans toutes les bonnes familles... et, bien sûr les solutions les plus appropriées puisque tout est arrangé avec les gars des vues!

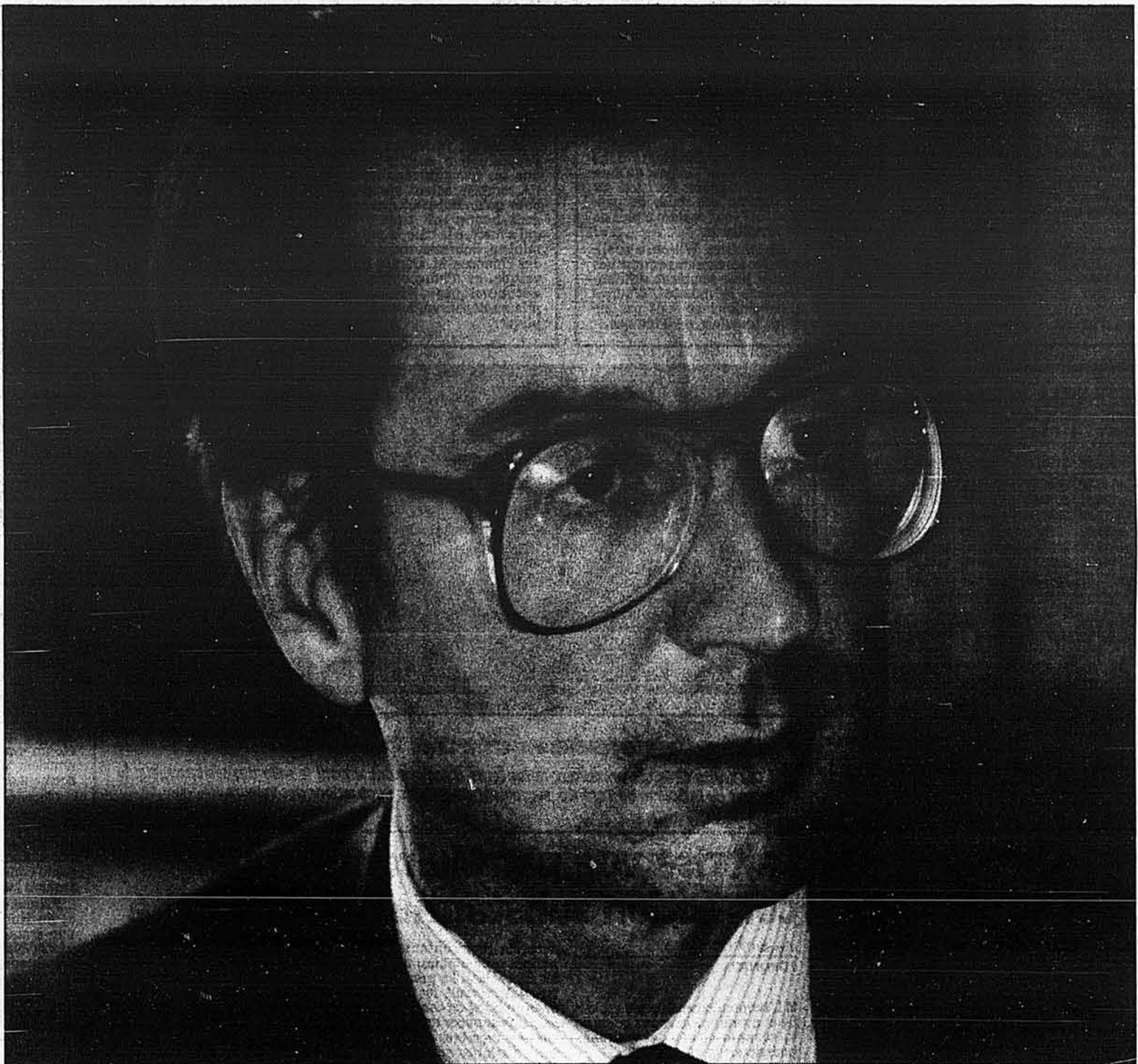
Testez vos talents de bricoleur en relevant le Défi RO-NA

À la Place RO-NA, vos talents de bricoleurs sont mis à l'épreuve. Venez démontrer votre savoir-faire et courez la chance de gagner des outils et coffres à outils qui feront de vous un bricoleur bien équipé! De plus, l'expert RO-NA vous donnera ses trucs pour améliorer vos performances.

Le conflit des médecins résidents et internes...

“L'arbitrage obligatoire est une demande sensée, raisonnable et acceptable.”

Robert Bourassa, février 1985



Malgré cette déclaration de monsieur Bourassa, le gouvernement hésite encore à inclure l'arbitrage obligatoire dans la convention collective des résidents et internes.

Pourtant, toutes les autres associations de médecins résidents et internes du Canada ont déjà obtenu ce mécanisme de négociation qui s'avère le meilleur moyen d'éviter la grève ou le lock-out dans les hôpitaux.

Ni les résidents et internes, ni le public ne sont intéressés à ce que le climat de travail se détériore. C'est pourquoi nous tenons à l'arbitrage obligatoire afin que nos demandes soient entendues par un arbitre impartial. Cela permettrait d'éviter, entre autres, que la santé de la population ne soit mise en danger par des médecins stressés et au bord de l'épuisement.

La FMRIQ a déjà fait des concessions majeures quant à la question de la rémunération. Mais ce qui est en jeu actuellement c'est la qualité de vie des professionnels et la qualité des soins dispensés. C'est dans l'intérêt de tous!

FMRIQ

Fédération des médecins résidents
et internes du Québec

LA CRISE BOURSIFIÈRE

La Banque du Canada intervient de concert avec les pays industrialisés

La banque centrale a augmenté la masse monétaire pour faire fléchir les taux d'intérêt, selon le ministre Michael Wilson

MAURICE JANNARD
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Le ministre des Finances, Michael Wilson, a déclaré hier que la Banque du Canada est intervenue afin d'assurer une plus grande stabilité sur les marchés boursiers.

Le ministre Wilson a précisé, devant la Chambre des Communes, que l'intervention de la banque centrale canadienne faisait suite à un geste concerté dans les autres pays industrialisés. M. Wilson a dit que la baisse des taux d'intérêt au pays était directement attribuable aux actions de la Banque du Canada.

On sait que le prix des actions boursières ont tendance à baisser quand les taux d'intérêt montent, les obligations devenant un placement plus rentable. L'inverse se poursuit quand le loyer de l'argent baisse.

Michael Wilson a expliqué aussi que le Canada avait pris cette décision après consultation avec les pays membres du groupe G-7 (Canada, États-Unis, Japon, Allemagne, France, Angleterre et Italie).

Concrètement, la Banque du Canada a augmenté la masse monétaire en achetant plus d'obligations et de bons du Trésor du gouvernement, ce qui a permis une détente sur les taux d'intérêt.

«La Banque du Canada a agi en augmentant les liquidités financières», a dit le ministre en Chambre. Se basant sur les bons du Trésor, M. Wilson a dit que le niveau des taux d'intérêt



Michael Wilson

entre vendredi dernier et hier avait chuté de près d'un pour cent.

Michael Wilson a répété, comme la veille, que l'économie canadienne était fondamentalement en bonne santé et il a donné comme preuve la relative stabilité des taux d'intérêt, du prix des obligations et des taux de change.

En réponse à une question du chef du NP, Ed Broadbent, le ministre a dit qu'il était prêt à rencontrer de nouveaux collègues du G-7 si une telle réunion était jugée nécessaire.

M. Broadbent a loué la vitesse avec laquelle le gouvernement canadien et les autres pays ont réagi au krach boursier cette fois-ci. En 1929, la politique des différentes banques centrales avait été de limiter le crédit, ce

qui avait plongé l'Occident dans la Grande Dépression.

Fonds de pension

Les partis d'opposition ont fait état des dangers qui menaçaient les fonds de pension des travailleurs canadiens si la Bourse perdait encore du terrain. Les grandes caisses de retraite ont un portefeuille important d'actions.

Le libéral Herb Gray a dit hier en Chambre que les fonds de pensions du pays ont perdu \$3 milliards depuis lundi.

M. Wilson a répondu à cela en disant que les mêmes portefeuilles ont fait des gains spectaculaires depuis cinq ans, en raison de la hausse des cours boursiers et que les derniers événements ramènent la valeur des titres à leur niveau d'il y a 18 mois.

De son côté, le député néo-démocrate Neil Young a demandé au ministre d'enquêter sur la proportion d'actif que les caisses de retraite canadiennes investissent à l'étranger en actions de sociétés. M. Wilson a souligné que des règles, au Canada, limitent ce type d'investissement à 10 p. cent seulement du portefeuille des actions.

M. Young s'inquiète dans l'ensemble sur l'impact qu'aura la chute des cours boursiers sur la stabilité des fonds de pension, qui sont évalués à plus de \$130 milliards.

Le ministre Wilson a souligné que les mesures entreprises depuis hier semblent suffisantes dans le moment. D'autres interventions ne sont pas exclues, toutefois, a-t-il indiqué.

La crise n'affectera pas la Caisse de dépôt et de placement

Au cours d'un débat d'urgence de deux heures, le gouvernement accuse l'opposition de propager un vent de révolte et de panique

GILBERT BRUNET
du bureau de La Presse
QUÉBEC

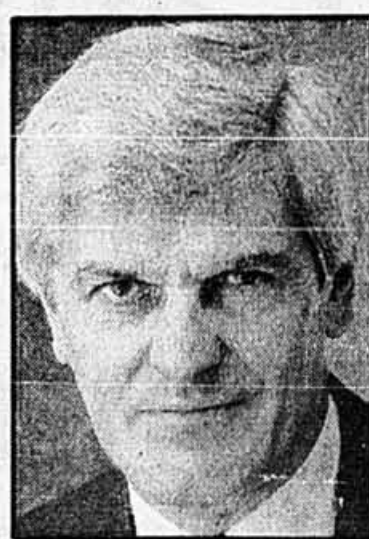
■ Pris de court, le gouvernement du Québec a dû expliquer hier, dans un long débat d'urgence requis par l'opposition péquiste, qu'il s'informe «de demi-heure en demi-heure» de l'évolution de la crise boursière mais qu'il «ne faut pas faire peur au monde».

L'opposition a choisi de faire porter la première question de la rentrée parlementaire sur l'effondrement récent des cours boursiers. «La solvabilité des institutions financières du Québec est-elle menacée? Le gouvernement prend-il des mesures pour protéger les petits épargnants?» a demandé M. Jean Garon, député de Lévis.

C'est d'abord le ministre délégué aux Institutions financières, M. Pierre Fortier, qui a accusé son adversaire de «propager un vent de révolte et de panique» et de verser dans la «démagogie infantine».

Il a ensuite précisé être «en contact continu avec la Commission des valeurs mobilières et l'Inspecteur des institutions financières».

Le débat tournant court, l'opposition a ensuite obtenu que les travaux réguliers de l'Assemblée soient suspendus pour qu'un débat d'urgence de deux heures soit tenu. Débat qui a forcé, à la hâte, le premier ministre Bourassa, son ministre des Finances, M. Gérard-D. Levesque, et d'autres ministres «économiques», visiblement pris au dépourvu, à venir s'expliquer.



Pierre Fortier

«Qu'arrive-t-il aux fonds de pension gérés par la Caisse de dépôt? Faut-il fermer la Bourse de Montréal, comme l'ont été celles de Hong Kong et de Chicago? Qu'en est-il des emprunts du gouvernement?» a demandé M. Garon.

M. Levesque a répondu que «le marché boursier déprimé ne reflète pas la situation réelle des industries et institutions de chez nous». Le ministre a répété que l'économie «vigoureuse» du Québec n'a rien à voir avec la «crise de confiance qui a trait à la valeur du dollar américain, au déficit budgétaire américain et à la balance commerciale américaine».

Plus précis quant à la Caisse de dépôt, M. Levesque a rappelé que son portefeuille diversifié ne comportait que 25 p. cent d'actions, dont le rendement depuis cinq ans a atteint 200 p. cent. «Une correction de 20 ou

30 p. cent laisse un rendement de 170 à 180 p. cent», a-t-il ajouté.

Au chef de l'opposition, M. Pierre Marc Johnson, qui demandait au gouvernement de «rassurer les citoyens en les informant», le premier ministre a essentiellement repris les propos de M. Levesque, y ajoutant une suggestion, à l'endroit du gouvernement américain, qu'il faisait hier matin à la radio: une taxe sur l'essence «corrigerait rapidement leur déficit budgétaire, mais M. Reagan en fait une religion de ne pas ajouter au fardeau fiscal».

Pour le député de Bertrand, M. Jean-Guy Parent, la préoccupation du PQ est dirigée vers le petit épargnant dont «le courtier a déjà rappelé la marge de crédit devant l'effondrement des cours». Lui, a-t-il ajouté, a bien plus de problèmes que «les gens à l'aise qui n'ont qu'à s'asseoir et attendre que ça remonte».

Plus tard, M. Fortier a requis de l'opposition «le même sérieux et la même confiance» que celle qu'avait manifesté, en 1981 lors de la crise des Caisse d'encaissement, l'opposition libérale d'alors à l'endroit du ministre Jacques Parizeau.

«Nous nous renseignons plutôt que de crier», a ajouté le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson. Ce à quoi le député péquiste d'Abitibi-Ouest, M. François Gendron, a répondu: «Le vrai débat, c'est de savoir s'il y a un gouvernement à Québec», quand c'est l'opposition qui doit exiger qu'on rassure la population.

LE FIL DE LA JOURNÉE

HEURE	NEW YORK DOW JONES	TORONTO TSE-300	MONTRÉAL XXM
FERMETURE	1738,41	3191,38	1594,15
LUNDI	-508,32	-407,20	-167,88
10:00	1852,62	3049,71	1526,39
11:00	1865,05	3070,63	1541,51
12:00	1726,46	2992,36	1503,70
13:00	1825,26	2863,58	1439,87
14:00	1757,79	2869,04	1451,37
15:00	1886,44	2892,73	1449,25
16:00	1841,01	2977,31	1494,93

Reagan étudie les mesures à prendre avec ses conseillers

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Le président Ronald Reagan a reconnu hier avoir étudié avec ses principaux conseillers économiques d'éventuelles mesures que le gouvernement pourrait être amené à prendre pour faire face à la situation à Wall Street.

Le président, qui a conféré avec MM. Howard Baker, secrétaire général de la présidence, James Baker, secrétaire au Trésor, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, et Beryl Sprinkel, son conseiller économique, n'a pas précisé quelles mesures le gouvernement pourrait prendre.

«Nous avons examiné les développements intervenus sur les marchés financiers au cours des derniers jours, les mesures que nous avons prises jusqu'à présent et nos options pour des actions additionnelles», a-t-il dit à l'issue de la réunion avec ses conseillers.

«Même si je demeure préoccupé», a déclaré M. Reagan, «je suis

satisfait que les mesures prises par la Réserve fédérale aient eu un effet salutaire sur le marché. Les taux d'intérêt sont en baisse générale. Je suis aussi satisfait des mesures prises par deux grandes banques (Chemical Bank, Marine Midland Bank) pour abaisser leurs taux de base».

M. Reagan a estimé que les taux d'intérêt devraient continuer à baisser et s'est félicité de la remontée des cours, hier à Wall Street.

«Je crois qu'il y a place sur le marché pour une baisse», a-t-il expliqué.

M. Reagan a aussi indiqué que le futur premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, lui a dit, par téléphone, que «sa priorité numéro un était de maintenir des relations économiques stables avec les États-Unis». Il a également fait état des assurances données par la RFA à M. James Baker, sur la coordination des politiques économiques des deux partenaires afin de parvenir à une «croissance non inflationniste et à des taux de change stables».

Les détenteurs d'actions ont agi tels les moutons de Panurge

UPI
NEW YORK

■ Pour les psychologues, la panique qui a fait dégringoler le Dow Jones lundi à Wall Street représente un cas classique de l'instinct de horde personnifié par les fameux moutons de Panurge.

À l'instar de gazelles affolées parce qu'une des leurs avait soudain pris la fuite, les investisseurs, voyant autour d'eux des gens qui cherchaient à vendre leurs actions à tout prix, se sont mis à vendre les leurs eux aussi.

«Lorsque les risques sont élevés et que la situation est incertaine, l'instinct du groupe l'emporte», précise Jagdish Sheth, un psychologue qui enseigne le marketing à l'Université de Californie.

«Les gens ne savent pas réellement quoi faire, parce que le marché est trop imprévisible et que personne ne le comprend. Si bien que l'on surveille les autres et qu'on les imite immédiatement».

Selon les psychologues, le krach de lundi a des causes économiques évidentes, mais plusieurs facteurs psychologiques

sont également entrés en jeu, et il est à craindre que leurs effets ne se fassent sentir pendant longtemps.

Les experts doutent que la panique que de nombreux spéculateurs ont éprouvée puisse se dissiper du jour au lendemain, en dépit des assurances fournies par le président Reagan et ses conseillers économiques.

«Lorsque ce genre de chose prend naissance, il est bien difficile d'y mettre fin», souligne James Gottfurcht, un analyste économique de Santa Monica, en Californie. «La méfiance à l'endroit du marché s'installe, et chacun ne pense plus qu'à sauver sa peau, ce qui ne fait que susciter toutes sortes de soupçons.»

Les psychologues voient dans cette situation un parallèle avec le dilemme du prisonnier, où deux détenus sont avisés séparément par leur gardien qu'ils seront libérés s'ils s'espionnent l'un l'autre. Si les deux prisonniers décident d'agir dans leur propre intérêt, ils perdront tous les deux, tandis que s'ils s'entendent, ils pourront profiter de la situation.



Dégringolade record à Toronto

Les traits tirés, de nombreux détenteurs d'actions ont envahi la salle des visiteurs, sur le parquet de la Bourse de Toronto, surveillant de près les fluctuations des valeurs.

PHOTOLASER PC

La crise vue par Mulroney: une correction substantielle du marché

d'après CP
TORONTO

■ L'économie canadienne est saine et devrait résister aux effets de la récente chute des marchés boursiers.

C'est ce qu'a soutenu hier le premier ministre Mulroney, en soulignant que son gouvernement avait discuté de la question

avec les représentants d'autres nations occidentales, notamment les États-Unis. Le premier ministre, qui recevait les journalistes dans un hôtel du centre-ville où il devait prononcer une causerie devant les membres du Conseil des gens d'affaires sur les questions nationales, a précisé que la croissance de l'économie canadienne était la plus forte de celles des pays de l'OCDE: tous les indices

économiques sont bons, a-t-il dit, l'inflation est très faible, les investissements sont considérables et la création d'emplois n'a jamais été plus forte.

M. Mulroney a dit considérer ces facteurs comme d'excellents signes pour l'économie, en dépit d'un effondrement des valeurs boursières qu'il a préféré décrire comme «une correction substantielle du marché».

Les vrais perdants: ceux qui ont «joué» à crédit

GEORGES DESCHODT
Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Wall Street a perdu lors du «massacre» de lundi plus de \$500 milliards, mais cela ne signifie pas que les Américains ou l'économie des USA ont perdu cette somme énorme qui représente environ un mois et demi du total de la production américaine.

Au lendemain de la journée la plus noire qu'ait connue la Bourse newyorkaise depuis 1914 et alors que le marché amorçait une reprise très incertaine, les analystes soulignent qu'il était encore difficile de déterminer les perdants de la crise et pour beaucoup les pertes sont uniquement des pertes sur le papier.

Ces pertes représentent en effet la différence entre les cours de vendredi et ceux de lundi soir. Mais tout le monde n'a pas tout vendu dans la panique de lundi et les propriétaires de portefeuilles, notamment les petits investisseurs, pouvaient aussi bien avoir acheté leurs actions il y a un, deux ou dix ans, alors que leur valeur était loin d'atteindre les sommets de l'été dernier.

Les petits investisseurs ont certes vu la valeur des économies qu'ils avaient placées en bourse fondre de trente pour cent en l'espace de moins d'une semaine mais les revenus qu'ils en tirent ne se ressentiront pas de la crise. Les dividendes des sociétés ne seront en effet pas touchés, à moins d'une récession. Au contraire, les bénéfices des entreprises américaines sont plutôt en hausse.

De même, les fonds de retraite ne devraient pas diminuer leurs versements puisque ceux-ci proviennent des revenus de leurs portefeuilles et non de leur capital. Il semble d'ailleurs que ces fonds aient peu participé à la panique de lundi et qu'au contraire certains se soient portés acheteurs au plein de la vague de ventes, à l'image du plus grand d'entre eux, le California Public Employee Retirement System (fonds de retraite des fonctionnaires de l'État de Californie).

Les millionnaires et milliardaires ne seront pas non plus autrement touchés, à moins qu'ils aient joué à découvert dans le mauvais sens du marché, estiment les analystes. L'homme le plus riche des États-Unis, Sam Walton, plus gros actionnaire d'une des plus grandes chaînes de magasins d'habillement du pays, a accueilli le massacre avec philosophie, bien qu'il ait laissé entre un demi-milliard et un milliard de dollars, suivant les estimations.

«Tout cela n'est que papier», a dit M. Walton. Il a souligné que ce qui compte pour lui c'est que sa société, Dart Drugs, marche bien. Ce n'est sans doute pas le plongeon du marché boursier qui réduira les besoins des Américains en médicaments, produits de ménage et autres articles de nécessité vendus dans les supermarchés.

Entreprises et emprunteurs

C'est à Wall Street d'abord qu'il faut chercher les victimes éventuelles du lundi noir, disent les analystes. La baisse a évidemment secoué les entreprises qui brassent les milliards de dollars échangés chaque jour sur

les marchés boursiers. La plupart d'entre elles ont les reins solides, très solides même, mais certaines sociétés de petite ou moyenne dimension pourraient, du fait de la baisse, éprouver des difficultés de trésorerie.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la Réserve Fédérale, qui supervise tout l'édifice financier des États-Unis, a fait savoir lundi matin qu'elle agira de manière à éviter toute crise de liquidité. Il s'agit d'éviter ce qui s'était passé en 1929 lorsque le manque d'argent frais avait accentué la débâcle.

Autres victimes potentielles, poursuivent les analystes, ceux qui empruntent pour acheter des actions mais dont les lignes de crédit varient en fonction de la valeur de leur portefeuille. La baisse va les obliger à rembourser une partie de leurs emprunts, ce qui risque d'ailleurs d'avoir un impact négatif sur la bourse en les obligeant à vendre.

Interrogation

L'un des grands points d'interrogation concerne l'impact des systèmes informatisés de transactions. Le perfectionnement des techniques s'est accompagné de l'élaboration de tout un ensemble de programmes dans lesquels c'est l'ordinateur qui, prenant en compte toute une série d'indices préétablis, donne les ordres d'achat ou de vente.

L'homme n'intervient pratiquement plus. Comme l'a souligné le président du Pacific Stock Exchange, ce sont «des machines inhumaines aux mains d'hommes inexpérimentés». Nul ne se risquait hier à chiffrer le coût de ce jeu d'apprenti-sorcier.

Moscou trace un parallèle avec le krach de 29

Agence France-Presse
MOSCOU

■ Les médias soviétiques ont évoqué la «panique» qui s'est emparée des marchés financiers dans le monde, relevant des similitudes avec le krach de 1929 à Wall Street qui avait entraîné la dépression des années trente en Occident.

Dans des dépêches datées de capitales étrangères, l'agence Tass indique que la journée d'hier a été un «mardi noir» pour les financiers japonais après l'effondrement des cours.

L'agence officielle soviétique souligne que «l'activité commerciale frénétique s'est transformée en panique» après l'attaque menée lundi par la Marine américaine contre une plate-forme pétrolière iranienne dans le Golfe.

Faisant remarquer que la bourse de Hong Kong a fermé pour une semaine en raison des derniers développements sur les places financières, Tass fait également état d'informations en provenance de Londres et de Canberra au sujet de ventes sous l'effet de la «panique».

Selon Tass, la situation «montre combien les structures économiques et financières d'Australie et de Nouvelle-Zélande dépendent étroitement de l'état des affaires aux États-Unis».

Prix en vigueur
du 21 au 24
octobre 1987
inclusivement.

STEINBERG

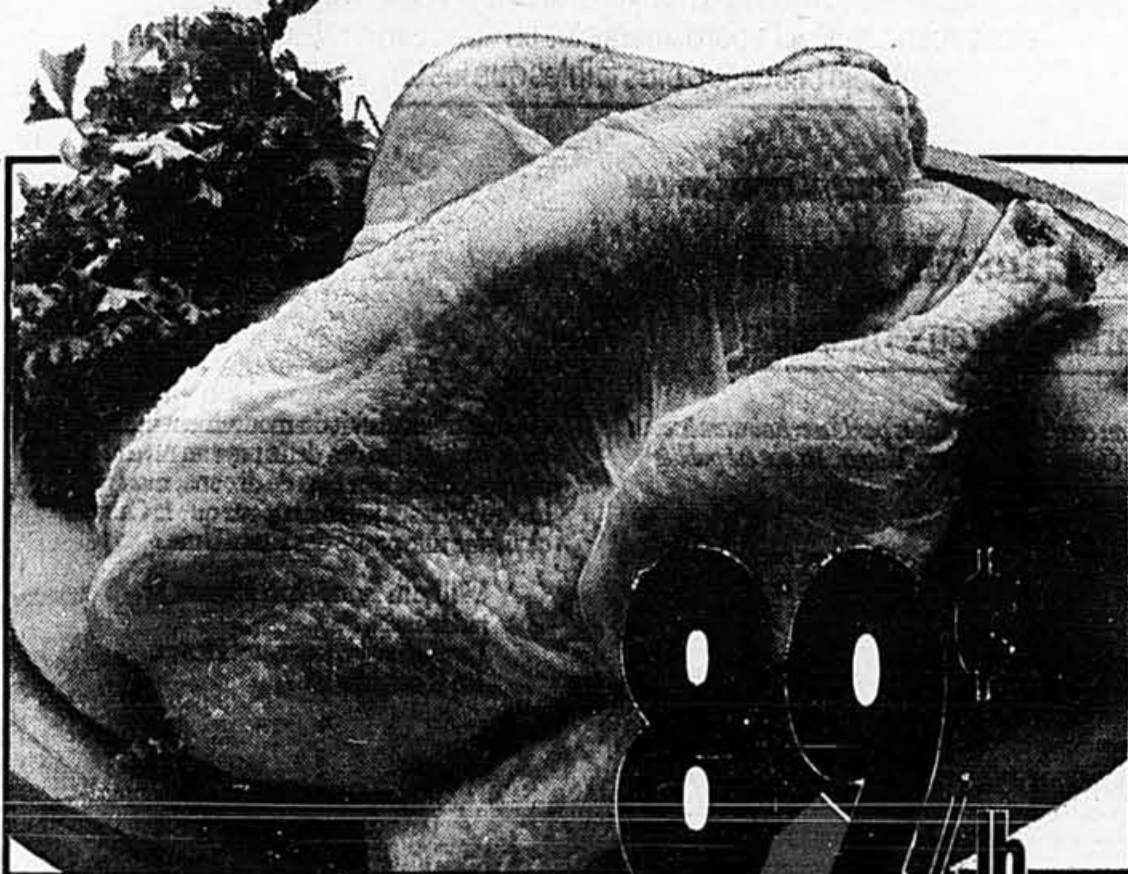
*en toute
fraîcheur*

VENTE-FRAÎCHEUR EXTRA!

ENEZ EN PROFITER!

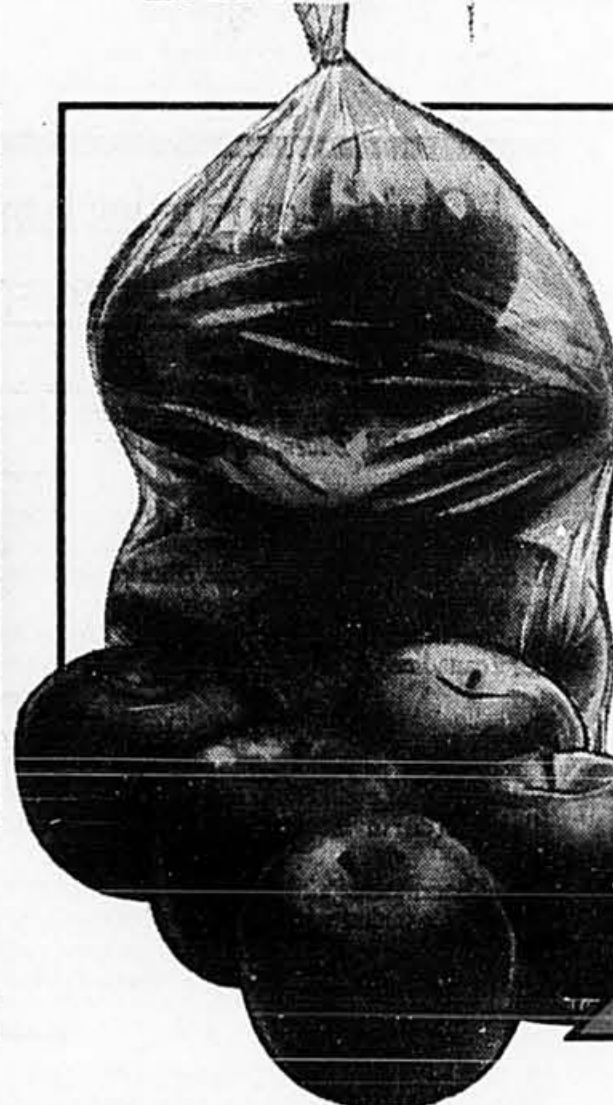


**OEUFS
CALIBRE MOYEN
CATÉGORIE CANADA "A"
LA DOUZAIN**



**POULET FRAIS ENTIER
CATÉGORIE CANADA "A"
1 à 2 kg**

**89¢
1.96
/kg**



**POMMES
McINTOSH
PRODUIT
DU QUÉBEC
SAC CELLO DE
1,36 kg (3 lb)**



99¢



Les articles annoncés sur cette page sont en réclame aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue ainsi qu'à Trois-Rivières, Sherbrooke et Thetford Mines. Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits et légumes. Cependant nous tenons à vous garantir en tout temps le meilleur choix offert sur le marché. Pas de garantie de prix sur certains articles non alimentaires. Il se peut également que certaines illustrations soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Le détaillant affilié peut vendre à un prix inférieur. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

LE CANADA

n'appartient pas à ces deux hommes.



Depuis que Brian Mulroney a été élu, il se vante d'avoir des «relations particulières» avec Ronald Reagan et avec les États-Unis.

Qu'est-ce que ces relations particulières ont signifié pour le Canada, avant le libre-échange ?

- Un tarif douanier américain de 70 p. 100 sur la potasse canadienne ;
- Un tarif douanier de 35 p. 100 sur les bardeaux de cèdre ;
- Un tarif douanier de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre ;
- Le démantèlement du Programme énergétique national du Canada ;
- Le démantèlement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger ;
- Devant l'insistance des États-Unis, une loi canadienne sur les médicaments génériques, qui est une capitulation devant les entreprises pharmaceutiques américaines.

L'orientation des «relations particulières» de Mulroney est claire : le Canada a abandonné d'importants éléments de son indépendance économique.

Les États-Unis n'ont rien abandonné. L'accord de libre-échange suit la même route.

Qu'est-ce que le Canada recherchait dans le libre-échange ?

Brian Mulroney a dit qu'il voulait que les exportations canadiennes aient accès sans entrave au marché américain. Il voulait des garanties que les États-Unis n'imposeraient pas de tarifs de représailles aux exportations canadiennes. Et il voulait un mécanisme exécutoire pour régler les différends.

Il a perdu sur tous les fronts.

- En vertu de l'accord de libre-échange, les États-Unis ont conservé le droit d'imposer des tarifs douaniers, et l'accès du Canada au marché américain n'est pas garanti ;
- Les mêmes lois commerciales américaines invoquées contre notre bois et notre potasse s'appliqueront toujours ;
- Pour en appeler d'une mesure américaine, le Canada devra attendre qu'elle soit mise en vigueur ;
- Le seul motif d'appel que le Canada pourra évoquer, ce sera que les États-Unis n'ont pas respecté leurs propres lois.

Qu'est-ce que le Canada a abandonné ?

Nous avons abandonné notre souveraineté.

Pour obtenir cet accord de libre-échange extrêmement fragile, Mulroney a cédé :

- Le droit du Canada de contrôler ses approvisionnements énergétiques ;
- Le droit du Canada de contrôler les investissements étrangers ;
- Le droit du Canada de concevoir des politiques culturelles sans s'inquiéter des réactions des États-Unis ;
- La capacité du Canada de concevoir des stratégies économiques nationales ;
- La capacité du Canada de formuler des politiques commerciales indépendantes avec d'autres pays ;
- Le droit du Canada d'établir une stratégie indépendante dans le secteur de l'automobile.

Ces domaines de prise de décision sont essentiels à la définition même la plus minime de la souveraineté nationale.

Et ce n'est qu'un début. Les négociateurs du libre-échange continueront de discuter de subventions et de tarifs douaniers reliés à des secteurs comme la culture, le développement économique régional et les programmes gouvernementaux d'assistance, pour ne nommer que quelques aspects.

Il n'est pas surprenant que Ronald Reagan ait salué l'accord comme une «constitution économique pour l'Amérique du Nord».

Qu'est-ce que les États-Unis ont abandonné ?

- Les États-Unis ont-ils abandonné leur droit d'imposer des tarifs compensatoires aux exportations canadiennes ? NON
- Les États-Unis ont-ils garanti au Canada un accès sans entrave à leur marché ? NON
- Cet accord menace-t-il la culture américaine ? NON
- Cet accord menace-t-il la propriété par les États-Unis de leur économie ? NON
- Cet accord menace-t-il le contrôle des États-Unis sur leurs approvisionnements énergétiques ? NON
- Cet accord menace-t-il la capacité des États-Unis de contrôler leurs stratégies économiques nationales ? NON

Nous ne pouvons pas trouver grand-chose que les Américains aient abandonné. D'abord, même les tarifs douaniers qu'ils réduiront sont déjà beaucoup plus faibles que les tarifs canadiens.

Qu'est-ce que les États-Unis ont gagné ? Laissons les Américains parler pour eux-mêmes.

Le président Ronald Reagan est presque allé jusqu'à dire que l'accord de libre-échange complètera le travail des pères de la Confédération américaine.

«Si le passé peut être un présage de l'avenir, nous savons quels en seront les résultats. Il y a presque deux cents ans, les barrières commerciales se sont évanouies dans la partie américaine de notre continent, après l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution. Une économie stagnante a presque immédiatement commencé à prendre son essor. L'accord de libre-échange canado-américain est une nouvelle constitution économique pour l'Amérique du Nord. Il inaugurerait, je crois, une expansion économique analogue, à l'échelle de tout le continent.»

Le président des États-Unis, Ronald Reagan dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce des États-Unis le 13 octobre 1987

Les extraits suivants sont tirés de documents d'information confidentiels rédigés par le secrétaire américain au Trésor, James Baker, et le représentant américain au Commerce, Clayton Yeutter. Ils ont été publiés dans «Inside U.S. Trade», le 9 octobre 1987.

«[Les Canadiens ont accepté] que les mesures [culturelles] qu'ils prendront ne compromettront pas les avantages que nous pourrions autrement espérer tirer des dispositions de l'accord... Ils ont aussi promis de résoudre, d'ici les deux prochaines semaines, le problème de Jack Valenti sur la distribution cinématographique.»

(Le magna du cinéma Jack Valenti, un ami intime de Ronald Reagan, s'était plaint du projet de loi canadien qui réduira le contrôle américain sur la distribution des films au Canada.)

«Nous avons réalisé une libéralisation majeure du climat d'investissements au Canada et nous l'avons ancrée en permanence pour que les politiques canadiennes d'investissement à l'avenir ne puissent pas régresser aux anciennes politiques du Programme énergétique national et de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, toutes les deux hautement restrictives et interventionnistes.

«L'énorme majorité des investissements américains directs au Canada pourra maintenant se faire sans la moindre ingérence du gouvernement canadien.

«Le Canada renonce à recourir aux principales exigences de rendement : les engagements d'exportations, les exigences de rendement, les substitutions d'importations, le contenu local et l'approvisionnement local.»

«Q : Si ces dispositions avaient été en vigueur lorsque nous avons adopté nos mesures sur les bardeaux de cèdre et sur les aciers spéciaux, quel aurait été le résultat ?

R : Nous croyons qu'il n'y aurait pas eu de différence majeure.»

«Je suis très satisfait du mouvement mémorable vers l'unification des deux pays au niveau économique. Pendant plus de dix ans, mon père a insisté dans ses journaux pour que le Canada devienne une partie des États-Unis.»

William Randolph Hearst Jr.
rédacteur en chef
La chaîne des journaux Hearst
Le 11 octobre 1987

LE CANADA

nous appartient, à nous tous.

Qu'est-ce que le Canada ?

Nous avons édifié un pays profondément différent des États-Unis, parce que plusieurs générations de Canadiens et Canadiennes ont eu une vision d'une société bienveillante, généreuse et équitable.

Voulons-nous abandonner tout cela pour obtenir un « pied d'égalité » ?

Les Canadiens et Canadiennes ont un système d'assurance-maladie qui garantit à tout le monde de bons soins de santé, non pas seulement à ceux qui en ont les moyens. Nous avons des programmes sociaux qui répondent aux besoins des personnes âgées, des nécessiteux, des sans-foyer et des malades. Les Canadiens et Canadiennes croient que nous avons des responsabilités les uns envers les autres, que la vie, c'est la survie de tous, non pas seulement celle des plus forts.

Nous avons un environnement multiculturel florissant. Nos villes sont sûres. Nos citoyens et citoyennes vivent en sécurité.

C'est cela que nous avons édifié ensemble. Et c'est cela que le libre-échange pourrait menacer. Parce que, lorsqu'un pays est dix fois plus important que l'autre, le pied d'égalité, c'est le sien, non pas le nôtre.

Et cela veut dire qu'il nous faut jouer selon ses règles,
non pas les nôtres.

Si les Canadiens et Canadiennes ne peuvent pas se prononcer sur le type de Canada qu'ils veulent, qui donc le pourra ?

Le libre-échange, ce n'est pas comme une augmentation d'impôt, ni comme une nouvelle route, ni même comme une nouvelle prison dans votre circonscription électorale favorite.

Il ne s'agit pas d'acheter des voitures usagées en franchise, ni d'aller faire des courses aux États-Unis sans payer de douane. Il s'agit de la propriété de nos ressources naturelles, de notre droit d'administrer notre propre économie, de notre vision de la société.

Nous croyons en une démocratie représentative. Nous croyons aussi que, dans des questions fondamentales comme le libre-échange, les citoyens et citoyennes ont le droit de choisir.

Brian Mulroney n'a pas été élu sur une plate-forme de libre-échange. Il n'a jamais consulté la population du Canada sur cette décision capitale.

«Le (libre-échange) affecte la souveraineté canadienne, et nous n'en aurons pas la moindre parcelle, ni durant les campagnes de leadership ni à aucun autre moment.»

Brian Mulroney
aspirant au leadership du
Parti progressiste conservateur fédéral, 1983

Il n'a pas le droit de nous intégrer aux États-Unis et de mettre en danger une grande partie de ce que nous avons édifié, sans que nous ayons notre mot à dire.



Moi-même et de nombreux autres Canadiens et Canadiennes avons parlé sur le libre-échange, non pas parce que nous ne croyons pas au potentiel du Canada, mais parce que nous y croyons tellement.

Le Canada fait l'envie du monde pour ses richesses naturelles et la qualité de sa vie. Nos concitoyens et concitoyennes sont acharnés au travail et inventifs. Nos paysages sont à perte de vue, vastes et riches en ressources naturelles. Nos villes sont palpitantes et saines. Le Canada a développé une société raisonnablement bienveillante. Nous avons aussi relevé de nombreux défis comme pays.

Nous nous sommes affirmés comme une culture spécifique, malgré notre proximité du colosse américain.

Ce n'est pas une société parfaite. Il y a trop de Canadiens et Canadiennes qui vivent dans la pauvreté et qui sont sans foyer, mais les Canadiens et Canadiennes de toutes les couleurs politiques peuvent travailler ensemble pour rendre le Canada encore meilleur.

Le libre-échange restreint notre capacité de résoudre ces problèmes.

Heureusement, le débat sur le libre-échange n'est pas terminé, il ne fait que commencer.

Notre choix, ce n'est pas, comme certains dirigeants patronaux voudraient nous le faire croire, entre le libre-échange et un statu quo conservateur introverti.

Notre choix, c'est entre les différents genres de Canada que nous voulons édifier à l'avenir.

Continuerons-nous de construire sur notre patrimoine et nos réalisations, pour envisager l'avenir avec une vive confiance, embrassant tous les pays du monde ?

Il nous faut des élections

Brian Mulroney n'a pas le mandat de la population du Canada pour mettre en vigueur un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Le libre-échange, ce n'est pas une question simple. Elle embrasse notre culture, notre économie, nos ressources naturelles, notre commerce international, notre développement régional, nos programmes sociaux — les éléments mêmes qui définissent la souveraineté d'un pays.

Il serait contraire aux principes de la démocratie pour un gouvernement de modifier notre société de façon si fondamentale sans d'abord recevoir un mandat de la population.

Ce qu'il nous faut, ce n'est rien de moins que des élections générales fédérales, où les politiciens de tous les partis politiques mettront en jeu leurs emplois.

Ces élections doivent avoir lieu immédiatement — avant que l'entente ne soit ratifiée par le Congrès américain ou mise en vigueur au Canada.

Une assez bonne brochette de Canadiens et Canadiennes.

Le gouvernement Mulroney, de même que certains membres de l'élite du patronat canadien aimeraient nous faire croire que les gens qui s'opposent à l'accord de libre-échange sont des conservateurs à l'esprit sclérosé qui défendent une vision pétrifiée et démodée du monde, pour protéger un pays dans lequel ils n'ont pas confiance.

Voyons un peu qui sont ces réactionnaires sclérosés :

Le Premier ministre de l'Ontario,
David Peterson ;
Le Premier ministre de
l'Île-du-Prince-Édouard, Joe Ghiz
Le Premier ministre du Manitoba,
Howard Pawley ;
Le leader fédéral du NPD,
Ed Broadbent ;
Le leader ontarien du NPD, Bob Rae ;
Le leader libéral fédéral, John Turner ;
Paul Martin Jr ;
Le leader du PQ, Pierre-Marc Johnson ;
La présidente du Congrès du Travail du
Canada, Shirley Carr ;
Le scientifique et commentateur
David Suzuki ;
Serge Turgeon, président de l'Union des
artistes de Montréal ;

L'auteur et commentateur Pierre Berton ;
La commentatrice Adrienne Clarkson ;
Yves Beauchemin, écrivain ;
L'éditeur Mel Hurtig ;
Marjorie Cohen, du Comité national
d'action sur le statut de la femme ;
Jacques Proulx, président de l'Union des
producteurs agricoles du Québec ;
Le Conseil des Canadiens ;
La Conférence des évêques catholiques
du Canada ;
L'Église unie du Canada ;
Les travailleurs et travailleuses de l'automobile,
du transport aérien et de bureau, les métal-
los, les enseignants et enseignantes, les
pêcheurs et pêcheuses, les employés et
employées du gouvernement, et plusieurs mil-
lions d'autres Canadiens et Canadiennes.

C'est une assez bonne brochette de Canadiens et Canadiennes, n'est-ce pas ?

Ou nous attacherons-nous encore plus étroitement à l'économie américaine, avec son énorme déficit commercial, que les États-Unis espèrent réduire aux dépens des emplois des Canadiens et Canadiennes.

Les membres de l'alliance pour le libre-échange, contrôlée et financée par le patronat, et qui comprend plusieurs multinationales à base américaine, disent que nous ne pouvons pas avoir des élections sur cette simple question. Ce n'est pas une question simple. Elle porte sur les emplois, sur le contrôle de notre économie, sur la perte de contrôle sur notre énergie, nos investissements et notre souveraineté politique. Elle porte sur l'avenir du Canada.

La population du Canada a le droit de décider dans des élections libres et ouvertes si le gouvernement Mulroney devrait être réélu avec le mandat d'aller de l'avant.

Le Premier ministre et d'autres personnes m'ont qualifié de chef syndical et de néo-démocrate. Ils ont raison, je suis l'un et l'autre. Mais, je suis d'abord un Canadien. En décembre 1984, alors que Brian Mulroney était à New York pour sacrifier notre Agence d'examen de l'investissement étranger, nous étions à Detroit, en train d'annoncer que nous quittions un syndicat dominé par les Américains, pour former le syndicat indépendant des travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile. Nous n'avons jamais fait marche arrière.

J'ai la même confiance dans mon pays, tout comme l'ont plusieurs millions d'autres Canadiens et Canadiennes.

Laboratoire
le président
des TCA-Canada

CAW TCA
CANADA

Il est temps de mettre à l'épreuve le beau discours de «confiance» du gouvernement. A-t-il assez confiance pour laisser la population décider ?
Joignez-vous au mouvement pour réclamer des élections sur le libre-échange. Écrivez-nous dès aujourd'hui.

VANCOUVER

7621 The Kingsway
Burnaby, C.-B.
V3N 3C7

EDMONTON

350-10451-170 Street
Edmonton, Alb.
T5P 4T2

REGINA

2267 Albert St.
Regina, Saskatchewan
S4P 2V5

WINNIPEG

1313 Border St., Unit 23
Winnipeg, Manitoba
R3H 0X4

TORONTO

205 Placer Court
North York-Willowdale
Ontario M2H 3H9

MONTRÉAL

7275, rue Sherbrooke est
bureau 305,
Place Versailles, Montréal
Québec H1N 1E9

HALIFAX

Halifax Labour Temple
220-3700 Kempt Rd.
Halifax, N.-É.
B3K 4X8

ST. JOHN'S

P.O. Box 10
Beothuk Bldg.
Crosbie Place, St. John's
Terre-Neuve A1C 5H5

CHARLOTTETOWN

1 Jordan Cres.
Charlottetown, I.P.E.
C1A 2W2

MONCTON

208-96 Norwood Ave.
Moncton, N.-B.
E1C 6L9

YUKON

106 Strickland
Whitehorse, Yukon Terr.
Y1A 2J5

C'EST LA FÊTE!

★ C'est l'Halloween! Tout le monde rigole, et se laisse aller...! Alors, enfilez votre personnage préféré et soyez de la partie chez M!



4.99

Maquillage en bâton, facile à utiliser!



3.99 chac.

Nécessaire à maquillage de couleurs variées.



4.99

Maquillage de texture crémeuse.



5.99

Perruque "arc-en-ciel" tout à fait amusante!



12.99 chac.

Choix de perruques en couleurs variées.



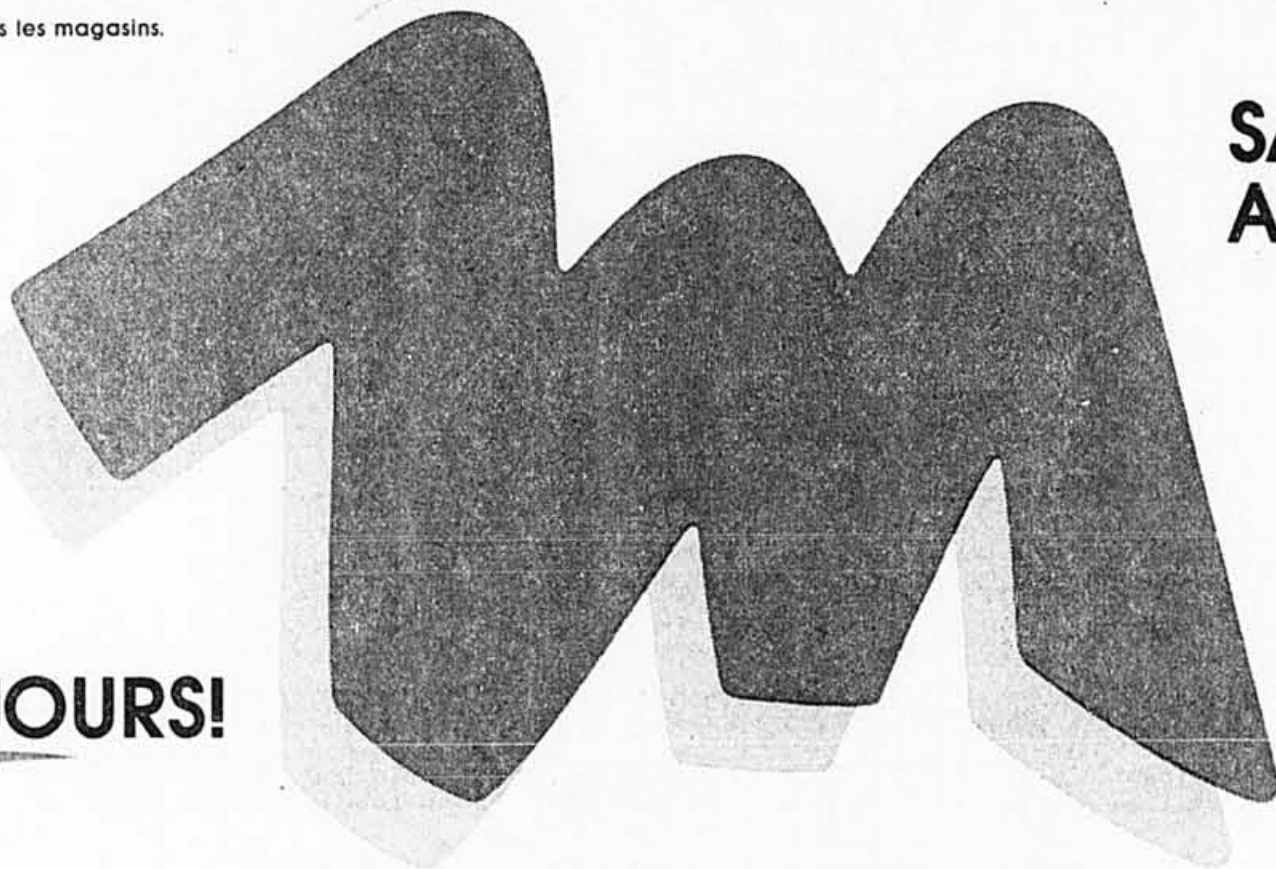
2.99-3.99

Fixatif fluorescent ou à effet brillant! . . . 2.99, 3.99

Ces articles peuvent ne pas être vendus dans tous les magasins.

**SATISFACTION
ASSURÉE**

**DE TRÈS
BAS PRIX...
TOUS LES JOURS!**



■ Carrefour Laval ■ Centre Commercial Pont-Viau ■ Place Longueuil ■ Mail Champlain à Brossard ■ Les Promenades Saint-Bruno ■ Mail West Island ■ Place LaSalle ■ Les Galeries Lachine ■ 180, boul. Anjou à Châteauguay ■ Place Alexis Nihon ■ 4325 est, rue Jean Talon ■ Place Versailles

Prix en vigueur du 21 au 24 octobre 1987, jusqu'à épuisement des stocks. Pas de bons de réservation. Achats en magasin.